18 DEC

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 17 août 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 21 septembre 1962 et le 19 novembre 1962, a donné le 3 décembre 1962 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e augustus 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State", zoals het door de Minister op 21 september 1962 en op 19 november 1962 gewijzigd werd, heeft de 3e december 1962 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Le projet tend à apporter des modifications de nature diverse aux lois relatives au Conseil d'Etat.

La première partie de l'exposé des motifs donne une vue d'ensemble, fort claire, de ces modifications, et permet donc une analyse très brève de l'objet du projet.

Une partie des modifications tend à améliorer sur certains points le fonctionnement du Conseil d'Etat. Par exemple, l'article 9bis nouveau, introduit dans la loi du 23 décembre 1946 par l'article 3 du projet, ouvre, par une disposition expresse, le recours en annulation auprès du Conseil d'Etat contre les décisions implicites de rejet résultant de ce qu'une autorité administrative, saisie d'une demande écrite de l'intéressé, a omis de statuer pendant une période de quatre mois. D'autres articles du projet tendent également à permettre des améliorations du fonctionnement de l'institution. Dans le présent avis, le Conseil d'Etat proposera de compléter sur quelques points cette première série de modifications, et il suggérera au Gouvernement d'apporter à la loi organique du Conseil d'Etat des amendements qui ont un caractère exclusivement technique.

Les autres modifications concernent l'organisation de l'institution.

.../...

Des changements qui ne sont pas dénués d'importance, sont apportés à la structure du Conseil.

En ce qui concerne le Conseil d'Etat au sens strict, le projet porte le nombre de ses membres de quinze à dix-huit; il institue, par des dispositions légales organiques, de nouvelles chambres et crée ainsi une seconde chambre de langue néerlandaise;il donne un caractère institutionnel aux fonctions de président de chambre et confère au Conseil d'Etat la prérogative de choisir en son sein son premier président, son président et ses présidents de chambre.

Comme l'explique l'exposé des motifs, le Gouvernement propose au Parlement de revoir la structure de l'auditorat et du bureau de coordination en vue, notamment, d'aménager la carrière de leurs membres. Le projet modifie la structure de l'auditorat en créant des "premiers auditeurs" et en augmentant le nombre des auditeurs. Il modifie aussi le mode de nomination de l'auditeur général. Tout en maintenant un bureau de coordination distinct de l'auditorat, le projet tend, selon les termes de l'exposé des motifs, à "unifier la structure hiérarchique" des deux organismes. Selon le système du projet la hiérarchie des grades sera la même pour les membres du bureau de coordination et pour les membres de l'auditorat, mais les premiers et les seconds conserveront, en vertu de la loi organique elle-même, leurs fonctions propres. Le projet revise le statut du chef du greffe et lui donne le titre de "référendaire-greffier en chef". Il remplace le titre de "greffier adjoint" par celui de "greffier", qui est plus conforme au niveau des fonctions dont il s'agit et au rang du Conseil d'Etat.

.../...

Le projet apporte des modifications au régime des pensions. Il tend principalement à étendre à l'auditeur général, aux premiers auditeurs, aux auditeurs, aux auditeurs adjoints et au référendaire-greffier en chef l'application de la loi du 25 juillet 1867 sur la mise à la retraite des magistrats. Les titulaires des fonctions qui viennent d'être indiquées bénéficieront de l'éméritat aux mêmes conditions que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Enfin, le projet fixe des règles nouvelles en matière de cumul et de détachement.

B. Le projet crée des fonctions nouvelles et, par voie de conséquence, des titres nouveaux. En outre, il modifie certains titres. C'est ainsi, par exemple, que le "substitut de l'auditeur général" portera à l'avenir le titre d'"auditeur adjoint". Ces seules modifications obligent à établir des textes nouveaux pour de nombreux articles de la loi organique du Conseil d'Etat. Il importe de ne pas perdre de vue qu'en ce cas, les textes nouveaux ne modifient pas la substance des dispositions présentement en vigueur.

C. Le Gouvernement a saisi l'occasion des modifications apportées par le présent projet aux lois relatives au Conseil d'Etat pour améliorer sur certains points la rédaction de plusieurs dispositions. Le projet donne, de manière fort heureuse, une présentation plus claire aux dispositions de plusieurs articles de la loi organique en les répartissant en paragraphes distincts qui traitent, chacun, d'une question déterminée.

/

Dans le même souci, le Conseil d'Etat proposera de son côté quelques amendements de forme.

D. Le projet tend à modifier trois lois distinctes. Il serait dès lors préférable de le diviser en chapitres, qui grouperaient les articles selon la loi que ceux-ci modifient. Suivant cette méthode, le chapitre Ier comprendrait les modifications à la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat; le chapitre II, les modifications à la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat; le chapitre III, les modifications à la loi du 15 avril 1958 qui a déjà modifié la loi du 23 décembre 1946. Le chapitre IV comprendrait les dispositions abrogatoires (article 32 du projet) et le chapitre V les dispositions transitoires.

E. Selon la méthode aujourd'hui généralement admise, il n'est pas nécessaire de faire mention, dans le liminaire de l'article 1er, de toutes les dispositions légales qui ont modifié la loi du 23 décembre 1946; il convient plutôt de faire mention dans le liminaire de chaque article modificatif des modifications que l'article modifié à nouveau a déjà subies.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Modifications à la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Modification proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 1er de la loi du 23 décembre 1946.

Le Gouvernement a saisi l'occasion de l'élaboration du présent projet de loi pour adapter l'article 2 de la loi organique du Conseil d'Etat aux conséquences qu'entraîne l'accession du Congo, du Rwanda et du Burundi à l'indépendance. Il serait logique d'adapter également à ces circonstances nouvelles l'article 1er de la loi. Le Conseil d'Etat propose de compléter le projet par un article qui pourrait être rédigé comme suit :

"A l'article 1er de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots : "le Congo belge et le Ruanda-Urundi" sont supprimés".

Il va de soi que cette modification de l'article 1er de la loi du 23 décembre 1946 ne restreint en rien la compétence que le Conseil d'Etat, section d'administration, conserve, après l'accession à l'indépendance des pays indiqués, à l'égard des actes accomplis

.../...

antérieurement par les autorités du Congo belge ou des territoires sous tutelle confiés à l'administration de la Belgique (1).

Il va de soi également que la modification proposée pour l'article 1er de la loi du 23 décembre 1946 laisse subsister en droit les compétences, que le Conseil d'Etat s'est vu attribuer par l'article 253 de la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo.

Article 1er du projet (modifiant l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946).

Ne soulève d'autre observation que celle qui a été faite sous E. parmi les observations générales.

.../...

(1) Voir à titre d'exemples, et pour des hypothèses diverses, les arrêts suivants du Conseil d'Etat, section d'administration : n° 8126 du 14 octobre 1960; n^{os} 8229 et 8230, du 25 novembre 1960, Rec. D.B. , pp.754 et 890; n° 8422 du 7 février 1961, Rec. D. B. , p. 154; n° 9367 du 16 mai 1962, Rec. D. B. , p. 406.

Voir aussi l'avis n° 8166 du 21 octobre 1960, Rec. D.B. , p. 803.

Article 2 du projet (insérant un article 3bis nouveau dans la loi du 23 décembre 1946).

L'article transfère à la section de législation la compétence d'avis en matière administrative non contentieuse qu'actuellement l'article 6 de la loi organique attribue à la section d'administration.

Cette nouvelle répartition des compétences entre les deux sections du Conseil d'Etat a, comme le souligne l'exposé des motifs, l'avantage d'éviter que la section d'administration soit appelée à statuer, au contentieux, sur une affaire au sujet de laquelle elle a donné antérieurement un avis au moment où cette affaire n'était pas litigieuse. Le fait s'est déjà produit, malgré la jurisprudence de la section d'administration qui a donné un sens très large à la notion d'affaire litigieuse. La disposition nouvelle a cependant l'inconvénient de soumettre des difficultés soulevées par l'activité administrative à la section de législation, qui est moins souvent appelée à traiter des problèmes de cette nature.

Le transfert d'une section à l'autre de la compétence d'avis du Conseil d'Etat en matière administrative non contentieuse soulève certaines questions qu'il est indispensable de régler par des dispositions complémentaires.

.../...

1° Selon les dispositions actuellement en vigueur, l'étendue de la compétence du Conseil d'Etat en matière administrative non contentieuse est définie non seulement par l'article 6, mais aussi par l'article 5 de la loi organique, Aux termes de ce dernier article (1), "La section (d'administration) n'est consultée et n'émet d'avis que sur les difficultés et contestations qu'il appartient au pouvoir exécutif de résoudre ou de trancher". Dans plusieurs avis, le Conseil d'Etat, section d'administration, s'est déclaré incompétent à l'égard de la demande dont il avait été saisi, en invoquant cet article 5. Dès lors, sous peine de provoquer des incertitudes au sujet de l'étendue de la compétence de la section de législation en matière administrative non contentieuse, il est nécessaire de compléter l'article 3bis nouveau par une disposition reproduisant en grande partie l'article 5 de la loi. Il y aurait lieu, néanmoins, de laisser subsister ce dernier article qui conserve sa raison d'être en ce qui concerne la section d'administration.

En conséquence, l'article 3bis nouveau pourrait être rédigé comme suit :

"Les Ministres peuvent soumettre à l'avis de la section de législation toutes questions et affaires d'ordre administratif non litigieuses. Toutefois, la section ne peut être consultée que sur les difficultés qu'il appartient au pouvoir exécutif de résoudre".

.../...

(1) L'article 5 fait partie du titre II de la loi du 23 décembre 1946, titre qui traite "de la section d'administration".

2° Le transfert de cette compétence d'avis à la section de législation appelle une modification des dispositions relatives à l'emploi des langues.

Ce transfert entraîne l'abrogation de l'article 25, § 1er, de la loi du 23 décembre 1946. Cette disposition règle, en effet, l'emploi des langues pour les demandes d'avis dont la section d'administration est saisie en application de l'article 6. Il conviendrait d'abroger de manière expresse l'article 25, § 1er, de la loi.

En outre, il est nécessaire de fixer les règles relatives à l'emploi des langues qui s'appliqueront à la section de législation lorsqu'elle sera saisie en vertu de l'article 3bis nouveau de demandes d'avis sur "des questions et affaires d'ordre administratif non litigieuses". Deux systèmes différents se conçoivent. Le premier consiste à reprendre pour la section de législation, les règles actuellement établies pour la section d'administration. Selon celles-ci, les avis sont donnés aux Ministres dans la langue dont l'article 4, § 1er, de la loi du 28 juin 1932 impose l'emploi. Si cette disposition n'impose pas l'emploi d'une langue déterminée, l'avis est donné dans la langue de la demande. Le second système consiste à étendre à l'examen, par la section de législation, des demandes d'avis prévues par l'article 3bis, les règles générales établies en matière d'emploi des langues pour cette section. L'article 44, alinéa 5, de la loi organique confie au premier président le soin

.../...

de répartir entre les deux chambres de la section de législation les demandes d'avis sur les projets de lois et d'arrêtés prévues par l'article 2 . L'article 58 du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat prévoit que le premier président distribue les affaires "selon un plan de répartition établi d'après les matières". Aux termes de l'article 44, alinéa 5, de la loi organique, chacune des chambres délibère dans la langue qui lui est propre et les avis sont rédigés dans les deux langues nationales. Pour instaurer ce second système, il suffirait de compléter l'article 44, alinéa 5, susvisé par la mention de l'article 3bis.

Il appartient au Gouvernement de faire un choix entre ces deux systèmes.

3° Les considérations qui ont entraîné l'établissement d'une procédure d'urgence pour l'examen des projets de lois et d'arrêtés par la section de législation ne valent pas pour l'examen par cette section des "questions et affaires d'ordre administratif non litigieuses", ou du moins elles ne valent pas dans une même

.../...

mesure. Au surplus, il serait souvent impossible de respecter le délai de trois jours pour l'examen des demandes de cette nature. Il appartient donc au Gouvernement d'apprécier s'il n'y a pas lieu de compléter le projet par une disposition écartant l'application de l'article 45 de la loi organique à ces demandes d'avis.

4° Pour que les objectifs poursuivis par le Gouvernement soient entièrement atteints, il serait préférable de compléter l'article 22, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946 par une disposition portant qu'"Ils (les membres de la section d'administration) ne peuvent non plus connaître de contestations relatives à des affaires sur lesquelles ils ont donné leur avis comme membres de la section de législation, en application de l'article 3bis".

5° Selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, dans la pensée du Gouvernement, la section d'administration restera saisie des demandes d'avis introduites avant l'entrée en vigueur de la loi. Cette solution est la plus conforme au droit commun. Dès lors, il ne semble pas nécessaire de compléter le projet par une disposition l'énonçant de manière explicite.

.../...

Modification proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 7, § 1er, de la loi du 23 décembre 1946.

Pour les motifs exposés ci-dessus, il serait préférable de compléter le projet par un article disposant qu' "A l'article 7, § 1er, alinéas 1er et 2, de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "la commune ou le gouvernement du Congo belge et du Ruanda-Urundi" sont remplacés par les mots "ou la commune".

Article 3 du projet (introduisant un article 9bis nouveau dans la loi du 23 décembre 1946).

L'article 3 du projet introduit dans la loi du 23 décembre 1946 un article 9bis qui assimile à une décision de rejet le silence opposé par une autorité administrative à une demande écrite d'un intéressé pendant une période de quatre mois, de manière à ouvrir expressément en ce cas un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat. Sur base des dispositions actuellement en vigueur, la jurisprudence considère déjà que le recours peut être introduit même dans le cas où la décision de rejet résulte simplement d'un silence de l'administration(1). Mais à défaut de disposition expresse, "il appartient au Conseil d'Etat d'examiner dans chaque cas, si le silence prolongé de l'autorité administrative peut être interprété comme un rejet implicite de la demande". C'est ce que déclare l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 janvier 1958, n° 5982. L'exposé des motifs ne manque pas de citer cet arrêt. Il souligne que pour donner une plus grande sécurité juridique et protéger plus efficacement les justiciables, il se recommande d'introduire dans notre législation des dispositions expresses au sujet du silence de l'administra-

./.

(1) Voir déjà le rapport des commissions du Sénat sur le projet devenu la loi du 23 décembre 1946 (Doc. parl. Sénat, sess. extr. 1939, n°80, page 46).

tion, à l'exemple de ce qui a été fait en France (lois du 17 juillet 1900 et du 7 juin 1956) (1).

I. Les dispositions introduites par le projet ont l'avantage de donner des garanties plus étendues aux administrés, et de leur assurer une protection plus complète contre l'inertie éventuelle d'une autorité administrative. Mais il est très difficile de les rédiger de manière adéquate. Si elles sont énoncées en des termes trop larges, elles risquent d'entraîner des solutions préjudiciables au bon fonctionnement de l'administration. Elles risquent aussi de susciter des espérances excessives chez les justiciables et de provoquer l'introduction de recours absolument vains. Au contraire, si elles sont énoncées en des termes trop stricts, elles risquent de ne pas atteindre leur but et de ne pas permettre une solution libérale dans des cas où celle-ci se justifierait.

Selon les explications des délégués du Ministre, l'intention du Gouvernement n'est pas de remettre en cause la jurisprudence du Conseil d'Etat, selon laquelle, pour une autorité administrative, "l'abstention d'user d'une faculté n'est pas un acte administratif susceptible de recours" (2). Le fait pour une telle autorité de s'abstenir d'agir lorsqu'elle n'est pas tenue de le faire ne constitue pas une décision. Cette solution jurispruden-

./.

---

(1) Loi du 17 juillet 1900 portant modification de la loi du 26 octobre 1888 relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'Etat, article 3.
Loi du 7 juin 1956 relative aux délais de recours contentieux en matière administrative, article 1er.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat, section d'administration, du 30 novembre 1956, n° 5398, Rec. Dumont-Baeyens, p. 780.

tielle a surtout donné lieu à des applications en matière de tutelle d'annulation (1). Il serait toutefois excessif de considérer que dans tous les cas où un pouvoir discrétionnaire est laissé à une autorité administrative, ce pouvoir implique la liberté d'agir ou de ne pas agir. Parfois, en effet, les dispositions légales et réglementaires confient à l'autorité administrative le pouvoir d'apprécier en opportunité la suite à donner à une demande mais obligent expressément ou implicitement la dite autorité à prendre une décision concernant la demande. Une telle décision est susceptible de faire l'objet d'un recours. Dans un arrêt du 7 novembre 1958, n° 6681, le Conseil d'Etat a déclaré "qu'en refusant de proposer au Roi l'octroi d'une pension facultative pour le motif que le requérant ne justifiait pas du nombre d'années de services requises par la loi, le Ministre de la Défense nationale prenait une décision administrative susceptible de faire grief au requérant" (2).

Il n'est pas possible de prévoir dans la loi tous les cas qui sont susceptibles de se produire. La solution la plus opportune semble donc d'inscrire dans la loi la règle selon laquelle : "Lorsqu'une autorité administrative est tenue de statuer mais omet de le faire pendant une période de quatre mois après avoir été saisie par un intéressé d'une demande écrite, le silence de cette autorité est censé constituer une décision de rejet susceptible de recours ...". Ainsi rédigée, la disposition laisse au Conseil d'Etat le soin de déterminer par l'ana-

./.

---

(1) Voir, par exemple, les arrêts du Conseil d'Etat, section d'administration, du 1er décembre 1950, n° 595, Rec. Dumont-Baeyens, p. 544; du 19 octobre 1951, n° 1093, Rec. Dumont-Baeyens, p. 424; du 1er avril 1952, n° 1419, Rec. Dumont-Baeyens, p. 252; du 29 juin 1962, n° 9524.
J. SAROT, J. LIGOT et J. COOLEN, "Conseil d'Etat. Répertoire des arrêts et avis de la section d'administration : 1954-1958". Bruxelles. Bruylant 1962, p.121.

(2) Rec. Dumont-Baeyens, p. 790.

lyse des dispositions légales ou réglementaires applicables si celles-ci obligent l'autorité administrative à statuer. Le texte proposé laisse également à la jurisprudence le soin d'apprécier si, eu égard aux circonstances de l'affaire, une "réponse d'attente" n'est pas de nature à "rompre le silence" et à "interrompre le délai".

II. La disposition nouvelle relative aux décisions implicites de rejet est de nature à faire surgir certains problèmes délicats en ce qui concerne, par exemple, les demandes de révision d'une décision antérieure et la question des décisions purement et simplement confirmatives ou, encore, en ce qui concerne les demandes de retrait, d'une décision antérieure ayant conféré des droits. Ici encore il semble préférable de laisser au juge administratif le soin de résoudre les difficultés.

III. Certaines dispositions légales fixent des délais différents pour certaines décisions à prendre par l'autorité administrative, ou attachent des effets différents au silence de cette autorité. Pour prévenir des contestations, il serait également préférable d'énoncer cette restriction dans la disposition en projet.

IV. Il serait plus logique de scinder les dispositions contenues dans l'article 3 du projet et d'énoncer séparément, d'une part, celles qui concernent la notion d'"actes ... des diverses autorités administratives" et touchent à la compétence du Conseil d'Etat et, d'autre part, celles qui fixent le point de départ du délai de prescription du recours et règlent exclusivement une question de recevabilité.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose les textes suivants :

./.

" Article ... L'article 9 de la même loi est complété par la disposition suivante :

" Lorsqu'une autorité administrative est tenue de statuer, mais omet de le faire pendant une période de quatre mois après avoir été saisie par un intéressé d'une demande écrite, le silence de cette autorité est censé constituer une décision de rejet susceptible de recours. Toutefois, aucune dérogation n'est apportée aux dispositions particulières qui établissent un délai différent ou qui attachent au silence de l'autorité administrative des effets différents".

Article ... Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 21 bis. Pour l'introduction d'un recours en annulation contre une décision implicite de rejet, le délai de prescription commence à courir le lendemain de l'expiration de la période de quatre mois fixée par l'article 9, alinéa 2.

Si, après l'expiration de la période de quatre mois, l'autorité administrative prend une décision explicite, le recours en annulation est, en tout cas, ouvert contre cette dernière décision dans le délai ordinaire déterminé par le reglement de procédure".

Modifications proposées par le Conseil d'Etat pour l'article 16 de la loi du 23 décembre 1946.

A. La rédaction de l'article 16 de la loi du 23 décembre 1946 ne correspond plus à l'organisation donnée à l'auditorat par la loi du 15 avril 1958. Elle correspondra moins encore à l'organisation que le projet tend

./.

à donner, pour l'avenir, au Conseil d'Etat et à l'auditorat. Il y aurait donc lieu de remplacer les mots "soit par le conseiller ou l'auditeur qu'elle aura commis" par les mots "soit par le membre du Conseil d'Etat ou de l'auditorat qu'elle aura commis".

B. L'article 16 de la loi du 23 décembre 1946 donne à la section d'administration le pouvoir d'ordonner une enquête.

L'article 25 du règlement de procédure institué par l'arrêté du Régent du 23 août 1948 prévoit l'"audition des témoins à l'audience". En son alinéa 2, l'article dispose que la chambre peut ordonner que les témoins entendus à l'audience prêtent serment.

Il serait plus conforme aux principes que la loi elle-même impose le serment et en détermine la formule.

Cette modification permettrait d'édicter des peines à l'encontre des témoins défaillants, de ceux qui feraient un faux témoignage ou des personnes qui suborneraient des témoins. A cette fin, le projet pourrait être complété par des dispositions inspirées de l'article 80 du Code d'instruction criminelle et des articles 6, 8 et 9 de la loi du 19 août 1947 relative à la preuve testimoniale en matière de dommages causés aux personnes résultant de la guerre de 1940.

Le Conseil d'Etat propose, pour l'article 16, la rédaction suivante :

" Article ... L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

./.

"Article 16. S'il y a lieu à enquête, la section d'administration ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par le membre du Conseil d'Etat ou de l'auditorat qu'elle aura commis.

La chambre peut ordonner que les témoins seront entendus sous serment. En ce cas, ils prêteront le serment suivant : "Je jure de dire la vérité ; ainsi m'aide Dieu".

Les témoins sont cités par lettre recommandée à la poste. Toute personne citée pour être entendue en témoignage par application du présent article, sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation. Le refus de comparaître, de prêter serment ou de déposer sera puni d'une amende de vingt-six à cent francs.

Procès-verbal relatif à la non-comparution ou au refus de témoigner sous serment sera dressé et transmis au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le témoin devait être entendu.

Les dispositions du Code pénal relatives au faux témoignage en matière civile ainsi qu'à la subornation de témoins sont applicables à la procédure d'enquête prévue par le présent article".

Article 4 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 28 de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 28 de la loi organique fixe la structure du Conseil d'Etat et détermine le nombre des titulaires de chaque fonction. La portée des modifications apportées sur ces points est expliquée dans l'exposé des motifs, non seulement dans le commentaire de l'article 4 du projet, mais aussi et surtout dans la partie générale introductive.

./.

Article 28, § 1er, nouveau de la loi organique.

Dans la version néerlandaise, le projet substitue au terme de "raadsheer", celui de "Staatsraad". En français, la dénomination qui correspond le plus exactement à cette dénomination néerlandaise est celle de "conseiller d'Etat". Cette dernière expression est employée par plusieurs articles du projet, notamment les articles 26, 27 et 29.

Pour fixer la terminologie, il serait souhaitable d'employer la dénomination de "conseiller d'Etat" dans la version française de l'article 28 de la loi organique. Dans la suite du texte de la loi, il suffira, pour plus de simplicité, d'employer le terme de "conseiller".

Article 28, § 2, 2°.

L'article 28, § 2, 2°, prévoit que les personnes faisant partie du bureau de coordination seront revêtues des mêmes grades que les membres de l'auditorat. La disposition indique toutefois que le bureau de coordination est un organisme distinct de l'auditorat. Au surplus, l'article 36, § 3, nouveau (l'article 12 du projet), confie des attributions particulières aux membres du bureau de coordination, tout comme l'article 36, alinéa 3, actuellement en vigueur.

Le projet attribue à ce bureau la dénomination nouvelle de "bureau de coordination et de documentation". Dans la pensée du Gouvernement, ce changement se justifie par l'extension des attributions du bureau de coordination à la tenue à jour d'une documentation relative à la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat. Pour ne pas créer de risques d'erreur ou de confusion, ainsi que pour éviter des manques de concordance dans les textes légaux et réglementaires, il importe de ne modifier la dénomination d'un organisme

./.

que lorsque ce changement est impérieusement réclamé par des modifications apportées au statut et aux attributions de celui-ci. Pareille nécessité n'apparaît pas dans le cas présent : le bureau de coordination - qui est connu sous cette dénomination depuis son origine - a toujours rempli des missions importantes en matière de documentation; notamment, il tient à jour et répertorie la jurisprudence de la section de législation du Conseil d'Etat. Dès lors l'adjonction à cette mission de documentation de celle de tenir à jour et de répertorier la jurisprudence de la section d'administration ne paraît pas justifier le changement de dénomination que le Gouvernement envisage. Cette modification se justifierait moins encore si le Gouvernement se ralliait aux observations que le Conseil d'Etat fera au sujet de cette attribution nouvelle du bureau de coordination, à l'occasion de l'examen de l'article 12 du projet qui modifie l'article 36 de la loi organique.

Article 28, § 2, 3°.

Par souci de concordance, il conviendrait de rédiger le 3° comme suit : "3° un greffe comprenant un référendaire-greffier en chef et six greffiers". Cette rédaction se recommande d'autant plus que le projet emploie ailleurs l'expression "membre du greffe" (article 10 du projet modifiant l'article 33, § 3, de la loi du 23 décembre 1946).

Article 5 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 31 de la loi du 23 décembre 1946).

En ses §§ 1er à 4, l'article 31 nouveau règle la nomination des auditeurs adjoints, des auditeurs, des premiers auditeurs et de l'auditeur général. En son

./.

que lorsque ce changement est impérieusement réclamé par des modifications apportées au statut et aux attributions de celui-ci. Pareille nécessité n'apparaît pas dans le cas présent : le bureau de coordination - qui est connu sous cette dénomination depuis son origine - a toujours rempli des missions importantes en matière de documentation; notamment, il tient à jour et répertorie la jurisprudence de la section de législation du Conseil d'Etat. Dès lors l'adjonction à cette mission de documentation de celle de tenir à jour et de répertorier la jurisprudence de la section d'administration ne paraît pas justifier le changement de dénomination que le Gouvernement envisage. Cette modification se justifierait moins encore si le Gouvernement se ralliait aux observations que le Conseil d'Etat fera au sujet de cette attribution nouvelle du bureau de coordination, à l'occasion de l'examen de l'article 12 du projet qui modifie l'article 36 de la loi organique.

Article 28, § 2, 3°.

Par souci de concordance, il conviendrait de rédiger le 3° comme suit : "3° un greffe comprenant un référendaire-greffier en chef et six greffiers". Cette rédaction se recommande d'autant plus que le projet emploie ailleurs l'expression "membre du greffe" (article 10 du projet modifiant l'article 33, § 3, de la loi du 23 décembre 1946).

Article 5 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 31 de la loi du 23 décembre 1946).

En ses §§ 1er à 4, l'article 31 nouveau règle la nation des auditeurs adjoints, des auditeurs, des rs auditeurs et de l'auditeur général. En son

./.

§ 5, l'article règle la révocation des titulaires de ces diverses fonctions.

L'article détermine les conditions et le mode de nomination des auditeurs adjoints, des auditeurs, des premiers auditeurs et de l'auditeur général. Mais il omet de déterminer comment s'acquiert soit la qualité de "membre de l'auditorat", soit la qualité de "membre du bureau de coordination", alors que l'article 36, §§ 2 et 3, confère des attributions différentes aux "membres de l'auditorat" et aux "membres du bureau de coordination" (article 12 du projet). Selon les explications fournies par les délégués du Ministre, le régime sera le suivant :

I. Une même épreuve est organisée pour l'attribution des places d'auditeur adjoint devenues vacantes à l'auditorat ou au bureau de coordination.

II. L'arrêté royal de nomination porte que tel lauréat du concours est nommé auditeur adjoint à l'auditorat et tel autre auditeur adjoint au bureau de coordination.

III. On ne peut être transféré de l'auditorat au bureau de coordination, ou vice versa, que par la voie d'une nomination nouvelle faisant l'objet d'un arrêté royal et soumise aux règles indiquées ci-après : 1°) si une place de premier auditeur ou d'auditeur devient vacante dans un organisme, les membres de l'autre qui ont déjà le grade correspondant à la place vacante peuvent y être nommés sur présentation, selon les règles ordinaires de promotion fixées par l'article 31, §§ 2 et 3; 2°) si une place d'auditeur adjoint devient vacante dans un organisme, elle peut être attribuée à un auditeur adjoint de l'autre organisme sur une proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et de l'auditeur général.

Pour que le projet traduise exactement les intentions du Gouvernement, il est nécessaire de le compléter

./.

par des dispositions énonçant avec précision les règles qui viennent d'être exposées.

En dehors de cette observation générale préalable, les dispositions de l'article 31 nouveau appellent les observations suivantes.

Article 31, § 1er.

Sous réserve du remplacement du titre de "substitut de l'auditeur général" par celui d'"auditeur adjoint", la disposition se borne à reproduire les règles fixées pour le recrutement des substituts de l'auditeur général , par l'article 31, alinéas 1er et 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la loi du 15 avril 1958.

La formule "... sont nommés par le Roi sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours ..." est identique à celle qui figurait dans l'article 36 du texte de la loi du 23 décembre 1946. Selon les travaux préparatoires de la loi et selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la notion de concours implique que l'autorité investie du pouvoir de nommer soit liée par l'ordre de classement établi à la suite de l'épreuve.

Suivant les explications fournies par les délégués du Ministre, le Gouvernement, soucieux de rendre plus aisée la constitution du jury, amende comme suit l'article 31, § 1er, alinéa 3 :

"Le jury doit comprendre au moins un membre du Conseil d'Etat, l'auditeur général ou un premier auditeur ou auditeur désigné par lui, et une personne étrangère à l'institution".

Article 31, § 2.

La règle nouvelle introduite par le projet consiste à imposer comme condition d'une nomination en

qualité d'auditeur, l'exercice des fonctions d'auditeur adjoint pendant cinq ans au moins; en outre, l'article 31, § 2, dispose que "nul ne peut être nommé auditeur s'il n'a trente ans accomplis".

1° L'énoncé de cette seconde condition est superflue. En effet, comme nul ne peut être nommé auditeur adjoint s'il n'a vingt-cinq ans accomplis, il est évident que nul ne pourra être nommé auditeur avant d'avoir atteint l'âge de trente ans.

2° Selon les explications données par les délégués du Ministre, la condition d'ancienneté imposée consiste en un exercice effectif des fonctions d'auditeur adjoint au Conseil d'Etat; les années pendant lesquelles un auditeur adjoint sera détaché conformément à l'article 54bis nouveau (article 26 du projet) ne seront pas comptées. Il y a lieu d'énoncer cette précision dans le texte même de la disposition.

3° Si, dans la pensée du Gouvernement, il faut, pour pouvoir être nommé auditeur, non seulement avoir exercé les fonctions d'auditeur adjoint, mais, en outre, avoir encore cette dernière qualité, il conviendrait d'énoncer cette condition dans le texte.

En conséquence des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat suggère, pour l'article 31, § 2, alinéa 1er, la rédaction suivante :

"§ 2. Les auditeurs sont choisis parmi les auditeurs adjoints qui ont exercé effectivement leurs fonctions pendant cinq ans au moins .....".

Article 31, § 3.

L'article 31, § 3, appelle les mêmes observations que l'article 31, § 2.

./.

Selon les explications données par les délégués du Ministre, les premiers auditeurs doivent être nommés parmi les auditeurs. Un auditeur adjoint doit passer par le grade d'auditeur avant d'être nommé premier auditeur.

En conséquence, l'article 31, § 3, alinéa 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Les premiers auditeurs sont choisis parmi les auditeurs qui ont exercé effectivement les fonctions d'auditeur ou d'auditeur adjoint pendant dix ans au moins.

.....".

Article 31, § 4.

Cette disposition apporte des modifications importantes aux règles relatives à la nomination de l'auditeur général.

I. La première concerne les conditions requises pour être nommé auditeur général. Tel qu'il a été modifié par la loi du 15 avril 1958, l'article 31 de la loi du 23 décembre 1946 dispose, en son alinéa 6, que "L'auditeur général est nommé par le Roi parmi les auditeurs". Par contre, l'article 31, § 4, nouveau porte que : "Nul ne peut être nommé auditeur général s'il n'est premier auditeur ou s'il ne remplit les conditions fixées pour être nommé membre du Conseil d'Etat ou celles qui sont fixées pour être nommé premier auditeur".

Cette disposition permettra donc au Gouvernement de choisir l'auditeur général non seulement parmi les premiers auditeurs ou les auditeurs remplissant les conditions requises pour être nommés premier auditeur, mais aussi parmi les membres du Conseil d'Etat : ceux-ci

./.

remplissent, en effet, nécessairement les conditions requises "pour être nommés membre du Conseil d'Etat".
Le projet permet même de nommer aux fonctions d'auditeur général des personnes complètement étrangères à l'institution, dès lors qu'elles remplissent les conditions fixées pour être nommées membre du Conseil d'Etat.

Dans la pensée du Gouvernement, pour une nomination aux fonctions d'auditeur général, il y a normalement lieu de faire appel à un premier auditeur ou à un auditeur remplissant les conditions requises pour être nommé premier auditeur, étant entendu toutefois que la faculté de faire appel à un membre du Conseil d'Etat ou même à une personne étrangère à l'institution n'est pas écartée.

Cette intention du Gouvernement serait mieux exprimée par le texte suivant :

" § 4. L'auditeur général est choisi parmi les premiers auditeurs ou parmi les auditeurs remplissant les conditions fixées pour être nommés premier auditeur. Il peut également être choisi parmi les membres du Conseil d'Etat ou parmi les personnes remplissant les conditions fixées pour être nommé membre du Conseil d'Etat".

II. La seconde modification concerne le mode de nomination de l'auditeur général : l'assemblée générale du Conseil d'Etat sera appelée à donner un avis au sujet de cette nomination.

L'article 31, § 4, nouveau porte, en son alinéa 2, que : "L'auditeur général est nommé par le Roi, le Conseil d'Etat entendu". Selon les explications des délégués du Ministre, cette disposition implique que l'assemblée générale du Conseil d'Etat devra être informée de toutes les candidatures et émettre un avis favorable ou

./.

défavorable au sujet de chacun des candidats. Par ailleurs, la disposition permet même à l'assemblée générale de proposer un nom au Ministre.

Article 6 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 32 de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 32 nouveau règle à la fois la nomination et la révocation du référendaire-greffier en chef et des greffiers. Ces questions sont actuellement traitées séparément à l'article 32 et à l'article 37.

Article 32, § 1er.

Aux termes de cette disposition, les greffiers sont nommés parmi les candidats qui se sont classés en ordre utile à un concours spécialement organisé pour le recrutement de greffiers. Ils peuvent également être nommés parmi les lauréats d'un concours organisé depuis moins de deux ans pour le recrutement d'auditeurs adjoints. Par lauréats, il faut entendre ici les candidats qui, sans s'être classés en ordre utile pour être nommés auditeur adjoint, ont néanmoins obtenu le minimum de points requis, pour être déclarés admissibles, par la délibération de l'assemblée générale du Conseil d'Etat qui a déterminé les conditions du concours.

La disposition relative à ce second mode de nomination pourrait être énoncée de manière plus précise comme suit :

" Sur proposition de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, il peut également être pourvu à une place de greffier par la nomination d'un des lauréats d'un concours organisé depuis moins de deux ans pour le recrutement d'auditeurs adjoints. Il est fait appel à ces lauréats dans l'ordre de leur classement".

./.

Article 32, § 2.

Aux termes de cette disposition : "Nul ne peut être nommé référendaire-greffier en chef s'il n'est âgé de trente ans accomplis et s'il n'a exercé les fonctions d'auditeur, d'auditeur adjoint ou de greffier pendant cinq ans au moins.

Le référendaire-greffier en chef est nommé par le Roi, le Conseil d'Etat entendu".

Cette disposition appelle les mêmes observations que l'article 31, § 2. Elle pourrait être rédigée comme suit :

" Le référendaire-greffier en chef est choisi parmi les auditeurs, les auditeurs adjoints ou les greffiers qui ont exercé effectivement leurs fonctions pendant cinq ans au moins.

Le référendaire-greffier en chef est nommé par le Roi, le Conseil d'Etat entendu".

L'article 32, § 2, nouveau a pour conséquence de réduire les chances des greffiers d'obtenir une nomination aux fonctions de référendaire-greffier en chef, étant donné qu'il permet de choisir celui-ci tant parmi les auditeurs et auditeurs adjoints ayant cinq ans de fonctions que parmi les greffiers remplissant cette condition.

Ce système qui, au surplus, ne prévoit aucun grade intermédiaire entre le greffier et le référendaire-greffier en chef, a pour effet de restreindre les possibilités d'avancement déjà limitées des greffiers.

./.

Article 7 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 33, § 1er, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946).

Les articles 7 à 10 du projet modifient un seul et même article de la loi organique, à savoir l'article 33; il serait plus conforme à l'usage d'en grouper les dispositions en un seul article.

Sous réserve de l'adaptation exigée, d'une part, par la création des "présidents de chambre" et des "premiers auditeurs" et, d'autre part, par la suppression du grade de "membre du bureau de coordination", la disposition nouvelle se borne à reproduire la disposition actuellement en vigueur qui établit la règle de l'égalité numérique entre les titulaires de fonctions appartenant à l'un et à l'autre groupe linguistique.

I. Le projet ne modifie pas la règle particulière établie par l'article 33, § 1er, alinéa 1er, pour le premier président et le président. Cette règle n'empêche nullement de grouper ceux-ci avec les présidents de chambre et les conseillers. Ce système a l'avantage d'assurer en toute hypothèse l'égalité numérique entre les deux groupes linguistiques parmi les membres du Conseil d'Etat, nonobstant les dispositions transitoires relatives à l'accès aux fonctions de premier président et de président (article 17, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 32, 2°, du projet, devenu l'article 39, 2°, du texte proposé).

II. Selon le système du projet, les membres du bureau de coordination porteront les mêmes titres que les membres de l'auditorat, à savoir : premier auditeur, auditeur et auditeur adjoint. Il en résulte que le premier auditeur, les trois auditeurs et les trois auditeurs adjoints composant le bureau de coordination sont

./.

compris dans l'ensemble des premiers auditeurs, des auditeurs et des auditeurs adjoints pour lesquels l'article 33, § 1er, alinéa 2, nouveau établit la règle de l'égalité numérique entre les deux groupes linguistiques.

Néanmoins, il y a lieu de tenir compte de l'article 36, § 2, nouveau de la loi organique du Conseil d'Etat (article 12 du projet), qui maintient aux membres du bureau de coordination des attributions propres. Il est nécessaire que dans l'exercice de ses attributions, le bureau de coordination soit en mesure de respecter les dispositions légales sur l'emploi des langues. Dès lors, en dehors de la règle de l'égalité numérique établie pour l'ensemble des premiers auditeurs, auditeurs et auditeurs adjoints, il y a lieu de prévoir une règle complémentaire tendant à assurer un juste équilibre au point de vue linguistique au sein du bureau de coordination.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

" Les membres du Conseil d'Etat doivent, pour la moitié de leur nombre, justifier par leur diplôme qu'ils ont subi l'examen de docteur en droit en langue néerlandaise, l'autre moitié devant, de la même manière, justifier avoir subi cet examen en langue française. Il en est de même des assesseurs, de l'auditeur général et des premiers auditeurs comptés ensemble, des auditeurs, des auditeurs adjoints et des greffiers. S'il est prévu pour une de ces catégories, un nombre impair d'emplois, un titulaire de cette catégorie ne sera pas compté pour l'application de la présente disposition. Dans les nominations de membres du bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique".

./.

Article 9 du projet (complétant l'article 33, § 2, de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 33, § 2, alinéa 4, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par les lois des 15 avril 1958 et 8 février 1962, détermine le mode de justification de la connaissance de la seconde langue nationale. Ce mode de justification est le même que celui qui est établi pour les magistrats de l'ordre judiciaire. C'est pourquoi la disposition précitée renvoie à l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques, modifié par l'article 43, § 8, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire. Cet article est devenu l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. Il conviendrait donc d'adapter la référence faite par l'article 33, § 2, alinéa 4, de la loi du 23 décembre 1946.

Le projet tend à compléter l'article 33, § 2, par une disposition nouvelle qui permettra aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat et aux membres du personnel administratif de justifier de la connaissance de la seconde langue nationale par la réussite d'un examen spécial. Cet examen présentera les mêmes garanties que celui qui est prévu pour les magistrats de l'ordre judiciaire. Mais le programme des matières sera mieux en rapport avec les activités du Conseil d'Etat et le jury sera présidé par un membre du Conseil d'Etat. Selon les intentions du Gouvernement, la justification de la connaissance de la seconde langue nationale pour l'accès à toutes les fonctions du Conseil d'Etat continuera à pouvoir être faite selon les règles établies par le dit article 55.

./.

En conséquence de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

" L'article 33, § 2, dernier alinéa, de la même loi, modifié par les lois du 15 avril 1958 et du 8 février 1962, est remplacé par les dispositions suivantes :

" La justification de la connaissance de la seconde langue nationale est faite conformément à l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Pour les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat et pour les membres du personnel administratif attaché à celui-ci, cette justification peut également être faite par la réussite d'un examen spécial. Cet examen est subi devant un jury présidé par un membre du Conseil d'Etat et composé, pour le surplus, de la manière fixée par l'article 55 précité. Le Roi règle l'organisation de l'examen et en détermine la matière en tenant compte des exigences propres aux activités du Conseil d'Etat".

Article 11 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 34 de la loi du 23 décembre 1946).

Le texte nouveau de l'article 34 de la loi organique n'appelle pas d'observation; toutefois, la rédaction nouvelle de cet article pourrait être l'occasion de supprimer la référence à l'article 51 de la loi organique. En effet, cette mention est superflue et,par ailleurs, incomplète. D'autres dispositions légales, notamment l'article 56 de la loi organique, apportent des restrictions à la règle de la nomination à vie des conseillers.

./.

Le susdit article 34 pourrait être rédigé comme suit :

" Article 34.

§ 1er. Les conseillers sont nommés par le Roi sur deux listes comprenant chacune trois candidats et présentées, l'une par le Conseil d'Etat, l'autre alternativement par la Chambre des Représentants et le Sénat.

§ 2. Le Conseil d'Etat choisit en son sein son premier président, son président et ses présidents de chambre.

§ 3. Le premier président, le président, les présidents de chambre et les conseillers sont nommés à vie".

Article 12 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 36 de la loi du 23 décembre 1946).

Article 36, § 1er.

Selon les délégués du Ministre, le Gouvernement amende l'article 12 du projet en vue de donner à l'article 36, § 1er, la rédaction suivante :

" § 1er. L'auditeur général dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux.

Il contrôle l'activité des membres du bureau de coordination".

Le texte, ainsi amendé, se borne à rectifier une erreur qui s'était glissée dans la version française de l'article 6 de la loi du 15 avril 1958, modifiant l'ar-

./.

ticle 36 de la loi organique (1).

Article 36, § 3.

Cette disposition maintient au bureau de coordination les attributions que lui confie l'article 36, alinéa 3, actuellement en vigueur, et elle les définit dans les mêmes termes.

En outre, elle ajoute à ces attributions, celle de "conserver et de répertorier la jurisprudence du Conseil d'Etat". Ne faisant aucune distinction, ce texte vise tant la jurisprudence de la section d'administration que celle de la section de législation. Il n'est cependant pas rationnel de confier la mission d'établir la documentation relative à la jurisprudence de la section d'administration aux membres du bureau de coordination que leur mission associe presque exclusivement à l'activité de la seule section de législation. Il est sans doute d'un grand intérêt, comme le soulignent les délégués du Ministre, que le Conseil d'Etat et l'auditorat disposent d'une documentation relative à la jurisprudence de la section d'administration. Mais il est plus normal que cette documentation soit tenue, comme c'est le cas actuellement, par les membres de l'auditorat qui, par l'exercice même de leurs fonctions, sont plus intimement associés aux travaux de la section d'administration.

Le Conseil d'Etat suggère de modifier l'article 12 du projet en vue de maintenir, sur ce point, la situation existante.

./.

(1) Selon la version néerlandaise de cette disposition : "De auditeur-generaal leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat ...". Cette version seule est exacte, comme le fait apparaître l'analyse des documents parlementaires (Doc. parl. Sénat, sess. 1955-1956, n° 352, page 9; Ann. parl. Sénat, sess. 1957-1958, page 1006; Doc. parl. Chambre, sess. 1957-1958, n° 889/1).

Modification proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 39 de la loi du 23 décembre 1946.

Il y a lieu, en raison de l'institution des présidents de chambre, de modifier l'article 39, alinéa ler, de la loi organique qui traite des assemblées générales du Conseil d'Etat.

S'inspirant du texte de l'article 17 du projet, le Conseil d'Etat propose la rédaction ci-après :

"Article ... L'article 39, alinéa ler, de la loi du 23 décembre 1946 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 39. L'assemblée générale du Conseil d'Etat se compose du premier président, du président, des présidents de chambre et des conseillers. Elle est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat; à leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien des présidents de chambre ou, le cas échéant, des conseillers présents".

Article 14 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 42 de la loi du 23 décembre 1946).

Dans un souci de concision, il est proposé de remplacer l'énumération des titres par la mention : "les membres du Conseil d'Etat, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe".

Article 15 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 43, alinéa ler, de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 43, alinéa ler, règle la composition de la section de législation.

./.

Les dispositions du projet maintiennent le système établi par le texte originel de l'article 43, alinéas ler et 2, de la loi du 23 décembre 1946, système selon lequel une désignation spéciale faite par le Roi est nécessaire pour déterminer quels seront les membres du Conseil d'Etat qui siégeront à la section de législation. Un système mieux adapté aux exigences du bon fonctionnement du Conseil d'Etat consisterait à confier au premier président le soin d'affecter les membres du Conseil d'Etat à l'une ou à l'autre section. Il appartient au Gouvernement de se prononcer au sujet de cette réforme, qui s'inspire d'ailleurs du régime en vigueur au sein de l'Ordre judiciaire.

Par suite d'une erreur matérielle, l'article 43, alinéa ler, nouveau, omet de faire mention des deux membres bilingues du Conseil d'Etat qui doivent faire partie, en qualité de "titulaire", de la section de législation.

L'article 43, alinéa ler, pourrait être rédigé comme suit :

"La section de législation est composée de six membres du Conseil d'Etat désignés par le Roi pour un terme de trois ans, et des assesseurs visés à l'article 29. Elle comprend le premier président ou le président du Conseil d'Etat, et un président de chambre. Deux des membres du Conseil d'Etat doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales, deux autres de la connaissance de la langue française et deux autres de la connaissance de la langue néerlandaise. Le Roi désigne également pour un terme de trois ans, et pour suppléer les titulaires en cas d'empêchement, deux membres du Conseil d'Etat justifiant de la connaissance des deux langues nationales, deux autres justifiant de la connaissance

./.

de la langue française et deux autres justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise".

Article 16 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 44, alinéas 2 et 4, de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 44 règle l'organisation et le fonctionnement de la section de législation. L'article 16 du projet se borne à apporter à cet article les adaptations rendues nécessaires par l'institution des présidents de chambre et l'augmentation du nombre des suppléants à la section de législation. Il serait plus clairement rédigé comme suit :

"Article 16.

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 44 de la même loi.

1° Les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"La section de législation est divisée en deux chambres. Chacune de celles-ci siège au nombre de trois membres du Conseil d'Etat et de deux assesseurs.

Une des chambres est présidée par le premier président ou le président du Conseil d'Etat, l'autre par le président de chambre désigné pour faire partie de la section de législation. A leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien membre présent du Conseil d'Etat."

2° L'alinéa 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Une des chambres comprend les deux titulaires et les deux suppléants justifiant de la connaissance de la langue française. L'autre chambre comprend les deux titulaires et les deux sup-

./.

pléants justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise. Chaque chambre comprend, en outre, un titulaire et un suppléant justifiant de la connaissance des deux langues nationales. Les assesseurs doivent justifier de la connaissance de la langue employée par la chambre dans laquelle ils sont appelés à siéger".

Article 45bis dont le Conseil d'Etat propose l'insertion dans la loi du 23 décembre 1946.

Cet article exclurait la procédure d'urgence pour les demandes d'avis prévues par l'article 2 du projet (voir les observations relatives à ce dernier article).

Article 17 du projet (remplaçant par une disposition nouvelle l'article 46, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 17 du projet se borne à adapter à la création des présidents de chambre, l'article 46, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946 qui règle la présidence des assemblées générales de la section de législation. Aux termes de l'article 43, alinéa 1er, modifié par l'article 15 du projet, la section de législation comprend un seul président de chambre. L'article 46, alinéa 2, modifié par l'article 17 du projet, dispose qu'à défaut du premier président et du président du Conseil d'Etat, la présidence de l'assemblée générale de la section de législation "appartient au plus ancien des présidents de chambre". Cette dernière disposition s'explique par la règle que les membres du Conseil d'Etat désignés comme suppléants à la section de législation "prennent part et ont voix délibérative à l'assemblée générale de la section". Il en est de même des assesseurs. Ces règles sont énoncées à l'article 71 du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat. Il serait préférable de les introduire dans la loi organique.

.../...

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, le texte ci-après :

"Article ... L'article 46, alinéas 2 et 3, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Prennent part à l'assemblée générale et y ont voix délibérative, les membres du Conseil d'Etat désignés comme titulaires ou comme suppléants pour faire partie de la section de législation, ainsi que les assesseurs.

L'assemblée générale est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat. Ils y ont voix délibérative, même s'ils ne font pas partie de la section de législation. A leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien des présidents de chambre ou, le cas échéant, des conseillers présents."

Article 18 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 47 de la loi du 23 décembre 1946).

Article 47, § 2.

En son alinéa 1er, l'article 47, § 2, dispose que: "Les chambres de langue néerlandaise, composées de membres justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise, connaissent de toutes les affaires qui doivent être introduites en langue néerlandaise".

Le mot "introduites" devrait être remplacé par le mot "traitées".

En effet, l'article 25 de la loi organique, modifié par la loi du 15 avril 1958, détermine la langue qui doit être employée "par les organes qui participent au fonctionnement de la section d'administration".

./.

le terme "introduite" par le terme [illegible]

L'alinéa 3 concerne la compétence de la chambre bilingue. Le texte du Gouvernement recourt à la notion d' "affaire bilingue". Or, l'article 25 de la loi organique s'abstient de recourir à cette notion, et énumère les affaires qui sont "dévolues à la chambre bilingue" (article 25, §§ 2, 11 et 14). Il serait préférable, pour éviter une discordance, de s'en tenir à cette méthode.

Article 47, § 5.

Cette disposition est rédigée comme suit :

" § 5. La section d'administration comprend les premier président ou président et présidents de chambre qui n'ont pas été désignés pour faire partie de la section de législation".

Elle est superflue et devrait être omise : il résulte de manière certaine de l'article 43 de la loi organique (modifié par l'article 15 du projet) qu'un membre du Conseil d'Etat doit être l'objet d'une désignation spéciale pour faire partie de la section de législation. Par conséquent, tous les membres du Conseil d'Etat qui n'ont pas été désignés comme titulaires pour faire partie de la section de législation font partie de la section d'administration. En outre, on n'aperçoit pas le motif pour lequel l'article 47, § 5, ne fait pas mention des "conseillers".

Au surplus, l'article 47 appelle des amendements de forme; il pourrait être rédigé comme suit :

./.

"Article 47.

§ 1er. La section d'administration est divisée en cinq chambres, dont deux chambres de langue française, deux chambres de langue néerlandaise et une chambre bilingue.

Le premier président peut constituer des chambres de complément si le nombre des affaires introduites le réclame.

§ 2. Les chambres de langue néerlandaise, composées de membres justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise, connaissent de toutes les affaires qui doivent être traitées en langue néerlandaise.

Les chambres de langue française, composées de membres justifiant de la connaissance de la langue française, connaissent de toutes les affaires qui doivent être traitées en langue française.

La chambre bilingue, composée de membres justifiant de la connaissance des deux langues nationales, connaît des affaires qui lui sont spécialement dévolues par l'article 25, §§ 2, 11 et 14.

§ 3. La chambre comprenant le membre du Conseil d'Etat qui justifie de la connaissance de la langue allemande connaît des affaires dans lesquelles il doit être fait usage de la langue allemande, et des affaires dans lesquelles il doit être fait usage à la fois de la langue allemande et d'une des deux langues nationales.

./.

Si celle-ci n'est pas la langue de la chambre comprenant le membre du Conseil d'Etat qui justifie de la connaissance de la langue allemande, l'affaire est déférée à la chambre bilingue instituée par le § 2, alinéa 3; toutefois, dans ce cas, le membre du Conseil d'Etat qui justifie de la connaissance de la langue allemande siège à la place du membre du Conseil d'Etat le moins ancien qui fait partie de la chambre bilingue.

§ 4. Les membres du Conseil d'Etat désignés pour faire partie de la section de législation peuvent être appelés à siéger dans la section d'administration chaque fois qu'il y a lieu, soit pour former la chambre bilingue, soit pour suppléer un membre d'une chambre de langue néerlandaise ou d'une chambre de langue française en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour constituer des chambres de complément".

.../...

Article 19 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 49 de la loi du 23 décembre 1946).

L'article 49 pourrait être rédigé plus simplement comme suit : "L'assemblée générale est présidée par le premier président ... A leur défaut, la présidence est exercée par le ....".

Article 20 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 50, alinéa 1er, de la loi du 23 décembre 1946).

Vu les formules employées par l'article 50, alinéa 1er, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la loi du 15 avril 1958, il est inutile de modifier cette disposition : son texte reste adéquat malgré la création de fonctions nouvelles et la modification du titre d'autres fonctions. L'article 20 du projet pourrait dès lors être omis.

Article 21 du projet, complétant l'article 52 de la loi du 23 décembre 1946.

I. Selon les explications fournies par les délégués du Ministre, le Gouvernement estime souhaitable de maintenir, pour les membres du Conseil d'Etat appelés à exercer des fonctions de juge au sein d'un organisme supranational ou international, la règle relative aux pensions qui est prévue par l'article 188bis inséré dans la loi sur l'organisation judiciaire par la loi du 31 juillet 1952, et que l'article 3, alinéa 7, de la loi du 5 avril 1955 a étendue aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. Cette dernière disposition est abrogée par l'article 29 du projet. C'est pourquoi le Gouvernement a introduit un amendement à l'article 21 du projet en vue de faire compter pour le calcul de la pension, les pério-

./.

des pendant lesquelles un membre du Conseil d'Etat a été en congé pour mission ou a été détaché pour exercer des fonctions de juge au sein d'un organisme supranational ou international,

II. Il conviendrait de mettre plus complètement le texte de la disposition complétant l'article 52 de la loi organique en concordance avec le texte amendé de l'article 54bis nouveau.

En conséquence, l'article 21 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Article ... L'article 52 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Pour l'application du présent article, il est tenu compte des périodes durant lesquelles un membre du Conseil d'Etat a été en congé pour cause de mission ou a été détaché conformément à l'article 54bis, § 2, alors qu'il était membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe. Le bénéfice de la présente disposition est subordonné à la condition que l'intéressé ait, pendant ces périodes, continué à percevoir le traitement attaché à ses fonctions au Conseil d'Etat. Toutefois, il est également tenu compte des périodes durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions de juge dans un organisme supranational ou international".

Article 22 du projet (introduisant dans la loi du 23 décembre 1946 un article 52bis).

L'article 52bis rend applicable aux membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du référendaire-greffier en chef, le régime de pension établi par la loi

./.

du 25 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats.

I. Par suite d'une erreur matérielle, les mots "à la mise" ont été omis dans le texte français de l'intitulé de la loi du 25 juillet 1867.

II. L'article 52bis, alinéa 2, porte que "Les articles 9, 10, 11, 14 et 15 de la loi du 25 juillet 1867 relative (à la mise) à la retraite des magistrats ... sont applicables (aux titulaires des fonctions indiquées)". Le renvoi à la loi de 1867 implique nécessairement la règle énoncée à l'alinéa 3 de l'article 52bis nouveau, aux termes duquel "Les services prestés en qualité de membre de l'auditorat, de membre du bureau de coordination ou en qualité de référendaire-greffier en chef sont assimilés, pour l'application du présent article, aux services prestés dans la magistrature judiciaire". L'alinéa 3 paraît dès lors superflu.

III. L'article 52bis nouveau, alinéa 4, appelle les mêmes observations que la disposition complémentaire introduite dans l'article 52 de la loi organique par l'article 21 du projet. Si le Gouvernement se rallie au texte proposé par le Conseil d'Etat pour cette disposition complémentaire, il y aura lieu de reprendre les mêmes termes à l'article 52bis.

En conséquence, l'article 22 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Article ... Un article 52bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 52bis. L'auditeur général, les premiers auditeurs, les auditeurs et les auditeurs adjoints, ainsi que le référendaire-greffier en chef sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave

./.

et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-dix ans.

Les articles 9, 10, 11, 14 et 15 de la loi du 25 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats leur sont applicables.

Pour l'application du présent article, il est tenu compte des périodes durant lesquelles le titulaire d'une des fonctions énumérées à l'alinéa 1er a été détaché ou a été en congé pour cause de mission, alors qu'il était membre du Conseil d'Etat.

Le bénéfice de la présente dispositions est subordonné à la condition que l'intéressé ait, pendant ces périodes, continué à percevoir le traitement attaché à ses fonctions au Conseil d'Etat.
Il est également tenu compte des périodes durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions de juge dans un organisme supranational ou international".

IV. Il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition réglant, en matière de pension, le cas du membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du référendaire-greffier en chef appelé aux fonctions de conseiller d'Etat.

Selon les explications fournies par les délégués du Ministre, dans l'intention du Gouvernement, le membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou le référendaire-greffier en chef appelé aux fonctions de conseiller d'Etat ne peut subir du fait de cette nomination nouvelle aucun préjudice en ce qui concerne le montant de sa pension. Pour que cet objectif soit atteint, il est nécessaire de compléter le projet par une disposition réglant le cas qui vient d'être indiqué. Cette disposition pourrait être conçue comme suit :

./.

"Article . Un article 52ter rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

"Article 52ter. Lorsqu'un membre de l'auditorat ou du bureau de coordination, ou le référendaire-greffier en chef est, après avoir été nommé membre du Conseil d'Etat, mis à la retraite en cette qualité, les articles 10, alinéa 2, et 11 de la loi du 25 juillet 1867 lui restent applicables pour la prise en considération des années pendant lesquelles il a exercé les fonctions de membre de l'auditorat ou du bureau de coordination, ou de référendaire-greffier en chef".

Articles 24 et 25 du projet (modifiant l'article 54 de la loi du 23 décembre 1946).

Comme l'explique l'exposé des motifs, les dispositions nouvelles ont pour objet d'apporter, en ce qui concerne les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe, des limitations aux autorisations de faire cours dans l'enseignement supérieur que le Roi peut accorder aux titulaires de fonctions au Conseil d'Etat en application de l'article 54, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la loi du 15 février 1955. Ces limitations consistent en ce que l'enseignement ne peut, d'une part, comprendre plus de quatre heures de cours par semaine ni, d'autre part, être réparti sur plus de deux demi-journées par semaine.

I. Selon les explications des délégués du Ministre, le maintien de l'expression "enseignement supérieur" correspond aux intentions du Gouvernement. Celui-ci estime qu'il n'y a pas lieu de limiter aux établissements universitaires, les établissements dans lesquels le titulaire d'une fonction au Conseil d'Etat peut être autorisé à assumer une charge d'enseignement. Les autorisations peuvent

./.

être données pour exercer des fonctions dans d'autres établissements d' "enseignement supérieur" au sens de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Il appartiendra néanmoins au Ministre responsable d'apprécier dans chaque cas si, eu égard notamment au niveau et à la matière du cours, il se justifie de donner l'autorisation sollicitée.

II. Par ailleurs, les délégués du Ministre signalent que le Gouvernement estime inutile d'introduire dans la loi organique du Conseil d'Etat des dispositions relatives à l'exercice de fonctions dans l'enseignement par des membres du personnel administratif du Conseil d'Etat. Les dispositions qui habilitent l'assemblée générale du Conseil d'Etat à donner à ceux-ci les mêmes autorisations de cumul qu'aux agents de l'Etat suffisent pour permettre de régler adéquatement les cas qui peuvent se présenter.

III. Il est nécessaire de tenir compte de ce que l'alinéa supplémentaire introduit par le projet dans l'article 54 de la loi du 23 décembre 1946 a pour effet de modifier les numéros des alinéas. En outre, cet alinéa présente l'inconvénient d'énoncer, en ce qui concerne les membres de l'auditorat, du bureau de coordination, une dérogation à une règle générale qui est seulement formulée à l'alinéa 7.

Pour éviter les difficultés qui viennent d'être indiquées, on pourrait fondre en un seul les articles 24 et 25 du projet et rédiger cet article nouveau en ces termes :

./.

"Article 24. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 54 de la même loi, modifié par les lois du 15 février 1955 et du 15 avril 1958 :

1. Les alinéas 1er à 5 de l'article formeront le paragraphe 1er.

2. L'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante, qui formera le paragraphe 2 :

" § 2. Les dispositions du § 1er s'appliquent aux membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe. Toutefois, le Roi ne peut les autoriser à exercer des fonctions dans l'enseignement supérieur que si ces fonctions ne comprennent pas plus de quatre heures de cours par semaine et si ces cours ne sont répartis sur plus de deux demi-journées par semaine".

3. L'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante qui formera le paragraphe 3 :

" § 3. Les dispositions du § 1er s'appliquent aux employés. Toutefois, des dérogations peuvent être autorisées ..... (voir texte actuel)".

./.

Article 26 du projet, remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 54bis introduit dans la loi du 23 décembre 1946 par la loi du 15 avril 1958.
Article 54bis, §§ 1er à 3 (selon le texte du Gouvernement).

I. L'article 54bis nouveau fixe les conditions auxquelles un membre du Conseil d'Etat peut être chargé par le Roi d'accomplir des missions étrangères à ses fonctions au Conseil d'Etat ou y être autorisé par lui. Il fixe également les conditions de détachement des membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe.

Si l'article 54bis nouveau établit certaines règles différentes, d'une part, pour les membres du Conseil d'Etat et, d'autre part, pour les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe, il établit aussi pour les uns et pour les autres des règles identiques qui sont énoncées à deux reprises dans le texte du Gouvernement. L'article 54bis pourrait être rédigé de manière plus concise si ses dispositions étaient groupées de façon un peu différente.

II. Afin de sauvegarder parfaitement l'indépendance des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat et, en outre, d'empêcher que des missions ou des détachements compromettent le bon fonctionnement du Conseil d'Etat, le projet établit un ensemble de garanties. Les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat ne peuvent être chargés d'une mission ou détachés que de leur consentement et de l'avis conforme des autorités du Conseil d'Etat. Les missions ou fonctions confiées par le Gouvernement ne peuvent donner lieu à aucune rétribution complémentaire. Enfin, les congés pour cause de mission et les détachements ne peuvent excéder un an; ils peuvent être prorogés pour des périodes d'un an au plus, mais sans que leur durée totale puisse excéder trois ans.

En interdisant toute rétribution complémentaire,

./.

ce régime est inspiré du principe énoncé pour les juges à l'article 103 de la Constitution. En exigeant l'avis conforme des autorités du Conseil d'Etat et en fixant une limite à la durée des congés pour cause de mission et des détachements, ce régime est inspiré des règles fixées pour les magistrats du parquet par l'article 6, § 1er, alinéas 2 et 3, de la loi d'organisation judiciaire du 3 avril 1953 (1).

III. L'article 54bis du projet laisse subsister l'applicabilité aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, des dispositions spéciales contenues dans la loi du 27 juillet 1962 "accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi".

Tout comme l'article 33 de la charte coloniale qu'il remplace, l'article 1er de la loi du 27 juillet 1962 tend à conserver entièrement aux "membres du Conseil d'Etat" (2) "autorisés à exercer des fonctions publiques au Congo ou au Ruanda-Urundi", le bénéfice de "leur ancienneté" et de

./.

---

(1) Voir notamment le rapport complémentaire de la Commission de la justice, doc. parl. Sénat, sess. 1952-1953, n° 226, page 2.

(2) L'expression "membres du Conseil d'Etat" est prise dans un sens large à l'article 1er de la loi du 27 juillet 1962 et désigne tous les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat. En effet, la loi du 27 juillet 1962 remplace l'article 33 de la charte coloniale que l'article 54bis, introduit dans la loi du 23 décembre 1946 par la loi du 15 avril 1958, avait rendu applicable à tous "les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat".

"leurs droits à l'avancement". Cette disposition implique une dérogation à l'article 31 nouveau ainsi qu'à l'article 52, alinéa 7 nouveau, et à l'article 52bis, dernier alinéa, de la loi du 23 décembre 1946 : par exemple, les années passées au Congo, au Rwanda et au Burundi seront prises en considération pour déterminer si un auditeur adjoint ou un auditeur a l'ancienneté requise pour être nommé auditeur ou premier auditeur, ainsi que pour calculer le montant de sa pension lors de sa mise à la retraite.

En revanche, l'autorisation d'accomplir des missions ou d'exercer des fonctions au Congo, au Rwanda et au Burundi est subordonnée à l'avis conforme des autorités du Conseil d'Etat, aucune disposition de la loi du 27 juillet 1962 n'écartant, sur ce point, l'application des règles générales établies par l'article 54bis en projet. Aucune disposition de la loi du 27 juillet 1962 n'écarte non plus l'application des règles qui fixent des limites à la durée des congés pour cause de mission, ou des détachements, ou qui imposent un délai minimum entre deux congés ou deux détachements.

IV. L'article 54bis, § 1er, alinéa 1er, en projet porte que "Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent accepter du Gouvernement des fonctions salariées, à moins qu'ils ne les exercent gratuitement, et sauf les cas d'incompatibilité déterminés par la loi".

Ce texte reproduit la règle générale énoncée pour les juges par l'article 103 de la Constitution. Il exprime le principe dont s'inspire le système du projet, et dont l'article 54bis, § 3, fait spécialement application en interdisant toute rétribution complémentaire pour les missions confiées par le Roi auprès d'institutions nationales.

./.

Pour ce qui est des juges, à la règle générale énoncée par l'article 103 de la Constitution, le législateur ordinaire a pu, sans contredire cette dernière disposition, ajouter d'autres règles d'incompatibilité plus strictes, qui sont formulées aux articles 174 et suivants de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

La loi du 23 décembre 1946 soumet également les membres du Conseil d'Etat à des incompatibilités plus strictes que celles qui sont énoncées à l'article 54bis, § 1er, alinéa 1er, en projet. Cette dernière disposition permet aux membres du Conseil d'Etat d' "accepter du Gouvernement des fonctions salariées", à condition "qu'ils les exercent gratuitement". Mais l'article 54 déclare incompatibles avec les fonctions de membre du Conseil d'Etat, non seulement les fonctions qui y sont spécialement indiquées, mais, en outre, "toutes fonctions et emplois rétribués, publics ou privés". Et l'article 54bis, § 1er, alinéa 2, en projet, ne permet pas aux membres du Conseil d'Etat d'exercer des fonctions publiques, même s'ils le font gratuitement : cette disposition leur permet exclusivement d' "accomplir des missions".

La règle énoncée à l'article 54bis, § 1er, alinéa 1er, en projet ne pourrait se comprendre que si elle avait la valeur d'une disposition constitutionnelle. Il se conçoit parfaitement que des dispositions de nature légale viennent ajouter des incompatibilités plus strictes au principe formulé par l'article 103 de la Constitution : tel est le système établi pour les juges. Par contre, il ne se conçoit pas que, dans un ensemble de dispositions de même valeur juridique, certaines dispositions fixent des règles plus strictes que d'autres et ne concordent pas avec celles-ci.

./.

Pour maintenir la disposition énoncée à l'article 54bis, § 1er, alinéa 1er, en projet, tout en éliminant les manques de concordance qui viennent d'être indiqués, il est nécessaire d'en réduire le champ d'application aux missions confiées par le Roi, et de fondre cette disposition avec la première partie de l'alinéa 2 du même paragraphe.

V. Il résulte de l'économie et du but de la disposition que doivent être comprises dans "les missions auprès d' institutions nationales", toutes les missions confiées par le Roi à des membres du Conseil d'Etat, quel que soit le lieu où elles doivent être accomplies.

En conséquence des observations qui viennent d'être faites, les dispositions énoncées à l'article 54bis, §§ 1er à 3, du texte du Gouvernement pourraient être rédigées comme suit :

"Article ... L'article 54bis inséré dans la même loi par la loi du 15 avril 1958 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 54bis.

§ 1er. Sans préjudice aux incompatibilités établies par l'article 54, les membres du Conseil d' Etat peuvent, de leur consentement, être chargés par le Roi d'accomplir des missions auprès d'institutions nationales, à la condition qu'ils les accomplissent gratuitement.

Ils peuvent également être autorisés par le Roi à accomplir des missions auprès d'institutions supranationales, internationales ou étrangères.

Au cas où les tâches qui leur sont ainsi dévolues ne leur permettent plus de s'acquitter de leurs fonctions, les membres du Conseil d'Etat sont mis en congé pour cause de mission.

./.

§ 2. Sous réserve des incompatibilités particulières établies par l'article 54, les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe peuvent, de leur consentement, être chargés par le Roi d'accomplir des missions ou d'exercer des fonctions auprès d'institutions nationales. Ils peuvent également être autorisés par le Roi à accomplir des missions ou exercer des fonctions auprès d'institutions supranationales, internationales ou étrangères. Au cas où les tâches qui leur sont ainsi dévolues ne leur permettent plus de s'acquitter de leurs fonctions au Conseil d'Etat, ils font l'objet d'une mesure de détachement.

§ 3. Toutes les décisions et autorisations prévues par les §§ 1er et 2 sont prises sur avis conforme de l'assemblée générale du Conseil d'Etat si elles concernent des membres du Conseil d'Etat; sur avis conforme du premier président et de l'auditeur général, si elles concernent des membres de l'auditorat ou du bureau de coordination; sur avis conforme du premier président et du référendaire-greffier en chef, si elles concernent un greffier.

§ 4. Le congé pour cause de mission et le détachement ne peuvent excéder un an. Des prorogations peuvent toutefois être accordées aux conditions fixées par les §§ 1er à 3, pour des périodes d'un an au plus, et sans que la durée totale du congé ou du détachement puisse excéder trois ans.

./.

Aucun nouveau congé pour cause de mission ni aucun nouveau détachement n'est admis s'il ne s'est écoulé, depuis la fin du précédent, un délai minimum de trois ans; il ne peut être dérogé à cette disposition que sur avis conforme de l'assemblée générale du Conseil d'Etat statuant à la majorité des deux tiers.

Si, à l'expiration du congé ou du détachement, l'intéressé n'a pas repris ses fonctions au Conseil d'Etat, il est réputé démissionnaire.

§ 5. Les membres du Conseil d'Etat en congé pour cause de mission et les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe détachés conservent leur place sur la liste de rang. Au cours de leur congé ou de leur détachement, ils peuvent être nommés à d'autres fonctions au Conseil d'Etat.

§ 6. S'il s'agit de missions accomplies auprès d'institutions nationales ou de fonctions exercées auprès des mêmes institutions,

./.

les intéressés continuent à percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat. Aucune rétribution complémentaire ne peut être accordée, ni aucune indemnité en dehors de celles qui couvrent des charges réelles inhérentes aux missions ou aux fonctions confiées.

S'il s'agit de missions accomplies auprès d'institutions supranationales, internationales ou étrangères, les intéressés cessent de percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat".

Article 54bis, § 4 (selon le texte du Gouvernement).

Il serait plus clair, en raison de l'objet de cette disposition, d'en faire un article distinct qui constituerait l'article 54ter de la loi du 23 décembre 1946.

Selon les explications fournies par les délégués du Ministre pour l'application de la règle de l'égalité numérique entre les deux groupes linguistiques de titulaires de fonctions au Conseil d'Etat, les nominations faites pour assurer des remplacements seront considérées comme des nominations à des places nouvelles. Cette précision devrait être indiquée dans le texte même de la disposition, qui pourrait être rédigée comme suit :

.../...

"Article ...

Un article 54ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 54ter. Les membres du Conseil d'Etat en congé pour cause de mission ainsi que les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe qui sont détachés peuvent être remplacés nonobstant le nombre de places fixé par l'article 28, sans qu'il puisse toutefois y avoir au-delà de ce nombre, plus de deux conseillers d'Etat, plus de quatre auditeurs ou auditeurs adjoints comptés ensemble, et plus d'un greffier.

Pour l'application de l'article 33, § 1er, alinéas 1er et 2, les nominations faites en vue d'assurer des remplacements sont considérées comme des nominations à des places nouvelles.

Les titulaires des fonctions conférées pour assurer des remplacements sont nommés définitivement. Ils accèdent de plein droit, au fur et à mesure des vacances, aux places prévues par l'article 28 pour autant qu'ils justifient des connaissances requises en matière de langues pour occuper la place devenue vacante".

Article 54bis, § 5 (selon le texte du Gouvernement).

Il serait plus clair de faire de cette disposition un article distinct qui constituerait l'article 54quater de la loi du 23 décembre 1946.

.../...

Modification proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 57 de la loi du 23 décembre 1946.

Il y a lieu de compléter cet article relatif au privilège de juridiction par la mention des "membres du bureau de coordination", étant donné la modification apportée par le projet au statut de ceux-ci.

Modifications à la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Article 27 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 1er de la loi du 5 avril 1955).

Un arrêté royal du 9 juillet 1962 attribue "une allocation spéciale aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat". Cet arrêté a été pris en application de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 5 avril 1955, qui est identique à l'article 230 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifié par la loi du 31 juillet 1952. L'arrêté royal du 9 juillet 1962 tend à accorder provisoirement aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, dans l'attente de la péréquation des traitements qui est prévue, des "rétributions complémentaires de traitement" analogues à celles qui ont été accordées "aux fonctionnaires de l'ordre administratif".

.../...

Pour prévenir toute possibilité de contestation, il serait préférable d'introduire en tête du texte nouveau de l'article 1er, § 1er, de la loi du 5 avril 1955, les mots "Sans préjudice des mesures prises en application de l'article 5 ...".

Article 28 du projet (remplaçant par une disposition nouvelle l'article 2 de la loi du 5 avril 1955).

Cet article appelle la même observation que l'article 27 du projet.

Article 29 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 3 de la loi du 5 avril 1955).

I. Le texte nouveau ne contient plus les dispositions relatives au détachement des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. Comme on l'a constaté, ces dispositions sont introduites par le projet dans la loi du 23 décembre 1946 où elles trouvent plus logiquement leur place (article 54bis introduit par l'article 26 du projet).

II. A l'article 3, § 1er, alinéa 1er, il convient de supprimer le terme "effectives" pour éviter une discordance avec le § 3, alinéa 4, de l'article.

.../...

III. Reproduisant un texte actuellement en vigueur, l'article 3, § 3, alinéa 1er, introduit dans la loi de 1955 par l'article 29 du projet, porte que "Le bénéfice de l'ancienneté reste acquis aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, quelles que soient les promotions dont ils puissent faire l'objet". Ce texte ne permet pas d'étendre la règle qu'il énonce au cas de la personne qui occupe d'abord un emploi du cadre du personnel administratif du Conseil d'Etat et qui accède ensuite à une des fonctions instituées par la loi organique du Conseil d'Etat. Il semble cependant logique d'étendre l'application de l'article 3, § 3, alinéa 1er, à ce dernier cas, et ce d'autant plus que le projet substitue, au bureau de coordination, des places d'auditeur adjoint aux places de membre adjoint, lesquelles jusqu'à présent font partie du cadre du personnel administratif. A cette fin, l'article 3, § 3, alinéa 1er, pourrait être complété par la disposition suivante : "Le cas échéant, il est tenu compte des années pendant lesquelles les intéressés ont été membres du personnel administratif du Conseil d'Etat" .

IV. Pour mettre l'article 3, § 3, alinéa 4, nouveau de la loi du 5 avril 1955 en concordance avec l'article 54bis de la loi organique, il conviendrait de rédiger cette disposition comme suit :

"Pour le calcul des augmentations périodiques, il est tenu compte des périodes durant lesquelles le titulaire d'une fonction au Conseil d'Etat est en congé pour cause de mission ou est détaché conformément à l'article 54bis de la loi du 23 décembre 1946".

.../...

Modifications apportées à la loi du 15 avril 1958 modifiant la loi du 23 décembre 1946.

Article 30 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 17, § 2, de la loi du 15 avril 1958).

I. Il résulte de l'économie même de la disposition qu'elle ne prévoit pas la présentation de plusieurs candidats pour une seule place d'auditeur adjoint, et que pour bénéficier d'une nomination un candidat doit être "présenté" à la fois par l'assemblée générale du Conseil d'Etat et par l'auditeur général. Il serait, dès lors, préférable d'employer à l'alinéa 1er la formule "sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et de l'auditeur général". A l'alinéa 2, également, le mot "présentation" devrait être remplacé par le mot "proposition".

II. Dans la disposition présentement examinée comme dans l'article 32, § 1er, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par l'article 6 du projet, il faut entendre par "lauréats d'un concours organisé pour le recrutement de substituts ou d'auditeurs adjoints", les candidats qui, sans s'être classés en ordre utile pour être nommés substituts de l'auditeur général ou auditeurs adjoints(1), ont néanmoins obtenu le minimum de points requis pour être déclarés admissibles, par la délibération de l'assemblée générale du Conseil d'Etat qui a déterminé les conditions du concours.

.../...

(1) Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat la substitution des mots "greffiers adjoints" aux mots "auditeurs adjoints" résulte d'une simple erreur de dactylographie.

III. Selon les délégués du Ministre, l'intention du Gouvernement n'est aucunement d'exclure du bénéfice de la disposition un membre du personnel administratif qui a été nommé par une décision du 30 avril 1962, produisant ses effets le 1er mai 1962. Pour prévenir toute difficulté, il serait préférable de remplacer les mots "avant le 1er mai 1962" par les mots "au plus tard le 1er mai 1962".

Article 31 du projet (remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 17, § 3, alinéa 2, de la loi du 15 avril 1958).

En raison de la création de premiers auditeurs par le projet, l'article 17, § 3, alinéa 2, nouveau, dispose que si l'auditeur général ne justifie pas de la connaissance de la langue nationale autre que celle de son diplôme, "le Roi désigne parmi les premiers auditeurs, pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions, un premier auditeur qui a obtenu son diplôme dans la langue dont l'auditeur général n'a pas la connaissance ...".

Selon l'économie des dispositions de l'article 17, § 3, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 avril 1958 et d'autres dispositions du projet (articles 27 et 33), le membre de l'auditorat chargé d'assister l'auditeur général réunit à la fois la qualité de premier auditeur et celle d'auditeur général adjoint. Aussi la formule employée par l'article 17, § 3, alinéa 2, de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 31 du projet, ne doit pas être comprise comme obligeant le Roi à désigner

.../...

l'auditeur général adjoint parmi les premiers auditeurs déjà en fonctions. Si la place occupée par le premier auditeur qui exerce les fonctions d'auditeur général adjoint devient vacante, le Roi peut désigner en qualité d'auditeur général adjoint un des premiers auditeurs déjà en fonctions; il peut également nommer en qualité de premier auditeur un auditeur remplissant les conditions requises, et le désigner ensuite en qualité d'auditeur général adjoint.

Dispositions abrogatoires.

Article 32 du projet contenant les dispositions abrogatoires.

Comme il a été indiqué lors de l'examen de l'article 2 du projet, il convient d'abroger expressément l'article 25 , § 1er, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la loi du 15 avril 1958. Il y a donc lieu de compléter l'article 32 du projet par la mention de cette disposition.

Dispositions transitoires.

Article 33 du projet.

Dans le but de les énoncer de manière plus précise et plus simple, on pourrait rédiger les dispositions de l'article 33, comme suit :

.../...

"Article 33.

... (alinéa 1er comme au projet).

Les membres du bureau de coordination qui, le 1er mai 1962, comptaient au **moins** cinq ans de fonctions en cette qualité ou en qualité de substitut de l'auditeur général, acquièrent de plein droit la qualité d'auditeur. Ils prennent rang en cette qualité à la suite des auditeurs déjà en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Les membres du bureau de coordination qui, le 1er mai 1962, comptaient moins de cinq ans de fonctions en cette qualité ou en qualité de substitut de l'auditeur général, acquièrent de plein droit la qualité d'auditeur adjoint. Ils prennent rang en cette qualité à la date de leur nomination en qualité de membre du bureau de coordination ou, le cas échéant, à la date de leur nomination en qualité de substitut de l'auditeur général.

Le greffier, les substituts de l'auditeur général et les greffiers adjoints en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi prennent respectivement les titres de référendaire-greffier en chef, d'auditeur adjoint et de greffier. Pour le calcul de leur ancienneté, les années pendant lesquelles ils ont exercé leurs fonctions sous le titre établi avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à être prises en considération".

.../...

Article 34, § 1er, du projet.

Si le Gouvernement se rallie au texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 33, alinéa 4, du projet, la disposition n'a plus d'utilité qu'en ce qui concerne les membres du bureau de coordination. Il y a donc lieu d'omettre, à la fin de l'article 34, § 1er, les mots "ou de substitut".

Article 34, § 2, du projet.

I. L'article 34, § 2, permet de nommer aux fonctions d'auditeur, en dehors de la vacance d'un emploi, les auditeurs adjoints qui étaient, le 1er mai 1962, soit membres du bureau de coordination, soit substituts de l'auditeur général, et qui, en outre, atteignent quinze ans de fonctions en qualité d'auditeur adjoint, de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général. Cette disposition devrait plutôt être énoncée dans un article distinct, étant donné qu'elle a un objet tout différent de celui de l'article 34, § 1er.

Il résulte de l'économie même de l'article 34, § 2, du projet que cette disposition, à la différence de l'article 31, §§ 2 et 3, de la loi organique, ne prévoit pas la présentation de plusieurs candidats pour une seule place; en outre, pour bénéficer d'une nomination , un candidat devra être "présenté" à la fois par l'assemblée générale du Conseil d'Etat et par l'auditeur général. Dès lors, il conviendrait, comme à l'article 30 du projet, d'employer l'expression "sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et de l'auditeur général".

.../...

II. Tel qu'il est rédigé, l'article 34, § 2, du projet ne concorde pas parfaitement avec l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par l'article 7 du projet. Cette dernière disposition impose qu'au moins cinq des auditeurs adjoints justifient de la connaissance de la seconde langue nationale. Au contraire, l'article 34, § 2, du projet permet que le nombre total des auditeurs adjoints devienne inférieur à cinq. L'article 34, § 2, devrait donc être complété par un alinéa portant que les auditeurs adjoints bilingues nommés auditeurs en application de cette disposition continuent à être comptés avec les auditeurs adjoints pour l'application de l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi organique.

III. Selon les explications des délégués du Ministre, l'article 34, § 2, implique que les auditeurs nommés en application de cette disposition accèdent de plein droit aux places d'auditeurs, prévues par la loi organique du Conseil d'Etat, qui deviennent vacantes, pour autant toutefois qu'ils remplissent les conditions requises en matière de connaissance des langues pour accéder à ces places. Les auteurs du projet entendent, à cet égard, instituer un système semblable à celui de l'article 54bis de la loi du 23 décembre 1946 actuellement en vigueur. A la règle qui vient d'être indiquée, il y a une restriction qui résulte de l'établissement, par l'article 28, § 2, 1° et 2°, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par l'article 4 du projet, de deux cadres distincts pour l'auditorat et le bureau de coordination: un auditeur appartenant à l'auditorat, qui a été nommé en application de l'article 34bis du projet, n'accède de plein droit qu'à une place d'auditeur devenant vacante à l'auditorat; la réciproque est vraie pour un auditeur appartenant au bureau de coordination.

.../...

La disposition pourrait être énoncée comme suit :

"Article ...

§ 1er. Nonobstant les articles 28, § 2, et 33, § 1er, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifiés par la présente loi, les auditeurs adjoints qui, le 1er mai 1962, étaient en fonctions comme membres du bureau de coordination ou comme substituts de l'auditeur général peuvent, après quinze ans de fonctions en qualité d'auditeur adjoint, de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général, être nommés auditeurs, Ces nominations ont lieu sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et de l'auditeur général.

Pour le calcul de l'ancienneté requise dans le chef des bénéficiaires du présent article, il est éventuellement tenu compte de la moitié de la durée des services qu'ils ont accomplis en qualité de greffier adjoint ou de membre du personnel administratif attaché au bureau de coordination.

Sous réserve de l'article 54ter de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi, l'application du présent article ne peut avoir pour effet de porter au-delà de quarante-deux le nombre total des auditeurs et auditeurs adjoints.

.../...

Les auditeurs adjoints qui justifient de la connaissance de la seconde langue nationale et qui sont nommés auditeurs en vertu du présent article continuent à être comptés avec les auditeurs adjoints pour l'application de l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi.

§ 2. Les auditeurs nommés en application du présent article accèdent de plein droit, au fur et à mesure des vacances, aux places d'auditeurs prévues par l'article 28, § 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi, pour autant qu'ils justifient des connaissances requises en matière de langues pour occuper la place devenue vacante. Toutefois, les intéressés n'accèdent de plein droit qu'aux places devenant respectivement vacantes soit à l'auditorat, soit au bureau de coordination, selon qu'ils font partie de l'un ou de l'autre de ces organismes".

Article 35 du projet.

A l'alinéa 2, pour éviter une longue énumération des fonctions, on pourrait employer la formule : "... s'il s'agit de membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe ...".

Au même alinéa, il y aurait lieu de supprimer la mention des employés pour mettre la disposition en concordance avec les amendements que le Gouvernement apporte à l'article 24 du projet modifiant l'article 54 de la loi du 23 décembre 1946.

.../

Article 36 du projet.

Cet article concerne les membres de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe détachés avant l'entrée en vigueur de la loi.

I. Il n'y a pas lieu de faire mention des employés dans le présent article, étant donné que les dispositions relatives à la durée des détachements énoncées à l'article 54bis, § 2, alinéa 4, du texte du Gouvernement ne s'appliquent pas aux employés. Ceux-ci sont exclusivement régis par l'article 54, § 5, du texte du Gouvernement (article 54quater du texte proposé par le Conseil d'Etat).

II. Selon les dispositions actuellement établies par l'article 3, alinéa 6, de la loi du 5 avril 1955, le membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe ne subit aucun désavantage en cas de détachement; il en est ainsi non seulement en matière d'augmentations périodiques de traitement, mais aussi en matière de pension ou de nomination à des fonctions supérieures au Conseil d'Etat. Pour éviter que les dispositions nouvelles du projet, qui, sur certains points, sont plus strictes que le régime actuel, aient pour effet de modifier des situations acquises, il conviendrait de compléter l'article 36 du projet par une disposition assimilant complètement à des périodes d'exercice effectif de fonctions au Conseil d'Etat les périodes durant lesquelles un membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe a été détaché avant l'entrée en vigueur de la loi.

.../...

L'article 36 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Article ...

Sont assimilées à des périodes d'exercice effectif des fonctions au Conseil d'Etat, les périodes durant lesquelles un membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe a été détaché avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe détachés avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés démissionnaires le jour où leur détachement excède une durée de trois ans, et, au plus tôt, à l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi".

Article 38 du projet.

Pour indiquer plus explicitement que cette disposition transitoire maintient non pas seulement les majorations de traitements déjà acquises en application de la loi du 5 avril 1955, mais les régimes plus favorables de majorations d'ancienneté établis par cette loi, l'article 38 du projet pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article ...

Continuent à bénéficier, à titre personnel, des traitements et des régimes de majorations d'ancienneté établis par la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat :

1° les auditeurs adjoints qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont en fonctions en qualité de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général;

2° les greffiers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont en fonctions en qualité de greffier adjoint".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Het ontwerp bedoelt wijzigingen van diverse aard aan te brengen in de wetten op de Raad van State.

Het eerste deel van de memorie van toelichting geeft daar een zeer goed overzicht van, zodat met een heel korte analyse van het doel van het ontwerp kan worden volstaan.

Voor een deel zijn de wijzigingen erop gericht, de werking van de Raad van State althans op sommige punten te verbeteren. Zo wordt nu in artikel 9bis (in de wet van 23 december 1946 in te voegen door artikel 3 van het ontwerp) uitdrukkelijk gesteld, dat bij de Raad van State beroep tot nietigverklaring mogelijk is tegen impliciete, afwijzende beslissingen, die hieruit volgen dat een admimistratieve overheid vier maanden lang nagelaten heeft op een schriftelijke aanvraag van een belanghebbende te beschikken. Nog andere artikelen van het ontwerp bedoelen de werking van de Instelling te verbeteren. In zijn advies zal de Raad de Regering enige aanvullingen op die eerste reeks wijzigingen en voorts een aantal, zuiver technische amendementen op de organieke wet in overweging geven.

De overige wijzigingen betreffen de organisatie van de Instelling.

.../...

De structuur van de Raad ondergaat enige niet onbelangrijke veranderingen.

De Raad van State in enge zin ziet zijn ledental van vijftien op achttien gebracht ; organieke wetsbepalingen richten nieuwe kamers op, waaronder een tweede Nederlandse ; het ambt van kamervoorzitter wordt geïnstitutionaliseerd ; de Raad krijgt het voorrecht zijn eerste voorzitter, voorzitter en kamervoorzitters uit zijn leden te kiezen.

Zoals de memorie van toelichting zegt, stelt de Regering aan het Parlement voor, de structuur van het auditoraat en van het coördinatiebureau te herzien, met het oog onder meer op de aanpassing van de loopbaan van hun leden. In die nieuwe structuur wordt het ambt van "eerste auditeur" ingesteld, wordt het aantal auditeurs verhoogd en wordt de auditeur-generaal op een andere wijze benoemd. Er blijft een van het auditoraat onderscheiden coördinatiebureau, maar de bedoeling is, volgens de memorie van toelichting, de hiërarchische structuur van beide lichamen "eenvormig te maken". De leden van het coördinatiebureau en die van het auditoraat krijgen eenzelfde hiërarchie van graden maar behouden krachtens de organieke wet zelf hun eigen functie. Het hoofd van de griffie krijgt een andere status en de titel van "referendaris-hoofdgriffier". De "adjunct-griffier" wordt "griffier", meer in overeenstemming met het peil van het ambt en met de rang van de Raad van State.

.../...

Ook de pensioenregeling wordt veranderd, in hoofdzaak zo, dat de auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de adjunct-auditeurs en de referendaris-hoofdgriffier onder de toepassing van de wet van 25 juli 1867 betreffende de inrustestelling van de magistraten worden gebracht, dit is, in aanmerking zullen komen voor het emeritaat, onder dezelfde voorwaarden als de magistraten van de rechterlijke orde.

Ten slotte komen er nieuwe regelen inzake cumulatie en detachering.

B. Het ontwerp stelt nieuwe ambten in, met dus nieuwe titels ; ook bestaande titels worden veranderd, bijvoorbeeld "substituut-auditeur-generaal" in "adjunct-auditeur". Die wijzigingen alleen reeds moeten voor tal van artikelen uit de organieke wet tot nieuwe redacties leiden, zonder dat daarom, wel te verstaan, aan de kern van de bestaande bepalingen wordt geraakt.

C. Van de ontworpen wijzigingen maakt de Regering gebruik om een aantal bepalingen uit de wetten op de Raad van State redactioneel te verbeteren. Met name doordat bepaalde onderwerpen in aparte paragrafen gaan worden behandeld, worden veel artikelen heel wat overzichtelijker.

Van zijn kant zal de Raad van State in dezelfde zin enige vormverbeteringen voorstellen.

.../...

D. Het ontwerp strekt tot wijziging van drie wetten. Het kan dus zeer goed zo worden ingedeeld, dat aan iedere gewijzigde wet een hoofdstuk wordt gewijd : hoofdstuk I aan de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, hoofdstuk II aan de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, hoofdstuk III aan de wet van 15 april 1958 die reeds de wet van 23 december 1946 heeft gewijzigd. Hoofdstuk IV zou dan de opheffingsbepalingen (artikel 32 van het ontwerp), hoofdstuk V de overgangsbepalingen bevatten.

E. Volgens de thans aanvaarde wetgevingstechniek hoeft de inleidende volzin van artikel 1 niet alle wetsbepalingen die de wet van 23 december 1946 gewijzigd hebben te vermelden ; wel worde in de inleidende volzin van ieder wijzigingsartikel aangegeven, welke wijzigingen het nu andermaal gewijzigde artikel reeds heeft ondergaan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Wijziging van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State.

Wijziging die de Raad van State voorstelt voor artikel 1 van de wet van 23 december 1946.

De Regering maakt van het ontwerp gebruik om artikel 2 van de wet tot instelling van de Raad van State aan te passen aan de nieuwe toestand die door het

.../...

onafhankelijk worden van Congo, Rwanda en Burundi is geschapen. Het zou in de rede liggen, het ook te doen met artikel 1. Voorgesteld wordt, het ontwerp aan te vullen met een artikel :

"In artikel 1 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi" geschrapt".

Deze wijziging legt uiteraard geen beperking op de bevoegdheid welke de afdeling administratie van de Raad, ook na die onafhankelijkheid, behoudt ten aanzien van vroegere handelingen van autoriteiten uit Belgisch-Congo of uit voogdijgebieden onder Belgisch bestuur (1).

Vanzelfsprekend ook blijft de bevoegdheid welke artikel 253 van de fundamentele wet van 19 mei 1960 betreffende het Staatsbestel van Congo aan de Raad van State heeft toegekend, na de zoëven voorgestelde wijziging in rechte onverkort.

.../...

---

(1) Zij bijvoorbeeld en voor verschillende gevallen de volgende arresten van de Raad van State, afdeling administratie : nr 8126, van 14 oktober 1960, Verz. B.D., blz. 809 ; nrs 8229 en 8230, van 25 november 1960, Verz. B.D., blz. 955 ; nr 8422, van 7 februari 1961, Verz. B.D., blz. 165 ; nr 9367, van 16 mei 1962, Verz. B.D., blz. 431.-

Zie ook advies nr 8166 van 21 oktober 1960, Verz. B.D., blz. 861.

Artikel 1 van het ontwerp (tot wijziging van artikel 2 van de wet van 23 december 1946).

Bij dit artikel is geen andere dan de onder E gemaakte algemene opmerking te maken.

Artikel 2 van het ontwerp (tot invoeging van een nieuw artikel 3bis in de wet van 23 december 1946).

Dit artikel draagt de adviesbevoegdheid in niet betwiste administratieve zaken, die thans krachtens artikel 6 van de organieke wet bij de afdeling administratie berust, aan de afdeling wetgeving over.

Deze nieuwe verdeling van de bevoegdheden over beide afdelingen van de Raad van State heeft zoals de memorie van toelichting zegt het voordeel, dat de afdeling administratie als geschillencollege geen uitspraak meer hoeft te doen in een zaak waarin zij geadviseerd heeft toen het nog geen betwiste zaak was; en het geval heeft zich reeds voorgedaan, ondanks de zeer ruime betekenis die de afdeling administratie in haar rechtspraak aan het begrip "betwiste" zaak heeft gegeven. Het nadeel is echter, dat moeilijkheden uit de administratieve sfeer nu gaan worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving, die daar niet zo vaak mee te maken heeft.

.../...

Bij dat overdragen van de adviesbevoegdheid in niet betwiste administratieve zaken, binnen in de Raad, rijzen een aantal vraagpunten die door nieuwe bepalingen moeten worden geregeld.

1° De omvang van 's Raads bevoegdheid in niet betwiste administratieve zaken is thans niet alleen in artikel 6 maar ook in artikel 5 van de organieke wet omschreven. Luidens artikel 5 (1) "wordt de afdeling (administratie) enkel geraadpleegd en dient zij slechts van advies over de moeilijkheden en betwistingen, waarvan de oplossing of de beslechting tot de bevoegdheid der uitvoerende macht behoort". In tal van adviezen heeft de Raad van State, afdeling administratie, zich onder beroep op artikel 5 onbevoegd verklaard ten aanzien van de bij haar ingediende adviesaanvraag. Opdat geen onzekerheid kan ontstaan over de omvang van de bevoegdheid van de afdeling wetgeving, in niet betwiste administratieve zaken, is het nodig het nieuwe artikel 3bis aan te vullen met een bepaling die artikel 5 van de wet grotendeels overneemt. Dit artikel 5, dat immers nog bestaansreden heeft voor de afdeling administratie, ware niettemin als zodanig te behouden.

.../...

(1) Artikel 5 staat onder titel II van de wet van 23 december 1946, betreffende de "afdeling administratie".

Het nieuwe artikel 3bis kan dan als volgt worden gelezen :

"De Ministers kunnen het advies van de afdeling wetgeving vragen in allo niet betwiste administratieve aangelegenheden. Zodanig advies mag echter alleen worden gevraagd over moeilijkheden die de uitvoerende macht dient op te lossen".

2° De overdracht van deze adviesbevoegdheid aan de afdeling wetgeving maakt een wijziging van de bepalingen op het talengebruik noodzakelijk.

Zij brengt mede, dat artikel 25, § 1, van de wet van 23 december 1946 wordt opgeheven. Die bepaling regelt immers het talengebruik in adviesaanvragen die bij de afdeling administratie op grond van artikel 6 zijn ingediend. De opheffing ware uitdrukkelijk voor te schrijven.

Ook moeten de regelen worden vastgesteld betreffende de taal die de afdeling wetgeving zal gebruiken, wanneer zij krachtens het nieuwe artikel 3bis moet adviseren over "niet betwiste administratieve aangelegenheden". Twee systemen zijn denkbaar. De regelen die nu voor de afdeling administratie gelden, kunnen op de afdeling wetgeving overgaan : de adviezen worden aan de Ministers verstrekt in de taal die artikel 4, § 1, van de wet van 28 juni 1932 voorschrijft te gebruiken ;

.../...

schrijft die tekst geen bepaalde taal voor, dan wordt het advies gegeven in de taal van de aanvraag. Het tweede systeem zou zijn, dat de algemene regelen inzake talengebruik, die voor de afdeling wetgeving zijn vastgesteld, haar ook worden opgelegd voor het onderzoek van adviesaanvragen als bedoeld in artikel 3bis. Artikel 44, vijfde lid, van de organieke wet gelast de eerste voorzitter, de adviesaanvragen over ontwerpen van wetten en besluiten als bedoeld in artikel 2 over beide kamers van de afdeling wetgeving te verdelen. Artikel 58 van het reglement van orde van de Raad van State bepaalt, dat de eerste voorzitter de zaken verdeelt "volgens een plan van verdeling vastgesteld naar de aard der zaken". Luidens artikel 44, vijfde lid, van de organieke wet beraadslaagt elke kamer in de taal die haar eigen is en worden de adviezen in beide landstalen gesteld. Wil men het tweede systeem invoeren, dan kan worden volstaan met in artikel 44, vijfde lid, een vermelding van artikel 3bis op te nemen.

Het staat aan de Regering tussen beide systemen te kiezen.

3° De redenen waarom voor het onderzoek van ontwerpen van wetten en besluiten door de afdeling wetgeving een spoedprocedure is ingevoerd, gelden niet, of althans niet in dezelfde mate, voor het onderzoek van "niet betwiste administratieve aangelegenheden" door die afdeling. Overigens zou de termijn van drie dagen

.../...

voor het onderzoek van zodanige aanvragen vaak niet volstaan. De Regering moge dus uitmaken of het ontwerp moet worden aangevuld met een bepaling, die de toepassing van artikel 45 van de organieke wet op die adviesaanvragen uitsluit.

4° De oogmerken van de Regering zouden volledig worden verwezenlijkt als artikel 22, tweede lid, van de wet van 23 december 1946 werd aangevuld met een bepaling : "Zij (de leden van de afdeling administratie) mogen evenmin kennis nemen van betwistingen in zaken waarin zij als lid van de afdeling wetgeving krachtens artikel 3bis advies hebben gegeven".

5° Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, ziet de Regering het zo, dat adviesaanvragen die vóór de inwerkingtreding van de wet werden ingediend, bij de afdeling administratie ter behandeling blijven. Deze oplossing ligt het meest in de lijn van het gemeen recht. Er is dan ook geen behoefte aan een bepaling die dit uitdrukkelijk zegt.

.../...

Wijziging die de Raad van State voorstelt voor artikel 7, § 1, van de wet van 23 december 1946.

Om redenen die al gegeven zijn, ware het verkieslijk het ontwerp aan te vullen met een artikel : "In artikel 7, § 1, eerste en tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "de gemeente of het gouvernement van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi" vervangen door de woorden "of de gemeente".

Artikel 3 van het ontwerp (tot invoeging van een nieuw artikel 9bis, in de wet van 23 december 1946)

Artikel 3 van het ontwerp voegt in de wet van 23 december 1946 een artikel 9bis in, om het stilzwijgen van een administratieve overheid op een aanvraag van een belanghebbende, als het vier maanden duurt, met een afwijzende beslissing gelijk te stellen, zodat beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State in dat geval uitdrukkelijk wordt opengesteld. Op grond van de thans geldende bepalingen is de rechtspraak al, dat beroep kan worden ingesteld zelfs al is de afwijzende beslissing gewoon het gevolg van het stilzwijgen van de administratie. Maar bij gemis van een uitdrukkelijke bepaling is het zaak van de Raad van State, "voor elk geval te onderzoeken of het langdurig stilzwijgen van de admimistratieve overheid als een impliciete afwijzing van de

.../...

(1) Zie reeds het verslag van de Senaatscommissies over het ontwerp dat de wet van 23 december 1946 geworden is (Gedr.St., Senaat, Buitengew.zitt. 1939, nr 80, blz. 46).

aanvraag kan worden geïnterpreteerd". Aldus het arrest van de Raad van State van 23 januari 1958, nr 5982. De memorie van toelichting vermeldt dat arrest en acht het voor de rechtszekerheid en de bescherming van de rechtzoekende bevorderlijk, in onze wetgeving uitdrukkelijke bepalingen over het stwilwijgen van de administratie op te nemen, naar Frans voorbeeld (wetten van 17 juli 1900 en 7 juni 1956) (1).

I. De ontworpen bepalingen hebben het voordeel, dat de bestuurden grotere waarborgen en een betere bescherming tegen eventueel stilzitten van een administratieve overheid krijgen. De moeilijkheid is echter, een geschikte redactie te vinden. Te ruime formulering kan leiden tot oplossingen die voor de goede werking van de administratie nadelig zijn. Ook kan zij te grote verwachtingen wekken bij de rechtzoekenden, die dan geneigd zullen zijn volkomen nodeloos beroep in te stellen. Te streng geformuleerde bepalingen daarentegen dreigen hun doel te missen en een liberale regeling waar die verantwoord zou zijn te verhinderen.

.../...

(1) Wet van 17 juli 1900 "portant modification de la loi du 26 octobre 1888 relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'Etat", artikel 3.

Wet van 7 juni 1956 "relative aux délais de recours contentieux en matière administrative", artikel 1.

Volgens de gemachtigden van de Minister wenst de Regering niets af te doen aan de rechtspraak van de Raad van State, volgens welke voor een administratieve overheid "het niet-gebruikmaken van een recht geen administratieve akte is, vatbaar voor beroep" (1). Het niet optreden van zulk een overheid, als zij daartoe inderdaad niet gehouden is, is geen beslissing. Vooral inzake vernietigingsbevoegdheid (2) heeft de rechtspraak met die oplossing gewerkt. Het ware echter overdreven te menen, dat de discretionaire bevoegdheid in alle gevallen waarin een administratieve overheid erover beschikt, de vrijheid impliceert om al dan niet te handelen. Soms verlenen wets- of verordeningsbepalingen de administratieve overheid bevoegdheid, om het gevolg dat zij aan een aanvraag zal hebben te geven, uit een oogpunt van opportuniteit te toetsen, maar dan verplichten ze haar uitdrukkelijk of stilzwijgend tot het nemen van een beslissing. Tegen zodanige beslissing kan beroep worden ingesteld. In een arrest van 7 november 1958, nr 6681, heeft de Raad van State verklaard, "dat de Minister van Landsverdediging, toen hij weigerde

.../...

---

(1) Arrest van de Raad van State, afdeling administratie, van 30 november 1956, nr 5398, verz. Baeyens-Dumont, blz. 842.

(2) Zie bijvoorbeeld, de arresten van de Raad van State, afdeling administratie, van 1 december 1950, nr 595, verz. Bayens-Dumont, blz. 587; van 19 oktober 1951, nr 1093, verz. Bayens-Dumont, blz. 591 ; van 1 april 1952, nr 1419, verz. Bayens-Dumont, blz. 269 ; van 29 juni 1962, nr 9524.
J.SAROT, J.LIGOT en J.COOLEN, "Conseil d'Etat. Répertoire des arrêts et avis de la section d'administration : 1954-1958". Brussel, Bruylant, 1962, blz. 121.

de Koning het voorstel tot toekenning van een voorlopig pensioen te doen omdat verzoeker niet bewees het door de wet vereiste aantal jaren dienst te hebben volbracht, een bestuurlijke beslissing nam die verzoeker kon benadelen "(1).

De wet kan onmogelijk alle denkbare gevallen voorzien. De meest dienstige regeling lijkt het opnemen van de volgende bepaling in de wet : " Wanneer een administratieve overheid verplicht is te beschikken maar dit niet doet binnen vier maanden nadat een belanghebbende een schriftelijke aanvraag heeft ingediend, wordt haar stilzwijgen geacht een afwijzende beslissing te zijn, waartegen beroep kan worden ingesteld ...". Die formulering laat de Raad van State de nodige ruimte om door ontleding van de toepasselijke wets- of verordeningsbepalingen uit te maken of ze de administratieve overheid verplichten te beschikken. Zij laat het ook aan de rechtspraak over, te oordelen of een "voorlopig antwoord", gelet op de toedracht van de zaak, het "stilzwijgen kan verbreken" en "de termijn kan stuiten".

II. Met de nieuwe bepaling betreffende impliciete afwijzende beslissingen kunnen zich netelige problemen voordoen, als het bijvoorbeeld zal gaan om aanvragen tot herziening van een vroegere beslissing, om gewoon bevestigende beslissingen, of nog om aanvragen tot intrekking van een vroegere beslissing die rechten toekende. Ook hier lijkt het verkieslijk de oplossing van de moeilijkheden aan de administratieve rechter over te laten.

.../...

(1) Verzameling Bayens-Dumont, blz. 836.

III. Sommige wetsbepalingen stellen verschillende termijnen vast voor bepaalde, door de administratieve overheid te nemen beslissingen, of verbinden aan het stilzwijgen van die overheid verschillende rechtsgevolgen. Om betwistingen te voorkomen, ware het dienstig dit voorbehoud in de ontwerp-bepaling te verwoorden.

IV. Het ware logischer de bepalingen van artikel 3 van het ontwerp te splitsen : enerzijds die betreffende het begrip "handelingen ... van de onderscheiden administratieve overheden", die de bevoegdheid van de Raad van State raken, anderzijds die welke het uitgangspunt voor de verjaringstermijn van het beroep vaststellen en uitsluitend een kwestie van ontvankelijkheid regelen.

De Raad van State stelt dus voor, de teksten als volgt te lezen :

"Artikel ... Artikel 9 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Wanneer een administratieve overheid verplicht is te beschikken maar dit niet doet binnen vier maanden nadat een belanghebbende een schriftelijke aanvraag heeft ingediend, wordt haar stilzwijgen geacht een afwijzende beslissing te zijn, waartegen beroep kan worden ingesteld. Nochtans wordt niet afgeweken van de bijzonder

.../...

bepalingen die een andere termijn vaststellen of aan het stilzwijgen van de administratieve overheid andere rechtsgevolgen verbinden".

"Artikel ... In dezelfde wet wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 21bis. Voor het instellen van een beroep tot nietigverklaring van een impliciete afwijzende beslissing gaat de verjaringstermijn in daags na het verstrijken van de in artikel 9, tweede lid, bepaalde periode van vier maanden.

Indien de administratieve overheid na het verstrijken van de vier maanden een uitdrukkelijke beslissing neemt, staat daartegen in ieder geval beroep tot nietigverklaring open binnen de gewone, in de procedureregeling bepaalde termijn."

Wijzigingen die de Raad van State voorstelt voor artikel 16 van de wet van 23 december 1946.

A. De redactie van artikel 16 van de wet van 23 december 1946 beantwoordt niet meer aan de organisatie van het auditoraat zoals de wet van 15 april 1958 die heeft vastgesteld, en nog minder aan de organisatie van de Raad van State en van het auditoraat zoals zij nu wordt ontworpen. De woorden "hetzij door de door haar aangestelde raadsheer of auditeur" moeten dus worden vervangen door de woorden : "hetzij door het lid van de Raad van State of van het auditoraat, dat zij aanstelt".

.../...

B. Krachtens artikel 16 van de wet van 23 december 1946 kan de afdeling administratie een onderzoek bevelen.

Volgens artikel 25 van de procedureregeling die door het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 is ingesteld, is er mogelijkheid tot "verhoor van getuigen ter terechtzitting". Volgens het tweede lid van dat artikel kan de kamer bevelen, dat de ter terechtzitting gehoorde getuigen de eed afleggen.

De beginselen eisen veeleer, dat de wet zelf de eed oplegt en het formulier ervan vaststelt.

Door die wijziging zou het mogelijk worden, straf te stellen op het niet-verschijnen van getuigen, het afleggen van valse getuigenissen of het verleiden van getuigen. Het ontwerp ware dan aan te vullen met bepalingen als die van artikel 80 van het Wetboek van Strafvordering en van de artikelen 6, 8 en 9 van de wet van 19 augustus 1947 betreffende het bewijs door getuigen inzake uit de oorlog van 1940 voortspruitende schade aan personen.

De Raad van State stelt voor, artikel 16 van de wet als volgt te lezen :

"Artikel ... Artikel 16 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16. Is er aanleiding tot een onderzoek, dan beveelt de afdeling administratie dat het wordt ingesteld, hetzij op haar terechtzitting, hetzij door het lid van de Raad van State of van het auditoraat dat zij aanstelt.

.../...

De kamer kan bevelen, dat getuigen onder eed worden gehoord. In dat geval leggen dezen de volgende eed af : "Ik zweer dat ik de waarheid zal zeggen; zo helpe mij God".

De getuigen worden bij een ter post aangetekende brief gedagvaard. Al wie gedagvaard wordt om als getuige te worden gehoord krachtens dit artikel, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding gevolg te geven. Hij die weigert te verschijnen, de eed af te leggen of te getuigen, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank.

Van het niet-verschijnen of van de weigering om onder eed te getuigen wordt proces-verbaal opgemaakt; dit wordt gezonden aan de procureur des Konings van het arrondissement waar de getuige moest worden gehoord.

De bepalingen van het Strafwetboek betreffende de valse getuigenis in burgerlijke zaken en betreffende de verleiding van getuigen zijn van toepassing op de in dit artikel bepaalde onderzoeksprocedure".

Artikel 4 van het ontwerp (vervangt artikel 28 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Artikel 28 van de organieke wet geeft de structuur van de Raad van State en het aantal titularissen van ieder ambt aan. De betekenis van de desbetreffende wijzigingen wordt in de memorie van toelichting uiteengezet, niet alleen in de commentaar bij artikel 4 van het ontwerp, maar ook en vooral in het algemeen inleidend gedeelte.

.../...

Nieuw artikel 28, § 1, van de organieke wet.

In het ontwerp is de benaming "raadsheer" door "staatsraad" vervangen. De beste overeenkomstige benaming in het Frans is : "conseiller d'Etat", die in een aantal artikelen, namelijk 26, 27 en 29, van het ontwerp wordt gebruikt.

Om de terminologie vast te leggen, gebruike men in de Franse versie van artikel 28 van de organieke wet de benaming "conseiller d'Etat". Verderop in de wet kan dit dan tot "conseiller" worden vereenvoudigd.

Artikel 28, § 2, 2°.

Artikel 28, § 2, 2°, bepaalt dat de personen die tot het coördinatiebureau behoren, dezelfde graden zullen voeren als de leden van het auditoraat. Het stelt echter, dat het coördinatiebureau een van het auditoraat onderscheiden lichaam is. Voorts verleent artikel 36, § 3, nieuw (artikel 12 van het ontwerp), zoals het thans geldende artikel 36, derde lid, al doet, bijzondere ambtsbevoegdheden aan de leden van het coördinatiebureau.

Het ontwerp noemt dit bureau nu "bureau voor samenordening en documentatie". De Regering verantwoordt die nieuwe benaming hierdoor, dat ook het bijhouden van een documentatie over de rechtspraak van de afdeling administratie tot de ambtsbevoegdheden van het coördinatiebureau gaat behoren. Wil men vermijden dat verwarring of misverstand ontstaat, en het gevaar voorkomen dat wets- en verordeningsteksten niet geheel meer sluiten, dan verandere men de benaming van een lichaam niet tenzij dat volstrekt nodig is wegens wijzigingen in status of

.../...

ambtsbevoegdheden van dat lichaam. En die noodzaak ligt hier niet voor de hand. Het "bureau voor samenordening", sedert zijn oprichting bekend als "coördinatiebureau", heeft van meet af belangrijk documentatiewerk verricht, onder meer het bijhouden en op repertorium brengen van de rechtspraak van de afdeling wetgeving; dat het bureau dit nu ook zou doen voor de afdeling administratie lijkt geen voldoende reden te zijn voor de verandering van benaming die de Regering overweegt. Nog minder aanleiding tot veranderen zal er zijn, als de Regering zich verenigt met de opmerkingen die de Raad van State in verband met de nieuwe ambtsbevoegdheid van het coördinatiebureau verder naar voren zal brengen, namelijk bij het onderzoek van artikel 12 van het ontwerp tot wijziging van artikel 36 van de organieke wet.

Artikel 28, § 2, 3°.

Ter wille van de overeenstemming leze men onder 3° : "3° een griffie, samengesteld uit een referendarishoofdgriffier en zes griffiers", vooral daar het ontwerp elders de term "lid van de griffie" gebruikt (artikel 10 van het ontwerp tot wijziging van artikel 33, § 3, van de wet van 23 december 1946).

Artikel 5 van het ontwerp (vervangt artikel 31 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

In de paragrafen 1 tot 4 regelt het nieuwe artikel 31 de benoeming van adjunct-auditeurs, auditeurs, eerste auditeurs en auditeur-generaal. § 5 handelt over de "ontzetting" van die ambtsdragers.

.../...

Het artikel bepaalt hoe en onder welke voorwaarden adjunct-auditeurs, auditeurs, eerste auditeurs en auditeur-generaal worden benoemd. Het zegt echter niet hoe men "lid van het auditoraat" of "lid van het coördinatiebureau" wordt, terwijl artikel 36, §§ 2 en 3, verschillende bevoegdheid geeft aan "leden" van het auditoraat en van het coördinatiebureau (artikel 12 van het ontwerp). Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, zou de regeling er uitzien als volgt :

I. Voor het begeven van vacante ambten van adjunct-auditeur in het auditoraat of in het coördinatiebureau heeft een en hetzelfde examen plaats.

II. Het koninklijk benoemingsbesluit benoemt de ene geslaagde van het vergelijkend examen tot adjunct-auditeur bij het auditoraat, de andere tot adjunct-auditeur bij het coördinatiebureau.

III. Overplaatsing van het auditoraat naar het coördinatiebureau of omgekeerd is alleen mogelijk door een nieuwe benoeming bij koninklijk besluit, die aan de volgende regelen onderworpen is : 1° komt in een van beide lichamen een ambt van eerste auditeur of auditeur vrij, dan kunnen de leden van het andere die de met het vacante ambt overeenstemmende graad al bezitten, op voordracht worden benoemd volgens de gewone bevorderingsregelen van artikel 31, §§ 2 en 3; 2° komt in een van beide lichamen een ambt van adjunct-auditeur vrij, dan kan het aan een adjunct-auditeur van het andere worden toegewezen op gezamenlijke voordracht van de algemene vergadering van de Raad van State en van de auditeur-generaal.

.../...

Om volledig aan de bedoeling van de Regering te beantwoorden,moet het ontwerp worden aangevuld met bepalingen die de hiervoren uiteengezette regelen tot in bijzonderheden formuleren.

Na deze voorafgaande algemene opmerking is over het nieuwe artikel 31 nog het volgende te zeggen .

Artikel 31, § 1.

Die bepaling vervangt de benaming "substituut-auditeur-generaal" door "adjunct-auditeur". Voor het overige herhaalt zij de regelen betreffende de aanwerving van substituut-auditeurs-generaal,zoals ze zijn vastgesteld in artikel 31, eerste en tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958.

De formule "... worden door de Koning benoemd uit een lijst met vermelding van de orde van hun rangschikking in een vergelijkend examen ..." is die van de oorspronkelijke tekst van artikel 36 van de wet van 23 december 1946. Volgens de parlementaire voorbereiding van de wet en volgens de rechtspraak van de Raad van State impliceert het begrip "vergelijkend examen", dat de benoemdende overheid door de rangschikking naar de uitslag van het examen gebonden is.

.../...

Volgens de gemachtigden van de Minister amendeert de Regering, om de samenstelling van de examencommissie te vergemakkelijken, artikel 31, § 1, derde lid, als volgt : "De examencommissie moet bestaan uit ten minste één lid van de Raad van State, de auditeur-generaal of een door hem aangewezen eerste auditeur of auditeur, en een persoon die niet tot de Instelling behoort".

Artikel 31, § 2.

Als nieuwe voorwaarde voor benoeming tot auditeur eist het ontwerp ten minste vijf jaar ambtsuitoefening als adjunct-auditeur. Dezelfde tekst bepaalt nog, dat "niemand tot auditeur kan worden benoemd zo hij niet volle dertig jaar oud is".

1° Het is overbodig die tweede voorwaarde te vermelden ; niemand kan tot adjunct-auditeur worden benoemd, tenzij hij volle vijfentwintig jaar oud is, zodat benoeming tot auditeur vóór de leeftijd van dertig jaar vanzelf is uitgesloten .

2° Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, is de anciënniteitsvoorwaarde zo te verstaan, dat het ambt van adjunct-auditeur werkelijk bij de Raad van State moet zijn uitgeoefend ; de jaren

.../...

detachering overeenkomstig het nieuwe artikel 54bis (artikel 26 van het ontwerp) worden niet medegerekend. Dit moet in de tekst zelf met zoveel woorden worden gezegd.

3° Bedoelt de Regering, dat wie tot auditeur wil worden benoemd niet alleen het ambt van adjunct-auditeur moet hebben uitgeoefend, maar bovendien nog adjunct-auditeur moet zijn, dan moet die voorwaarde in de tekst worden vermeld.

Ter inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State voor, artikel 31, § 2, eerste lid, te lezen als volgt :

"§ 2. De auditeurs worden gekozen uit de adjunct-auditeurs die ten minste vijf jaar hun ambt werkelijk hebben uitgeoefend ...".

Artikel 31, § 3.

Hierbij zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 31, § 2.

Volgens de gemachtigden van de Minister moet de eerste auditeurs worden benoemd uit de auditeurs. Geen adjunct-auditeur kan eerste auditeur worden als hij geen auditeur is geweest.

... /.

Artikel 31, § 3, eerste lid, kan dus als volgt worden gelezen :

"§ 3. De eerste auditeurs worden gekozen uit de auditeurs die gedurende ten minste tien jaar het ambt van auditeur of adjunct-auditeur werkelijk hebben uitgeoefend ...".

Artikel 31, § 4.

Deze bepaling wijzigt aanzienlijk de regelen voor de benoeming tot auditeur-generaal.

I. Gewijzigd worden allereerst de eisen om tot auditeur-generaal te worden benoemd. Zoals het door de wet van 15 april 1958 is gewijzigd, bepaalt het zesde lid van artikel 31 van de wet van 23 december 1946 : "De auditeur-generaal wordt door de Koning onder de auditeurs benoemd". Het nieuwe artikel 31, § 4, daarentegen bepaalt : "Niemand kan tot auditeur-generaal worden benoemd zo hij niet eerste auditeur is of zo hij niet voldoet aan de vereisten gesteld om tot lid van de Raad van State of om tot eerste auditeur te worden benoemd".

Krachtens die bepaling zal de Regering de auditeur-generaal niet alleen kunnen kiezen uit de eerste auditeurs, of uit de auditeurs die voldoen aan de eisen om tot eerste auditeur te worden benoemd, maar ook uit de leden van de Raad van State, die immers

.../..

uiteraard de voorwaarden "om tot lid van de Raad van State te worden benoemd" vervullen. Zelfs buitenstaanders zouden dus auditeur-generaal kunnen worden, mits zij voldoen aan de voorwaarden om tot lid van de Raad van State te worden benoemd.

De Regering bedoelt het zo, dat voor een benoeming tot auditeur-generaal normaal een beroep moet worden gedaan op een eerste auditeur of op een auditeur die voldoet aan de voorwaarden om tot eerste auditeur te worden benoemd, met dien verstande dat de mogelijkheid om een lid van de Raad van State of zelfs een buitenstaander te kiezen niet wordt uitgesloten.

Deze bedoeling van de Regering kan beter als volgt tot uiting worden gebracht :

"§ 4. De auditeur-generaal wordt gekozen uit de eerste auditeurs, of uit de auditeurs die voldoen aan de voorwaarden om tot eerste auditeur te worden benoemd ; hij kan ook worden gekozen uit de leden van de Raad van State of uit personen die voldoen aan de voorwaarden om tot lid van de Raad van State te worden benoemd".

II. De tweede wijziging betreft de wijze van benoeming van de auditeur-generaal : de algemene vergadering van de Raad van State zal over die benoeming moeten adviseren.

.../...

Het tweede lid van het nieuwe artikel 31, § 4, bepaalt : "De auditeur-generaal wordt door de Koning benoemd, de Raad van State gehoord". Volgens de gemachtigden van de Minister impliceert die bepaling, dat de algemene vergadering van de Raad van State op de hoogte moet zijn van alle kandidaturen en over iedere kandidaat een gunstig of ongunstig advies moet uitbrengen. Voorts kan de algemene vergadering op grond van die bepaling aan de Minister zelfs een naam voorstellen.

Artikel 6 van het ontwerp (vervangt artikel 32 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Het nieuwe artikel 32 regelt én de benoeming én de afzetting van de referendaris-hoofdgriffier en de griffiers. Thans zijn die zaken afzonderlijk behandeld, namelijk in artikel 32 en in artikel 37.

Artikel 32, § 1.

Luidens deze bepaling worden de griffiers benoemd uit de kandidaten die in batige orde zijn gerangschikt bij een vergelijkend examen dat speciaal voor de aanwerving van de griffiers is uitgeschreven. Zij kunnen ook worden benoemd uit de geslaagden van een sedert minder dan twee jaar georganiseerd vergelijkend examen voor aanwerving van adjunct-auditeurs

.../..

Onder geslaagden moeten hier worden verstaan zij die, ofschoon niet batig gerangschikt om tot adjunct-auditeur te worden benoemd, het puntental hebben behaald dat vereist is opdat de beslissing van de algemene vergadering van de Raad van State, die de voorwaarden voor het vergelijkend examen heeft vastgesteld, hen toelaatbaar kan verklaren.

De bepaling betreffende die tweede wijze van benoeming ware nauwkeuriger zo te stellen :

"Op voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State kan een ambt van griffier ook worden begeven door benoeming van een van de geslaagden van een sedert minder dan twee jaar georganiseerd vergelijkend examen voor werving van adjunct-auditeurs. Op die geslaagden wordt een beroep gedaan in de orde van hun rangschikking".

Artikel 32, § 2.

Deze bepaling luidt : "Niemand kan tot referendaris-hoofdgriffier benoemd worden, tenzij hij volle dertig jaar oud is en ten minste gedurende vijf jaar het ambt van auditeur, adjunct-auditeur of griffier heeft uitgeoefend.

De referendaris-hoofdgriffier wordt door de Koning benoemd, de Raad van State gehoord".

.../...

Bij die tekst is hetzelfde op te merken als bij artikel 31, § 2. Hij kan worden gelezen als volgt :

"De referendaris-hoofdgriffier wordt gekozen uit de auditeurs, adjunct-auditeurs of griffiers die ten minste vijf jaar hun ambt werkelijk hebben uitgeoefend.

De referendaris-hoofdgriffier wordt door de Koning benoemd, de Raad van State gehoord".

Het nieuwe artikel 32, § 2, vermindert de kansen van griffiers om tot referendaris-hoofdgriffier te worden benoemd, want het staat toe dat deze wordt gekozen zowel uit de auditeurs en adjunct-auditeurs met vijf jaar dienst, als uit de griffiers met even-veel dienstjaren.

Die regeling, die geen tussengraad tussen griffier en referendaris-hoofdgriffier kent, beperkt dus de al geringe bevorderingsmogelijkheden van de griffiers.

Artikel 7 van het ontwerp (vervangt artikel 33, § 1, tweede lid, van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

De artikelen 7 tot 10 van het ontwerp wijzi/ één zelfde artikel van de organieke wet : artikel 33. Het gebruik wil veeleer, dat dit dan ook in één artik gebeurt.

...

Behalve dat zij er rekening mede houdt, enerzijds dat er "kamervoorzitters" en "eerste auditeurs" zullen zijn, anderzijds dat de graad van "lid van het coördinatiebureau" wordt afgeschaft, beperkt de nieuwe bepaling zich tot een herhaling van de thans geldende regel van de numerieke gelijkheid tussen de ambtsdragers van beide taalgroepen.

I. In de bijzondere regel van artikel 33, § 1, eerste lid, die voor de eerste voorzitter en de voorzitter geldt, wordt niets veranderd. Niets in die regel verhindert dat deze laatsten met de kamervoorzitters en de staatsraden als een groep worden genomen. Het voordeel van dit systeem is, dat numerieke gelijkheid tussen beide taalgroepen onder de leden van de Raad van State hoe dan ook wordt verzekerd, ondanks de overgangsbepalingen betreffende de overgang naar het ambt van eerste voorzitter en voorzitter (artikel 17, § 4, tweede lid, van de wet van 15 april 1958, gewijzigd door artikel 32, 2°, van het ontwerp, artikel 39, 2°, van de voorgestelde tekst geworden).

II. In het nieuwe systeem zullen de leden van het coördinatiebureau en van het auditoraat dezelfde titels voeren : eerste auditeur, auditeur en adjunct-auditeur. De eerste auditeur, de drie auditeurs en de drie adjunct-auditeurs van het coördinatiebureau zijn dus mede te rekenen onder de eerste auditeurs, auditeurs en adjunct-auditeurs in het algemeen, voor wie het nieuwe artikel 33, § 1, tweede lid, de regel van de numerieke gelijkheid tussen beide taalgroepen stelt.

.../ ...

Niettemin moet rekening worden gehouden met het nieuwe artikel 36, § 2, van de organieke wet (artikel 12 van het ontwerp), krachtens hetwelk de leden van het coördinatiebureau eigen ambtsbevoegdheden behouden. In het uitoefenen van zijn bevoegdheden moet dat bureau de wetsbepalingen op het gebruik der talen in acht kunnen nemen. De regel van de numerieke gelijkheid voor alle eerste auditeurs, auditeurs en adjunct-auditeurs moet derhalve worden aangevuld met een regel om een billijk taalevenwicht te verzekeren in het coördinatiebureau zelf.

De Raad van State stelt dus de volgende tekst voor :

"De leden van de Raad van State moeten aan de hand van hun diploma bewijzen, de enê helft dat zij het examen van doctor in de rechten in het Nederlands, de andere helft dat zij dat examen in het Frans hebben afgelegd. Hetzelfde geldt voor de assessoren, voor de auditeur-generaal en de eerste auditeurs samen, voor de auditeurs, voor de adjunct-auditeurs en voor de griffiers. Is er voor één van die categorieën een oneven aantal betrekkingen vastgesteld, dan wordt een ambtsdrager uit die categorie voor de toepassing van deze bepaling niet medegerekend. Bij het benoemen van leden van het coördinatiebureau wordt een billijk taalevenwicht in acht genomen".

.../...

Artikel 9 van het ontwerp (tot aanvulling van artikel 33, § 2, van de wet van 23 december 1946).

Artikel 33, § 2, vierde lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958 en 8 februari 1962, bepaalt op welke wijze het bewijs van de kennis van de tweede landstaal wordt geleverd. Dit geschiedt zoals vastgesteld voor de magistraten van de rechterlijke orde. Daarom verwijst die bepaling naar artikel 40 van de wet van 21 mei 1929 op de toekenning van de academische graden, gewijzigd bij artikel 43, § 8, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Dat artikel is artikel 55 geworden in de wetten op de toekenning van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949. De verwijzing in artikel 33, § 2, vierde lid, van de wet van 23 december 1946 moet dus worden aangepast.

Het ontwerp vult artikel 33, § 2, aan met een nieuwe bepaling, die de ambtsdragers en het administratief personeel van de Raad van State in de gelegenheid stelt, het bewijs van de kennis van de tweede landstaal te leveren door te slagen voor een bijzonder examen. Dit examen zal dezelfde waarborgen bieden als het overeenkomstige examen voor magistraten van de rechterlijke orde, maar de examenstof zal beter aangepast zijn aan de aard van de werkzaamheden van de Raad van State,

.../...

en een lid van de Raad zal de examencommissie voorzitten. De bedoeling van de Regering is, dat het bewijs van de kennis van de tweede landstaal voor benoeming in alle ambten in de Raad van State ook in de toekomst nog overeenkomstig de regels van genoemd artikel 55 zal kunnen worden geleverd.

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"Artikel 33, § 2, laatste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958 en 8 februari 1962, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" Het bewijs van de kennis van de tweede landstaal wordt geleverd overeenkomstig artikel 55 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

Ambtsdragers en leden van het administratief personeel van de Raad van State kunnen dat bewijs ook leveren door te slagen voor een bijzonder examen. Dat examen wordt afgelegd voor een commissie, die door een lid van de Raad van State wordt voorgezeten en voor het overige samengesteld is zoals bepaald in genoemd artikel 55. De Koning regelt de organisatie van het examen en bepaalt de examenstof met inachtneming van de eigen behoeften van de werkzaamheid van de Raad van State".

.../...

Artikel 11 van het ontwerp (vervangt artikel 34 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Bij de nieuwe tekst van artikel 34 van de organieke wet zijn geen opmerkingen te maken. Wel kan van de gelegenheid gebruik worden gemaakt om de overbodige en bovendien onvolledige verwijzing naar artikel 51 van de organieke wet te schrappen, want nog andere wetsbepalingen, met name artikel 56 van de organieke wet, leggen beperkingen op de regel, dat staatsraden voor het leven worden benoemd.

Artikel 34 zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 34.-

§ 1. De staatsraden worden door de Koning benoemd uit twee lijsten, elk met drie kandidaten, waarvan er een door de Raad van State en een beurtelings door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat wordt voorgedragen.

§ 2. De Raad van State kiest uit zijn leden zijn eerste voorzitter, voorzitter en kamervoorzitters.

§ 3. De eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters en de staatsraden worden voor het leven benoemd".

.../...

Artikel 12 van het ontwerp (vervangt artikel 36 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Artikel 36, § 1.

Volgens de gemachtigden van de Minister amendeert de Regering artikel 12 van het ontwerp om artikel 36, § 1, in het Frans de volgende lezing te geven :

"§ 1. L'auditeur général dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux.

Il contrôle l'activité des membres du bureau de coordination".

Verbeterd wordt daarin alleeneen vergissing in de Franse versie van artikel 6 van de wet van 15 april 1958 tot wijziging van artikel 36 van de organieke wet (1).

.../...

(1) De Nederlandse versie van die bepaling luidt : "De auditeur-generaal leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat ...". Alleen deze versie is juist, zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding (gedr. st. Senaat, zitting 1955-1956, nr 352, blz. 9 ; Handelingen Senaat, zitting 1957-1958, blz. 1006 ; gedr. st. Kamer, zitting 1957-1958, nr 889/1).

Artikel 36, § 3.-

Deze bepaling laat het coördinatiebureau de ambtsbevoegdheden welke het nu al heeft krachtens het huidige artikel 36, derde lid, en omschrijft die in dezelfde bewoordingen.

Zij geeft het bureau nog een opdracht meer : "de bewaring en de inschrijving in een register van de rechtspraak van de Raad van State". De tekst slaat dus op de rechtspraak van de afdeling administratie en op die van de afdeling wetgeving, zonder onderscheid. Het is echter niet rationeel het aanleggen van de documentatie betreffende de rechtspraak van de afdeling administratie op te dragen aan het coördinatiebureau, dat krachtens zijn opdracht haast uitsluitend met de afdeling wetgeving te maken heeft. De Raad en het auditoraat hebben, en de gemachtigden van de Minister hebben dat onderstreept, stellig groot belang bij een documentatie betreffende de rechtspraak van de afdeling administratie , maar het ligt meer voor de hand dat die, zoals nu, wordt bijgehouden door leden van het auditoraat, die door hun ambt zelf nauwer bij het werk van de afdeling administratie betrokken zijn.

De Raad stelt voor, artikel 12 van het ontw zo te wijzigen dat de toestand in dezen blijft wat hij is.

.../.

Wijziging die de Raad van State voorstelt voor artikel 39 van de wet van 23 december 1946.

Nu er kamervoorzitters zullen zijn, is er grond tot wijziging van artikel 39, eerste lid, van de organieke wet, dat over de algemene vergaderingen van de Raad van State handelt.

Uitgaande van de tekst van artikel 17 van het ontwerp, stelt de Raad van State voor :

"Artikel ... Artikel 39, eerste lid, van de wet van 23 december 1946 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39.- De algemene vergadering van de Raad van State is samengesteld uit de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters en de staatsraden. Zij wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of, bij zijn ontstentenis, door de voorzitter van de Raad van State ; bij ontstentenis van beiden wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudstbenoemde onder de aanwezige kamervoorzitters of eventueel staatsraden".

Artikel 14 van het ontwerp (vervangt artikel 42 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Een kortere opsomming van de titels ware : "de leden van de Raad van State, van het auditoraat, van het coördinatiebureau en van de griffie".

.../...

Artikel 15 van het ontwerp (vervangt artikel 43, eerste lid, van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Artikel 43, eerste lid, regelt de samenstelling van de afdeling wetgeving.

Het ontwerp handhaaft de regeling, zoals artikel 43, eerste en tweede lid, van de wet van 23 december 1946 die in zijn eerste lezing had vastgesteld, en waarin de Koning de leden van de Raad van State, die in de afdeling wetgeving zitting zullen nemen, speciaal aanwijst. Een regeling die beter aangepast is aan de eisen van een goede werking van de Raad van State zou zijn, dat de eerste voorzitter wordt belast met het aanwijzen van de leden van de Raad, voor beide afdelingen. De Regering moge zich uitspreken over die hervorming, die overigens uitgaat van de regeling bij de rechterlijke orde.

In het nieuwe artikel 43, eerste lid, is een materiële vergissing begaan : er wordt niet gesproken over de twee tweetalige leden van de Raad van State die als "titularis" in de afdeling wetgeving zitting moeten hebben.

Artikel 43, eerste lid, kan als volgt worden gelezen :

"De afdeling wetgeving is samengesteld uit zes leden van de Raad van State, door de Koning aangewezen voor een termijn van drie jaar, en uit de assessoren bedoeld in artikel 29. De eerste voorzitter of de voorzitter van

.../...

de Raad van State en een kamervoorzitter maken er deel van uit. Twee leden van de Raad van State moeten bewijzen dat zij beide landstalen, twee andere dat zij het Nederlands, en twee andere dat zij het Frans machtig zijn. De Koning wijst ook, voor een termijn van drie jaar, en opdat zij verhinderde titularissen kunnen vervangen, twee leden van de Raad van State aan die beide landstalen, twee andere die het Nederlands en twee andere die het Frans bewijzen machtig te zijn".

Artikel 16 van het ontwerp (vervangt artikel 44, tweede en vierde lid, van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Artikel 44 regelt de organisatie en de werkwijze van de afdeling wetgeving. Artikel 16 van het ontwerp beperkt zich tot een aanpassing van dat artikel om rekening te houden met het instellen van kamervoorzitters en met het verhogen van het aantal plaatsvervangers in de afdeling wetgeving. Een duidelijker lezing ware :

"Artikel 16.-

In artikel 44 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden door de volgende bepalingen vervangen :

"De afdeling wetgeving is ingedeeld in twee kamers. Iedere kamer houdt zitting met drie leden van de Raad van State en twee assessoren .

.../...

Een kamer wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of de voorzitter van de Raad van State, de andere door de kamervoorzitter die aangewezen is om van de afdeling wetgeving deel uit te maken. Bij hun ontstentenis wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudstbenoemde aanwezige lid van de Raad van State".

2° Het vierde lid wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Een van de kamers bestaat uit de twee titularissen en de twee plaatsvervangers die bewijzen het Nederlands machtig te zijn. De andere bestaat uit de twee titularissen en de twee plaatsvervangers die bewijzen het Frans machtig te zijn. Tot elke kamer behoren bovendien een titularis en een plaatsvervanger die bewijzen beide landstalen machtig te zijn. De assessoren moeten bewijzen de taal van de kamer waarin zij zitting moeten nemen machtig te zijn".

Artikel 45bis dat de Raad van State voorstelt in te voegen in de wet van 23 december 1946.

Dit artikel zou de spoedprocedure uitsluiten voor de adviesaanvragen bedoeld in artikel 2 van het ontwerp (zie de opmerkingen betreffende dit laatste artikel).

.../...

Artikel 17 van het ontwerp (vervangt artikel 46, tweede lid, van de wet van 23 december 1946 door een nieuwe bepaling).

Dit artikel 17 beperkt zich ertoe, artikel 46, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, dat het voorzitterschap van de algemene vergaderingen van de afdeling wetgeving regelt, aan te passen aan de instelling van het ambt van kamervoorzitter. Luidens artikel 43, eerste lid, gewijzigd door artikel 15 van het ontwerp, is er in de afdeling wetgeving maar één kamervoorzitter. Artikel 46, tweede lid, gewijzigd door artikel 17 van het ontwerp, bepaalt dat, bij ontstentenis van de eerste voorzitter en van de voorzitter van de Raad van State, het voorzitterschap van de algemene vergadering van de afdeling wetgeving "wordt waargenomen door de oudste van de kamervoorzitters". De verklaring daarvoor is, dat de als plaatsvervangers in de afdeling wetgeving aangewezen leden van de Raad van State "deelnemen aan de algemene vergadering van de afdeling en er stemgerechtigd zijn". Hetzelfde geldt voor de assessoren. Die regels staan in artikel 71 van het reglement van orde van de Raad van State. Het ware aan te bevelen, ze in de organieke wet op te nemen.

De Raad van State stelt dan ook voor :

"Artikel ... Artikel 46, tweede en derde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Aan de algemene vergadering nemen met stemrecht deel de leden van de Raad van State die als titularis of als plaatsvervanger aangewezen zijn om deel uit te maken van de afdeling wetgeving, alsook de assessoren.

.../...

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of, bij zijn ontstentenis, door de voorzitter van de Raad van State. Zij zijn er stemgerechtigd, zelfs indien zij niet tot de afdeling wetgeving behoren. Bij ontstentenis van beiden wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudstbenoemde onder de aanwezige kamervoorzitters of eventueel staatsraden".

Artikel 18 van het ontwerp (vervangt artikel 47 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Artikel 47, § 2.

Het eerste lid van deze bepaling luidt : "De Nederlandstalige kamers, samengesteld uit leden die de Nederlandse taal machtig zijn, nemen kennis van al de zaken die in de Nederlandse taal moeten ingediend worden".

Het woord "ingediend" vervange men door "behandeld".

Artikel 25 van de organieke wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, bepaalt immers de taal die moet worden gebruikt "door de organen betrokken bij de werking van de afdeling administratie".

.../...

Dat een particulier zijn verzoekschrift in de door hem gekozen taal indient, vermag die regeling niet te wijzigen.

Ook in het tweede lid moet "ingediend" worden vervangen door "behandeld".

Het derde lid betreft de bevoegdheid van de tweetalige kamer. De tekst van de Regering werkt met het begrip "tweetalige zaak". In artikel 25 van de organieke wet komt dat begrip niet voor, maar worden de zaken opgenoemd die "naar de tweetalige kamer worden verwezen" (artikel 25, §§ 2, 11 en 14). Terwille van de overeenstemming passe men dezelfde methode toe.

Artikel 47, § 5.

Deze bepaling luidt :

"§ 5. De afdeling administratie omvat de niet voor de afdeling wetgeving aangeduide eerste voorzitter of voorzitter en kamervoorzitters".

Dit kan als overbodig vervallen. Uit artikel 43 van de organieke wet (gewijzigd door artikel 15 van het ontwerp) blijkt stellig, dat een lid van de Raad van State speciaal moet zijn aangewezen om van de afdeling wetgeving deel uit te maken. Derhalve behoren alle leden

.../...

van de Raad van State die niet zijn aangewezen om als titularis deel uit te maken van die afdeling, tot de afdeling administratie. Bovendien is het niet duidelijk waarom artikel 47, § 5, de "staatsraden" onvermeld laat.

Ook de vorm van artikel 47 dient te worden gewijzigd ; men leze het artikel als volgt :

"Artikel 47.-

§ 1. De afdeling administratie is ingedeeld in vijf kamers : twee Nederlandse, twee Franse en één tweetalige.

De eerste voorzitter kan aanvullende kamers samenstellen indien het aantal ingediende zaken dit vereist.

§ 2. De Nederlandse kamers, samengesteld uit leden die bewijzen het Nederlands machtig te zijn, nemen kennis van alle zaken die in het Nederlands moeten worden behandeld.

De Franse kamers, samengesteld uit leden die bewijzen het Frans machtig te zijn, nemen kennis van alle zaken die in het Frans moeten worden behandeld.

De tweetalige kamer, samengesteld uit leden die bewijzen beide landstalen machtig te zijn, neemt kennis van de zaken die artikel 25, §§ 2, 11 en 14 haar speciaal opdraagt.

.../.

§ 3. De kamer waarvan het lid van de Raad van State dat bewijst het Duits machtig te zijn, deel uitmaakt, neemt kennis van de zaken waarin het Duits moet worden gebruikt en van de zaken waarin het Duits en een van beide landstalen moeten worden gebruikt. Is die taal niet die van de kamer waartoe het lid van de Raad van State dat bewijst het Duits machtig te zijn, behoort, dan wordt de zaak verwezen naar de in § 2, derde lid, ingestelde tweetalige kamer; in dat geval echter neemt het lid van de Raad van State dat bewijst het Duits machtig te zijn, zitting in de plaats van het jongst-benoemde lid van de Raad van State dat van de tweetalige kamer deel uitmaakt.

§ 4. De leden van de Raad van State die aangewezen zijn om van de afdeling wetgeving deel uit te maken, kunnen worden opgeroepen om in de afdeling administratie zitting te nemen telkens als daartoe aanleiding bestaat, hetzij om de tweetalige kamer te vormen, hetzij om een verhinderd lid van een Nederlandse of van een Franse kamer te vervangen, hetzij om aanvullende kamers te vormen".

Artikel 19 van het ontwerp (vervangt artikel 49 van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Een eenvoudiger lezing voor artikel 49 ware :

"De algemene vergadering wordt voorgezeten door de eerste voorzitter ... Bij hun ontstentenis wordt het voorzitterschap waargenomen door de ...".

.../...

Artikel 20 van het ontwerp (vervangt artikel 50, eerste lid, van de wet van 23 december 1946 door nieuwe bepalingen).

Artikel 50, eerste lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, is zo geredigeerd, dat de tekst ondanks de oprichting van nieuwe ambten en de verandering in de titulatuur dienstig blijft en niet gewijzigd hoeft te worden. Artikel 20 van het ontwerp kan dus vervallen.

Artikel 21 van het ontwerp (tot aanvulling van artikel 52 van de wet van 23 december 1946).

I. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, acht de Regering het wenselijk dat voor de leden van de Raad van State die rechter worden in een supranationale of internationale instelling, de pensioenregel blijft gelden die vastgesteld is in artikel 188bis van de wet op de rechterlijke organisatie (daarin ingevoegd door de wet van 31 juli 1952) en die tot de ambtsdragers bij de Raad van State is uitgebreid door artikel 3, zevende lid, van de wet van 5 april 1955. Deze laatste bepaling wordt door artikel 29 van het ontwerp opgeheven. Daarom heeft de Regering artikel 21 van het ontwerp geamendeerd opdat de periodes waarin een lid van de Raad van State verlof heeft gekregen wegens opdracht of gedetacheerd is geweest om als rechter in een supranationale of internationale instelling op te treden, in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen.

.../...

II. De tekst van de bepaling die aan artikel 52 van de organieke wet wordt toegevoegd, dient beter in overeenstemming te worden gebracht met de geamendeerde tekst van het nieuwe artikel 54bis.

Derhalve leze men artikel 21 van het ontwerp als volgt :

"Artikel ...

Artikel 52 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Voor de toepassing van dit artikel wordt rekening gehouden met de periodes waarin een lid van de Raad van State met verlof wegens opdracht of gedetacheerd is geweest overeenkomstig artikel 54bis, § 2, terwijl hij lid van het auditoraat, van het coördinatiebureau of van de griffie was. Om het voordeel van deze bepaling te genieten, moet de betrokkene gedurende die periodes de aan zijn ambt bij de Raad van State verbonden wedde hebben blijven ontvangen. Nochtans wordt ook rekening gehouden met de periodes waarin de betrokkene een rechtsambt in een supranationale of internationale instelling heeft uitgeoefend".

.../...

Artikel 22 van het ontwerp (voegt in de wet van 23 december 1946 een artikel 52bis in).

Artikel 52bis verklaart de pensioenregeling volgens de wet van 25 juli 1867 betreffende de inrustestelling van de magistraten toepasselijk op de leden van auditoraat en coördinatiebureau, en op de referendaris-hoofdgriffier.

I. In het Franse opschrift van de wet van 25 juli 1867 ontbreken de woorden : "à la mise". Dit is een materiële vergissing.

II. Artikel 52bis, tweede lid, bepaalt : "De artikelen 9, 10, 11, 14 en 15 van de wet van 25 juli 1867 betreffende de inrustestelling van de magistraten zijn op hen (de titularissen van de genoemde ambten) van toepassing". De verwijzing naar de wet van 1867 impliceert al hetgeen het derde lid van het nieuwe artikel 52bis stelt, namelijk dat "de diensten, gepresteerd als lid van het auditoraat, als lid van het bureau van samenordening of als referendaris-hoofdgriffier, ten aanzien van de toepassing van dit artikel gelijkgesteld worden met de diensten gepresteerd bij de rechterlijke magistratuur". Dit derde lid lijkt dus overbodig.

.../...

III. Bij het nieuwe artikel 52bis, vierde lid, zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij de aanvullende bepalingen die artikel 21 van het ontwerp in artikel 52 van de organieke wet invoegt. Als de Regering het eens is met de tekst, die de Raad van State voor die aanvullende bepaling voorstelt, moeten in artikel 52bis dezelfde bewoordingen worden gebruikt.

Artikel 22 van het ontwerp kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel ....

In dezelfde wet wordt een artikel 52bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 52bis. De auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de adjunct-auditeurs en de referendaris-hoofdgriffier worden in ruste gesteld wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkigheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen of wanneer zij volle zeventig jaar oud zijn.

De artikelen 9, 10, 11, 14 en 15 van de wet van 25 juli 1867 betreffende de inrustestelling van de magistraten zijn op hen van toepassing.

Voor de toepassing van dit artikel wordt rekening gehouden met de periodes waarin de titularis van een van de in het eerste lid genoemde ambten gedetacheerd of met verlof wegens bijzondere opdracht is geweest terwijl hij lid van de Raad van State was. Om het voordeel

.../...

van deze bepaling te genieten, moet de betrokkene gedurende die periodes de aan zijn ambt bij de Raad van State verbonden wedde hebben blijven ontvangen. Ook wordt rekening gehouden met de periodes waarin de betrokkene een rechtersambt in een surpranationale of internationale instelling heeft uitgeoefend".

IV. Het ontwerp ware aan te vullen met een bepaling die de pensioentoestand regelt voor leden van het auditoraat of van het coördinatiebureau of voor de referendaris-hoofdgriffier, ingeval zijn staatsraad worden.

Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, wenst de Regering dat benoeming tot staatsraad die ambtsdragers geen nadeel in hun pensioen berokkent. Met het oog op dit geval is een aanvullende bepaling onmisbaar. Zij kan als volgt worden gelezen :

"Artikel ...

In dezelfde wet wordt een artikel 52ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 52ter. Wanneer een lid van het auditoraat of van het coördinatiebureau of de referendaris-hoofdgriffier tot staatsraad is benoemd en als zodanig in ruste wordt gesteld, blijven de artikelen 10, tweede lid, en 11 van de wet van 25 juli 1867 op hem van toepassing voor de inaanmerkingneming van de jaren waarin hij het ambt van lid van het auditoraat of van het coördinatiebureau of van referendaris-hoofdgriffier heeft uitgeoefend".

.../...

Artikelen 24 en 25 van het ontwerp (tot wijziging van artikel 54 van de wet van 23 december 1946).

Zoals de memorie van toelichting zegt, hebben de nieuwe bepalingen tot doel voor de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie beperkingen te leggen op de vergunningen om hoger onderwijs te geven, welke de Koning aan ambtsdragers bij de Raad van State kan verlenen op grond van artikel 54, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de wet van 15 februari 1955. Die beperkingen zijn, dat het onderwijs niet meer dan vier lesuren en ook niet meer dan twee halve dagen per week mag beslaan.

I. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, behoudt de Regering opzettelijk de term "hoger onderwijs" omdat er volgens haar geen reden is om een ambtsdrager bij de Raad van State uitsluitend in universitaire inrichtingen te laten doceren. Vergunning kan worden verleend voor het uitoefenen van ambten in andere "hoger onderwijsinrichtingen" in de zin van de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs. De verantwoordelijke Minister zal niettemin voor ieder geval afzonderlijk hebben te oordelen of met name het peil en de stof van de cursus het toestaan van de gevraagde vergunning verantwoorden.

.../...

II. Anderzijds wijzen de gemachtigden van de Minister erop, dat de Regering het overbodig acht in de organieke wet bepalingen op te nemen betreffende de uitoefening van onderwijsambten door administratief personeel van de Raad. Mogelijke gevallen kunnen zeer goed worden geregeld op grond van de bepalingen die de algemene vergadering toestaan, de ambtenaren van de Raad dezelfde cumulatievergunning te verlenen als Rijksambtenaren kunnen verkrijgen.

III. Doordat een alinea wordt ingevoegd in artikel 54 van de wet van 23 december 1946, moeten de overige alinea's vernummerd worden. Diezelfde alinea heeft ook het nadeel, dat zij voor leden van auditoraat en coördinatiebureau afwijkt van een algemene regel, die eerst in het zevende lid wordt gesteld.

Om die moeilijkheden te ondervangen, verwerke men de artikelen 24 en 25 van het ontwerp tot één artikel, als volgt :

"Artikel 24.-

In artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 februari 1955 en 15 april 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° De eerste vijf leden van het artikel vormen § 1.

2° Het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling, die § 2 vormt:

" § 2. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing op de leden van auditoraat, coördinatiebureu en griffie. De Koning kan hun echter slechts in zover vergunning tot het uitoefenen van ambten in het hoger onderwijs geven, als die ambten niet meer dan vier lesuren en niet meer dan twee halve dagen per week beslaan".

3° Het zevende lid wordt vervangen door de volgende bepaling, die § 3 vormt :

"§ 3. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing op de ambtenaren. Afwijkingen kunnen echter worden toegestaan ... (zie bestaande tekst) ...

Artikel 26 van het ontwerp (vervangt artikel 54bis, in de wet van 23 december 1946 ingevoegd door de wet van 5 april 1958, door nieuwe bepalingen).

Artikel 54bis, §§ 1 tot 3 (volgens tekst van de Regering).

I. Het nieuwe artikel 54bis bepaalt onder welke voorwaarden een lid van de Raad van State door de Koning kan worden belast met of gemachtigd tot het vervullen van opdrachten die buiten zijn ambtsbevoegdheid bij de Raad van State vallen. Ook stelt het de voorwaarden voor het detacheren van de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie.

.../...

Stelt het nieuwe artikel 54bis verschillende regelen voor de leden van de Raad van State enerzijds, voor die van auditoraat, coördinatiebureau en griffie anderzijds, het stelt ook regelen die voor allen dezelfde zijn en tot tweemaal toe in de tekst van de Regering zijn vermeld. Artikel 54bis kan door een enigszins andere groepering van de bepalingen korter worden gemaakt.

II. Om de onafhankelijkheid van de ambtsdragers bij de Raad van State volkomen te vrijwaren, en om te verhinderen dat bepaalde opdrachten of detacheringen de werking van de Raad van State komen bemoeilijken, voert het ontwerp een stel waarborgen in. Ambtsdragers bij de Raad van State kunnen alleen met hun goedvinden en op eensluidend advies van de overheden van de Raad van State met een opdracht belast of gedetacheerd worden. De opdrachten of ambten die de Regering hun toevertrouwt, kunnen geen aanleiding tot bijkomende bezoldiging zijn. Ten slotte mogen het verlof wegens opdracht en de detachering niet langer dan een jaar duren, met mogelijkheid van verlenging voor ten hoogste één jaar ; in het geheel mogen zij echter niet meer dan drie jaar duren.

Door het verbod van bijkomende bezoldiging ligt de regeling in de lijn van het beginsel, dat voor de rechters geldt krachtens artikel 103 van de Grondwet. Door de eis van het eensluidend advies van de overheden van de Raad van State en door de beperking op de duur van het verlof wegens opdracht en van de detachering

.../...

sluit zij aan bij de regelen, die voor magistraten van het parket zijn vastgesteld in artikel 6, § 1, tweede en derde lid, van de wet op de rechterlijke organisatie van 3 april 1953 (1).

III. Krachtens het ontwerp-artikel 54bis blijven de bijzondere bepalingen van de wet van 27 juli 1962 "waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen die gemachtigd zijn in Congo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden", van toepassing op de ambtsdragers bij de Raad van State.

De bedoeling van artikel 1 van de wet van 27 juli 1962, evenals van het daardoor vervangen artikel 33 van het koloniaal handvest, was, "de leden van de Raad van State (2) die gemachtigd zijn openbare ambten in Congo of in Ruanda-Urundi uit te oefenen", hun "anciënniteit" en hun "rechten op bevordering" te laten behouden. Die bepaling impliceert een afwijking van het nieuwe artikel 31, van artikel 52, zevende lid, nieuw, en van artikel 52bis, laatste lid, van de wet van

.../...

(1) Zie onder meer het aanvullend verslag van de commissie voor de Justitie. Gedr.st. Senaat, zitting 1952-1953, nr 226, blz. 2.

(2) De term "leden van de Raad van State" is in artikel 1 van de wet van 27 juli 1962 in ruime zin genomen, namelijk als doelend op alle ambtsdragers bij de Raad van State. De wet van 27 juli 1962 vervangt immers artikel 33 van het koloniaal handvest, dat door artikel 54bis, in de wet van 23 december 1946 ingevoegd door de wet van 15 april 1958, toepasselijk was verklaard op alle "titularissen van een ambt bij de Raad van State".

23 december 1946 ; de jaren bijvoorbeeld, die in Congo, Rwanda of Burundi zijn doorgebracht, zullen meetellen in de anciënniteit die een adjunct-auditeur of een auditeur nodig heeft om tot auditeur of tot eerste auditeur te worden benoemd, en medegerekend worden bij het bepalen van zijn pensioenbedrag wanneer hij in ruste wordt gesteld.

Daarentegen is de vergunning om in Congo, Rwanda of Burundi opdrachten te vervullen of ambten uit te oefenen afhankelijk van het eensluidend advies van de overheden van de Raad van State. De wet van 27 juli 1962 bevat geen bepaling die de toepassing van de algemene regelen van het ontwerp-artikel 54bis wat dat betreft zou uitsluiten; zij bevat evenmin een bepaling krachtens welke de beperking op de duur van het verlof wegens opdracht en van de detachering of de eis van een minimumtijd tussen twee verloven of twee detacheringen geen toepassing zou vinden.

IV. Artikel 54bis, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaalt : "De leden van de Raad van State mogen van de Regering geen bezoldigde functies aanvaarden tenzij zij deze om niet uitoefenen en behoudens de door de wet vastgestelde gevallen van onverenigbaarheid".

Die tekst herhaalt de algemene regel die artikel 103 van de Grondwet voor rechters stelt. Hij formuleert het beginsel waar het systeem van het ontwerp op berust en dat artikel 54bis, § 3, speciaal in toepassing brengt door iedere bijkomende bezoldiging voor het vervullen van door de Koning verleende opdrachten bij nationale instellingen te verbieden.

.../...

Voor rechters heeft de gewone wetgever aan de algemene regel van artikel 103 van de Grondwet, en zonder die tegen te spreken, andere, strakkere onverenigbaarheidseisen kunnen toevoegen, namelijk in de artikelen 174 en volgende van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke organisatie.

Ook voor de leden van de Raad van State gelden, krachtens de wet van 23 december 1946, strengere onverenigbaarheidseisen dan in het ontwerp-artikel 54bis, § 1, eerste lid, zijn meergelegd. Die bepaling staat leden van de Raad van State toe "bezoldigde ambten van de Regering te aanvaarden", op voorwaarde "dat zij die kosteloos uitoefenen". Artikel 54 verklaart echter met het ambt van lid van de Raad van State onverenigbaar , niet alleen de ambten die het speciaal vermeldt, maar ook "alle bezoldigde openbare of private ambten en bedieningen". Krachtens het ontwerp-artikel 54bis, § 1, tweede lid, zal geen lid van de Raad van State zelfs onbezoldigd enig openbaar ambt mogen uitoefenen : die bepaling machtigt uitsluitend tot het "vervullen van opdrachten".

De regel van het ontwerp-artikel 54bis, § 1, eerste lid, zou alleen opgaan indien hij waarde van grondwetsbepaling had. Het is zeer goed denkbaar, dat de wet strengere onverenigbaarheidseisen toevoegt aan de beginselregel van artikel 103 van de Grondwet :

.../...

dit is het systeem voor rechters. Ondenkbaar is echter, dat regelen die deel uitmaken van een geheel van bepalingen met gelijke rechtswaarde, strakker zouden zijn dan en niet in overeenstemming zouden zijn met andere regelen uit hetzelfde gehcel.

Wil men de bepaling van het ontwerp-artikel 54bis, § 1, eerste lid, handhaven maar toch de zoëven vermelde discordanties wegwerken, dan moet men haar werkingssfeer beperken tot de door de Koning verleende opdrachten en er één tekst van maken met het eerste gedeelte van het tweede lid van dezelfde paragraaf.

V. Uit opzet en doel van de bepaling blijkt, dat onder "opdrachten bij nationale instellingen" mede moeten worden verstaan alle opdrachten, waar ook te vervullen, die de Koning aan leden van de Raad van State verleent.

Met inachtneming van al het opgemerkte kunnen de bepalingen van artikel 54bis, §§ 1 tot 3, van de tekst van de Regering als volgt worden gelezen :

"Artikel ...

Artikel 54bis, in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 54bis.

§ 1. Onverminderd de in artikel 54 gestelde onverenigbaarheidsregelen kunnen de leden van de Raad van State die daarin toestemmen, door de Koning wordt belast met opdrachten bij nationale instellingen, op voorwaarde dat zij die onbezoldigd vervullen.

Zij kunnen door de Koning ook worden gemachtigd tot het vervullen van opdrachten bij supranationale, internationale of buitenlandse instellingen.

Ingeval zulk een taak hen in de onmogelijkheid stelt hun ambt uit te oefenen, worden de leden van de Raad van State met verlof wegens opdracht geplaatst.

§ 2. Onverminderd de in artikel 54 gestelde bijzondere onverenigbaarheidsregelen, kunnen de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die daarin toestemmen, door de Koning worden belast met opdrachten of ambten bij nationale instellingen. Zij kunnen door de Koning ook worden gemachtigd tot het vervullen van opdrachten of tot het uitoefenen van ambten bij supranationale, internationale of buitenlandse instellingen. Ingeval zulk een taak hen in de onmogelijkheid stelt, hun ambt bij de Raad van State uit te oefenen, worden zij gedetacheerd.

.../...

§ 3. Alle beslissingen en machtigingen als bedoeld in de §§ 1 en 2 worden vastgesteld op eensluidend advies van de algemene vergadering van de Raad van State indien zij leden van de Raad van State betreffen ; op eensluidend advies van de eerste voorzitter en van de auditeur-generaal indien zij leden van auditoraat of coördinatiebureau betreffen ; op eensluidend advies van de eerste voorzitter en van de referendaris-hoofdgriffier indien zij een griffier betreffen.

§ 4. Het verlof wegens opdracht noch de detachering mogen langer dan een jaar duren. Verlengingen kunnen echter, onder de voorwaarden welke de §§ 1 tot 3 bepalen, toegestaan worden voor periodes van ten hoogste één jaar en zonder dat de totale duur van het verlof of de detachering drie jaar mag overschrijden.

Verlof wegens opdracht of detachering mag niet opnieuw worden toegestaan, tenzij sedert het einde van het vorige verlof of van de vorige detachering ten minste drie jaren zijn verstreken ; van deze bepaling mag alleen worden afgeweken op eensluidend advies van de algemene vergadering van de Raad van State, die beslist met een twee derde meerderheid.

De betrokkene die zijn ambt in de Raad van State bij het verstrijken van het verlof of de detachering niet weder heeft opgenomen, wordt geacht ontslag te nemen.

.../...

§ 5. De leden van de Raad van State die met verlof zijn wegens opdracht en de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die gedetacheerd zijn, behouden hun plaats op de ranglijst. Tijdens hun verlof of hun detachering kunnen zij in andere ambten bij de Raad van State worden benoemd.

§ 6. Gaat het om opdrachten of ambten bij nationale instellingen, dan blijven de betrokkenen aan hun ambt bij de Raad van State verbonden wedde ontvangen. Bijkomende bezoldiging mag niet worden verleend, evenmin als enige andere vergoeding dan wegens de werkelijke lasten die onafscheidelijk aan de toegewezen opdrachten of ambten verbonden zijn.

Gaat het om opdrachten bij supranationale, internationale of buitenlandse instellingen, dan ontvangen de betrokkenen niet langer de aan hun ambt bij de Raad van State verbonden wedde".

Artikel 54bis, § 4 (Volgens de tekst van de Regering).

Van deze bepaling kan, gelet op haar onderwerp, beter een afzonderlijk artikel worden gemaakt : 54ter in de wet van 23 december 1946.

Benoemingen om in een vervanging te voorzien, zouden, aldus de gemachtigden van de Minister, voor de toepassing van de regel der numerieke gelijkheid tussen beide taalgroepen van ambtsdragers, als benoemingen in nieuwe plaatsen worden beschouwd. Men zegge dit in de tekst zelf en leze die als volgt :

.../...

"Artikel ...

In dezelfde wet wordt een artikel 54ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 54ter. De leden van de Raad van State die met verlof zijn wegens opdracht, en de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die gedetacheerd zijn, kunnen ondanks het in artikel 28 bepaalde aantal plaatsen worden vervangen, maar dan tot ten hoogste twee staatsraden, vier auditeurs of adjunct-auditeurs samen en één griffier boven dat aantal.

Voor de toepassing van artikel 33, § 1, eerste en tweede lid, worden benoemingen om in een vervanging te voorzien als benoemingen in nieuwe plaatsen beschouwd.

Zij aan wie een ambt wordt begeven om in een vervanging te voorzien, worden vast benoemd. Van rechtswege bezetten zij de in artikel 28 bedoelde plaatsen naargelang deze vrijkomen en voor zover zij het bewijs leveren van de talenkennis die voor het bekleden van de vrijgekomen plaats vereist is".

Artikel 54bis, § 5 (volgens de tekst van de Regering).

Duidelijkheidshalve make men van deze bepaling een afzonderlijk artikel : 54quater in de wet van 23 december 1946.

.../...

Wijziging die de Raad van State voorstelt voor artikel 57 van de wet van 23 december 1946.

Dit artikel betreffende het berechtingsprivilege moet ook de "leden van het coördinatiebureau" vermelden, nu het ontwerp hun statuut wijzigt.

Wijzigingen aan de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Artikel 27 van het ontwerp (vervangt artikel 1 van de wet van 5 april 1955 door nieuwe bepalingen).

Een koninklijk besluit van 9 juli 1962 kent "een speciale toelage toe aan de ambtsdragers bij de Raad van State". Dat besluit is vastgesteld krachtens artikel 5, tweede lid, van de wet van 5 april 1955, dat hetzelfde is als artikel 230 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke organisatie, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, en geeft de ambtsdragers bij de Raad van State voorlopig, dat is in afwachting dat de wedden zelf, zoals voorzien is, worden aangepast, soortgelijke "weddeaanvullingen" als aan de "ambtenaren van de administratie" werden toegekend.

Opdat er geen betwisting kan zijn, beginne men artikel 1, § 1, van de wet van 5 april 1955 in zijn nieuwe tekst met : "Onverminderd de maatregelen genomen op grond van artikel 5 ...".

.../...

Artikel 28 van het ontwerp (vervangt artikel 2 van de wet van 5 april 1955 door een nieuwe bepaling).

Bij dit artikel is hetzelfde op te merken als bij artikel 27 van het ontwerp.

Artikel 29 van het ontwerp (vervangt artikel 3 van de wet van 5 april 1955 door nieuwe bepalingen).

I. De nieuwe tekst bepaalt niets meer over de detachering van ambtsdragers van de Raad. Daarover zou nu, zoals gezegd is, gehandeld worden in de wet van 23 december 1946, die zich daar beter toe leent (artikel 54bis, ingevoegd door artikel 26 van het ontwerp).

II. In artikel 3, § 1, eerste lid, schrappe men het woord "werkelijke" terwille van de overeenkomst met § 3, vierde lid, van het artikel.

III. Artikel 3, § 3, eerste lid, door artikel 29 van het ontwerp in de wet van 1955 ingevoegd, neemt een thans geldende tekst over en bepaalt : "De ambtsdragers bij de Raad van State blijven het voordeel der anciënniteit genieten ongeacht de bevorderingen welke zij bekomen". Zo geformuleerd, kan die regel niet worden uitgebreid tot hen

.../...

die uit het kader van 's Raads administratief personeel naar een door de organieke wet ingesteld ambt overgaan. Die uitbreiding lijkt nochtans in de rede te liggen, te meer daar het ontwerp de plaatsen van adjunct-lid in het coördinatiebureau, die tot dusver administratief zijn, door plaatsen van adjunct-auditeur vervangt. Te dien einde ware artikel 3, § 3, eerste lid, aan te vullen als volgt : "In voorkomend geval wordt rekening gehouden met de jaren dat de betrokkenen tot het administratief personeel van de Raad van State hebben behoord".

IV. Om artikel 3, § 3, vierde lid (nieuw), van de wet van 5 april 1955 in overeenstemming te brengen met artikel 54bis van de organieke wet, leze men het als volgt :

"Voor de berekening van de periodieke verhogingen wordt rekening gehouden met de periodes waarin de ambtsdrager van de Raad van State met verlof wegens opdracht of gedetacheerd is overeenkomstig artikel 54bis van de wet van 23 december 1946".

Wijzigingen aan de wet van 15 april 1958 tot wijziging van de wet van 23 december 1946.

Artikel 30 van het ontwerp (vervangt artikel 17, § 2, van de wet van 15 april 1958 door nieuwe bepalingen).

I. De economie zelf van deze bepaling brengt mede, dat er geen voordracht van verscheidene kandidaten voor een enkele plaats van adjunct-auditeur is en dat

.../...

een kandidaat, wil hij worden benoemd, én door de algemene vergadering van de Raad van State én door de auditeur-generaal moet zijn voorgedragen. In het eerste lid zegge men dan ook liever : "op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de auditeur-generaal". Ook in het tweede lid vervange men "voordracht" door "voorstel".

II. In de thans onderzochte bepaling moeten zoals in artikel 32, § 1, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij artikel 6 van het ontwerp, onder "geslaagden voor een vergelijkend examen dat voor de aanwerving van substituten of adjunct-auditeurs is uitgeschreven", worden verstaan zij die, ofschoon niet batig gerangschikt om tot substituut-auditeur-generaal of adjunct-auditeur te worden benoemd (1), het puntental hebben behaald dat vereist is opdat de beslissing van de algemene vergadering van de Raad van State, die de voorwaarden voor het vergelijkend examen heeft vastgesteld, hen toelaatbaar kan verklaren

.../...

(1) In het ontwerp staat "adjunct-griffiers" ; naar aan de Raad is medegedeeld is dit een tikfout voor "adjunct-auditeurs".

III. De gemachtigden van de Minister verklaarden dat de Regering er niet aan denkt, het voordeel van deze bepaling te ontzeggen aan een lid van het administratief personeel dat benoemd is bij beslissing van 30 april 1962 met uitwerking op 1 mei 1962. Moeilijkheden zouden voorkomen worden als de woorden "vóór 1 mei 1962" vervangen werden door "uiterlijk op 1 mei 1962".

Artikel 31 van het ontwerp (vervangt artikel 17, § 3, tweede lid, van de wet van 15 april 1958 door nieuwe bepalingen).

Nu het ontwerp het ambt van eerste auditeur instelt, bepaalt het nieuwe artikel 17, § 3, tweede lid : "zo de auditeur-generaal niet het bewijs levert van de kennis van de andere landstaal dan die waarin zijn diploma is gesteld, wijst de Koning onder de eerste auditeurs, om de auditeur-generaal in de uitoefening van zijn ambtsopdrachten bij te staan, een eerste auditeur aan die zijn diploma behaald heeft in de andere landstaal dan die van de auditeur-generaal ...".

Volgens de economie van het bepaalde in artikel 17, § 3, tweede en derde lid, van de wet van 15 april 1958 en in het ontwerp (artikelen 27 en 33), is het lid van het auditoraat dat gelast wordt de auditeur-generaal bij te staan, tegelijk eerste auditeur en adjunct-auditeur-generaal. De formule van artikel 17, § 3, tweede lid, van de wet van 15 april 1958, gewijzigd bij artikel 31 van het ontwerp, moet dan ook niet zo worden verstaan,

.../...

dat de Koning de adjunct-auditeur-generaal uit de al in dienst zijnde eerste auditeurs moet kiezen. Komt de plaats, bekleed door de eerste auditeur die het ambt van adjunct-auditeur-generaal uitoefent, vrij, dan kan de Koning een van de al in dienst zijnde eerste auditeurs tot adjunct-auditeur-generaal aanstellen ; hij kan ook een auditeur die aan de eisen voldoet, tot eerste auditeur benoemen en hem dadelijk aanstellen tot adjunct-auditeur-generaal.

Opheffingsbepalingen.

Artikel 32 van het ontwerp : opheffingsbepalingen.

Zoals naar aanleiding van artikel 2 van het ontwerp is gezegd, dient artikel 25, § 1, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, uitdrukkelijk opgeheven en dus in artikel 32 van het ontwerp vermeld te worden.

Overgangsbepalingen

Artikel 33 van het ontwerp.

Een juister en eenvoudiger lezing voor de bepalingen van artikel 33 zou zijn :

"Artikel 33.-

... (eerste lid zoals in het ontwerp) ...

.../...

Leden van het coördinatiebureau die op 1 mei 1962 als zodanig of als substituut-auditeur-generaal ten minste vijf jaar dienst telden, worden van rechtswege auditeur. Zij nemen in die hoedanigheid hun rang in na de auditeurs die reeds in dienst zijn de dag waarop deze wet in werking treedt.

Leden van het coördinatiebureau die op 1 mei 1962 als zodanig of als substituut-auditeur-generaal minder dan vijf jaar dienst telden, worden van rechtswege adjunct-auditeur. Zij nemen in die hoedanigheid hun rang in op de dag van hun benoeming tot lid van het coördinatiebureau of, in voorkomend geval, de dag van hun benoeming tot substituut-auditeur-generaal.

De griffier, de substituut-auditeurs-generaal en de adjunct-griffiers die in dienst zijn de dag waarop deze wet in werking treedt, verkrijgen onderscheidenlijk de titels van referendaris-hoofdgriffier, adjunct-auditeur en griffier. Voor het berekenen van hun anciënniteit blijven in aanmerking komen de jaren dat zij hún ambt hebben uitgeoefend onder de titel die zij vóór de inwerkingtreding van deze wet hadden."

Artikel 34, § 1, van het ontwerp.

Neemt de Regering de tekst over, die de Raad voor artikel 33, vierde lid, van het ontwerp voorstelt, dan heeft artikel 34, § 1, alleen nog nut voor de leden van het coördinatiebureau. Aan het slot ervan schrappe men dus de woorden "of als substituut".

.../...

Artikel 34, § 2, van het ontwerp.

I. Krachtens artikel 34, § 2, kunnen tot auditeur worden benoemd, zelfs wanneer geen plaats vacant is, de adjunct-auditeurs die op 1 mei 1962 lid van het coördinatiebureau of substituut-auditeur-generaal waren en bovendien tien jaar dienst tellen als adjunct-auditeur, lid van het coördinatiebureau of substituut-auditeur-generaal. Die bepaling moet in een afzonderlijk artikel staan, want zij heeft een geheel ander onderwerp dan artikel 34, § 1.

Uit de economie zelf van artikel 34, § 2, van het ontwerp blijkt, anders dan uit artikel 31, §§ 2 en 3, van de organieke wet, dat er geen voordracht van verscheidene kandidaten voor een enkele plaats moet zijn en dat een kandidaat, wil hij worden benoemd, én door de algemene vergadering van de Raad van State én door de auditeur-generaal moet worden "voorgedragen". Zoals in artikel 30 van het ontwerp schrijve men ook hier : "op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de auditeur-generaal".

II. Zoals het in het ontwerp staat, is artikel 34, § 2, niet volkomen in overeenstemming met artikel 33, § 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd door artikel 7 van het ontwerp. Krachtens deze laatste bepaling moeten tenminste vijf adjunct-auditeurs bewijzen dat zij de tweede landstaal kennen. Op grond van het ontwerp-artikel 34, § 2, daarentegen mogen er

.../...

minder dan vijf zijn. Aan artikel 34, § 2, is dus een lid toe te voegen, om te bepalen dat de tweetalige adjunct-auditeurs die met toepassing van die bepaling tot auditeur worden benoemd, voor de toepassing van artikel 33, § 2, tweede lid, van de organieke wet verder onder de adjunct-auditeurs worden gerekend.

III. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, impliceert artikel 34, § 2, dat de krachtens die bepaling benoemde auditeurs van rechtswege de in de organieke wet bepaalde plaatsen van auditeur die vacant worden, bezetten, voor zover echter zij voldoen aan de eisen inzake talenkennis om in die plaatsen te worden benoemd. De stellers van het ontwerp bedoelen hiermee, een systeem in te voeren als dat van het thans geldende artikel 54bis van de wet van 23 december 1946. Op die regel staat echter een beperking, doordat artikel 28, § 2, 1° en 2°, van de wet van 23 december 1946, zoals artikel 4 van het ontwerp dit wijzigt, twee afzonderlijke kaders invoert voor het auditoraat en het coördinatiebureau : een auditeur van het auditoraat die krachtens artikel 34bis van het ontwerp benoemd is, kan van rechtswege alleen een bij het auditoraat vrijkomende plaats van auditeur bezetten ; mutatis mutandis geldt hetzelfde voor een auditeur van het coördinatiebureau.

De bepaling kan als volgt worden gelezen :

"Artikel ...

§ 1. Ondanks de artikelen 28, § 2, en 33, § 1, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, kunnen de adjunct-auditeurs die op 1 mei

.../...

1962 als lid van het coördinatiebureau of als substituut-auditeur-generaal in dienst waren, na vijftien jaren dienst als adjunct-auditeur, lid van het coördinatiebureau of substituut-auditeur-generaal, tot auditeur worden benoemd. Die benoemingen geschieden op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de auditeur-generaal.

Voor de berekening van de anciënniteit van de betrokkenen wordt eventueel rekening gehouden met de helft van de duur der diensten die zij als adjunct-griffier of als lid van het aan het coördinatiebureau verbonden administratief personeel hebben verricht.

Onder voorbehoud van artikel 54ter van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, mag de toepassing van dit artikel er niet toe leiden, dat er in totaal meer dan tweeënveertig auditeurs en adjunct-auditeurs zijn.

De adjunct-auditeurs die bewijzen de tweede landstaal machtig te zijn en krachtens dit artikel tot auditeur zijn benoemd, worden verder onder de adjunct-auditeurs gerekend voor de toepassing van artikel 33, § 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet.

§ 2. De krachtens dit artikel benoemde auditeurs bezetten van rechtswege de plaatsen van auditeur bedoeld in artikel 28, § 2, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, naargelang deze vrijkomen, en voor zover zij het bewijs leveren van de talenkennis die voor

.../...

het bekleden van de vrijgekomen plaats vereist is. De betrokkenen bezetten echter van rechtswege alleen de plaatsen die onderscheidenlijk vrijkomen hetzij bij het auditoraat, hetzij bij het coördinatiebureau, naargelang zij tot het ene dan wel tot het andere lichaam behoren".

Artikel 35 van het ontwerp.

Om de opsomming van ambten in het tweede lid in te korten, leze men de tekst als volgt :

"Betreft het echter leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie ...".

In hetzelfde lid schrappe men de "beambten", ter wille van de overeenstemming met de amendementen van de Regering op artikel 24 van het ontwerp, dat artikel 54 van de wet van 23 december 1946 wijzigt.

Artikel 36 van het ontwerp.

Dit artikel handelt over de leden van het auditoraat, het coördinatiebureau of de griffie die vóór de inwerkingtreding van de wet gedetacheerd zijn.

.../...

I. In dit artikel hoeven de "beambten" niet te worden vermeld, want de bepalingen betreffende de duur van de detacheringen bedoeld in artikel 54bis, § 2, vierde lid, van de tekst van de Regering, gelden niet voor hen. Voor die ambtenaren geldt uitsluitend artikel 54, § 5, van de tekst van de Regering (artikel 54 quater van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

II. Volgens het huidige artikel 3, zesde lid, van de wet van 5 april 1955 ondervindt het gedetacheerde lid van auditoraat, coördinatiebureau of griffie geen nadeel, noch inzake periodieke weddeverhogingen, noch inzake pensioen, noch voor de benoeming in hogere ambten bij de Raad. Ten einde te voorkomen dat de nieuwe bepalingen van het ontwerp die in sommige opzichten strakker zijn dan de bestaande regeling, verkregen toestanden wijzigen, dient artikel 36 van het ontwerp te worden aangevuld met een bepaling om de periodes waarin een lid van auditoraat, coördinatiebureau of griffie vóór de inwerkingtreding van de wet gedetacheerd is geweest, volledig gelijk te stellen met periodes van werkelijke ambtsuitoefening bij de Raad.

Artikel 36 van het ontwerp kan worden gelezen als volgt :

"Artikel ...

Met periodes van werkelijke ambtsuitoefening bij de Raad van State worden gelijkgesteld de periodes waarin een lid van auditoraat, coördinatiebureau

.../...

of griffie vóór de inwerkingtreding van deze wet gedetacheerd is geweest.

De leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die vóór de inwerkingtreding van deze wet gedetacheerd werden, worden geacht ontslag te nemen de dag dat hun detachering drie jaar overschrijdt en, ten vroegste, bij het verstrijken van een termijn van zes maanden, die ingaat de dag waarop deze wet in werking treedt".

Artikel 38 van het ontwerp.

Om nog duidelijker te doen uitkomen, dat deze overgangsbepaling niet alleen de krachtens de wet van 5 april 1955 verkregen weddeverhogingen, maar ook de door die wet ingevoerde gunstiger regelingen inzake anciënniteitsverhoging handhaaft, zou artikel 38 van het ontwerp als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel ...

De wedden en de regelingen inzake anciënniteitsverhogingen, vastgesteld in de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, blijven persoonlijk genieten :

.../...

1° de adjunct-auditeurs die, de dag waarop deze wet in werking treedt, als lid van het coördinatiebureau of als substituut-auditeur-generaal in dienst zijn ;

2° de griffiers die, de dag waarop deze wet in werking treedt, als adjunct-griffier in dienst zijn".

---

chambre était composée de

ssieurs : J. SUETENS, premier président,
Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, / adjunct-griffier, greffier. / griffier.

La concordance entre la ver-
on française et la version néer-
ndaise a été vérifiée sous le
ntrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par
. E. JOACHIM, auditeur général,
. HUBERLANT, auditeur, et par
. J.B.CUYVERS et J. BYVOET,
mbres du Bureau de coordination.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de HH.E.JOACHIM,auditeur-generaal, Ch. HUBERLANT, auditeur, en door de HH. J.B.CUYVERS en J. BYVOET, leden van het Coördinatiebureau.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) J. SUETENS.

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DES LOIS RELATIVES AU CONSEIL D'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - MODIFICATIONS A LA LOI DU 23 DECEMBRE 1946 PORTANT CREATION D'UN CONSEIL D'ETAT

Article 1er.-

(article nouveau proposé par le Conseil d'Etat)

A l'article 1er de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots : "le Congo belge et le Ruanda-Urundi" sont supprimés.

.../...

Article 2.-

L'article 2, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

(article 1er du projet).

"Les Ministres peuvent demander l'avis motivé de la section sur toutes propositions de loi ainsi que sur tous amendements à des projets ou propositions de loi".

Article 3.-

Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

(article 2 du projet).

"Article 3bis.

Les Ministres peuvent soumettre à l'avis de la section de législation toutes questions et affaires d'ordre administratif non litigieuses. Toutefois, la section ne peut être consultée que sur les difficultés qu'il appartient au pouvoir exécutif de résoudre".

Article 4.-

(article nouveau proposé par le Conseil d'Etat).

A l'article 7, § 1er, alinéas 1er et 2, de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "la commune ou le gouvernement du Congo belge et du Ruanda-Urundi" sont remplacés par les mots "ou la commune".

.../...

Article 5.-

L'article 9 de la même loi est complété par la disposition suivante :

article 3 du projet partim).

"Lorsqu'une autorité administrative est tenue de statuer , mais omet de le faire pendant une période de quatre mois après avoir été saisie par un intéressé d'une demande écrite, le silence de cette autorité est censé constituer une décision de rejet susceptible de recours. Toutefois, aucune dérogation n'est apportée aux dispositions particulières qui établissent un délai différent ou qui attachent au silence de l'autorité administrative des effets différents".

Article 6.-

(article nouveau proposé par le Conseil d'Etat)

L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16.

S'il y a lieu à enquête, la section d'administration ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par le membre du Conseil d'Etat ou de l'auditorat qu'elle aura commis.

La chambre peut ordonner que les témoins seront entendus sous serment. En ce cas, ils prêteront le serment suivant : "Je jure de dire la vérité; ainsi m'aide Dieu".

Les témoins sont cités par lettre recommandée à la poste. Toute personne citée pour être entendue en témoignagne par application du présent article, sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation. Le refus de comparaître, de prêter serment ou de déposer sera puni d'une amende de vingt-six à cent francs.

.../...

Procès-verbal relatif à la non-comparution ou au refus de témoigner sous serment sera dressé et transmis au Procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le témoin devait être entendu.

Les dispositions du Code pénal relatives au faux témoignage en matière civile ainsi qu'à la subornation de témoins sont applicables à la procédure d'enquête prévue par le présent article".

Article 7.-

Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 21bis.-

article 3 du projet partim)

"Pour l'introduction d'un recours en annulation contre une décision implicite de rejet, le délai de prescription commence à courir le lendemain de l'expiration de la période de quatre mois fixée par l'article 9, alinéa 2.

Si, après l'expiration de la période de quatre mois, l'autorité administrative prend une décision explicite, le recours en annulation est, en tout cas, ouvert contre cette dernière décision dans le délai ordinaire déterminé par le règlement de procédure".

Article 8.-

L'article 22, alinéa 2, de la même loi est complété comme suit :

rticle nouveau proposé par le Conseil d'Etat).

"Ils ne peuvent non plus connaître de contestations relatives à des affaires sur lesquelles ils ont donné leur avis comme membres de la section de législation en application de l'article 3bis".

.../...

Article 9.-

L'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

(article 4 du projet).

"Article 28. § 1er. Le Conseil d'Etat est composé de dix-huit membres, étant un premier président, un président, quatre présidents de chambre et douze conseillers d'Etat .

§ 2. Le Conseil d'Etat comporte en outre :

1° un auditorat, comprenant un auditeur général, quatre premiers auditeurs, dix-huit auditeurs et dix-huit auditeurs adjoints;

2° un bureau de coordination comprenant un premier auditeur, trois auditeurs et trois auditeurs adjoints;

3° un greffe comprenant un référendaire-greffier en chef et six greffiers".

Article 10.-

L'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

article 5 du projet).

"Article 31. § 1er. Nul ne peut être nommé auditeur adjoint s'il n'a vingt-cinq ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Les auditeurs adjoints sont nommés par le Roi sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury.

.../...

amendement apporté le 21 septembre 1962 à l'article 5 du projet, § 1er, alinéa 3).

Le jury doit comprendre au moins un membre du Conseil d'Etat, l'auditeur général ou un premier auditeur ou auditeur désigné par lui, et une personne étrangère à l'institution.

§ 2. Les auditeurs sont choisis parmi les auditeurs adjoints qui ont exercé effectivement leurs fonctions pendant cinq ans au moins.

Les auditeurs sont nommés par le Roi sur deux listes de deux candidats présentées, l'une par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, et l'autre par l'auditeur général.

§ 3. Les premiers auditeurs sont choisis parmi les auditeurs qui ont exercé effectivement les fonctions d'auditeur ou d'auditeur adjoint pendant dix ans au moins.

Les premiers auditeurs sont nommés par le Roi sur deux listes de trois candidats présentées, l'une par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, et l'autre par l'auditeur général.

§ 4. L'auditeur général est choisi parmi les premiers auditeurs ou parmi les auditeurs remplissant les conditions fixées pour être nommé premier auditeur. Il peut également être choisi parmi les membres du Conseil d'Etat ou parmi les personnes remplissant les conditions fixées pour être nommé membre du Conseil d'Etat.

L'auditeur général est nommé par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

.../...

§ 5. L'auditeur général, les premiers auditeurs, les auditeurs et les auditeurs adjoints peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu".

(1)

Article 11.-

L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 32.

§ 1er. Nul ne peut être nommé greffier s'il n'a vingt-cinq ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Les greffiers sont nommés par le Roi sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury.

Sur proposition de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, il peut également être pourvu à une place de greffier par la nomination d'un des lauréats d'un concours organisé depuis moins de deux ans pour le recrutement d'auditeurs adjoints. Il est fait appel à ces lauréats dans l'ordre de leur classement.

§ 2. Le référendaire-greffier en chef est choisi parmi les auditeurs, les auditeurs adjoints ou les greffiers qui ont exercé effectivement leurs fonctions pendant cinq ans au moins.

Le référendaire-greffier en chef est nommé par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

§ 3. Le référendaire-greffier en chef et les greffiers peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu".

.../...

(1) Sous réserve des dispositions complémentaires concernant le mode de désignation à l'auditorat et au bureau de coordination des premiers auditeurs, auditeurs et auditeurs adjoints.

Article 12.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958 et par la loi du 8 février 1962 :

1°) Le § 1er, alinéa 2, est remplacé par les dispositions suivantes :

rticle 7
u projet).

" Les membres du Conseil d'Etat doivent, pour la moitié de leur nombre, justifier par leur diplôme qu'ils ont subi l'examen de docteur en droit en langue néerlandaise, l'autre moitié devant, de la même manière, justifier avoir subi cet examen en langue française. Il en est de même des assesseurs, de l'auditeur général et des premiers auditeurs comptés ensemble, des auditeurs, des auditeurs adjoints et des greffiers. S'il est prévu pour une de ces catégories, un nombre impair d'emplois, un titulaire de cette catégorie ne sera pas compté pour l'application de la présente disposition. Dans les nominations de membres du bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique".

2°) Le § 2, alinéa 2, est remplacé par les dispositions suivantes :

rticle 8
u projet).

" Un président de chambre et trois conseillers au moins, l'auditeur général, au moins deux premiers auditeurs, cinq auditeurs et cinq auditeurs adjoints, le référendaire-greffier en chef et au moins deux greffiers doivent justifier de la connaissance de la langue nationale autre que celle de leur diplôme".

./.

3°) Le § 2, dernier alinéa, est remplacé par les dispositions suivantes :

(article 9 du projet).

" La justification de la connaissance de la seconde langue nationale est faite conformément à l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Pour les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat et pour les membres du personnel administratif attaché à celui-ci, cette justification peut également être faite par la réussite d'un examen spécial. Cet examen est subi devant un jury présidé par un membre du Conseil d'Etat et composé, pour le surplus, de la manière fixée par l'article 55 précité. Le Roi règle l'organisation de l'examen et en détermine la matière en tenant compte des exigences propres des activités du Conseil d'Etat".

rticle 10 du projet).

4°)Au § 3, le mot "conseiller" est remplacé par les mots "membre du Conseil d'Etat" et les mots "un greffier ou greffier adjoint" par les mots "un membre du greffe".

Article 13.-

rticle 11 ı projet).

L'article 34 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 34.

§ 1er. Les conseillers sont nommés par le Roi sur deux listes comprenant chacune trois candidats et présentées, l'une par le Conseil d'Etat, l'autre alternativement par la Chambre des représentants et le Sénat.

./.

§ 2. Le Conseil d'Etat choisit en son sein son premier président, son président et ses présidents de chambre.

§ 3. Le premier président, le président, les présidents de chambre et les conseillers sont nommés à vie".

Article 14.-

(article 12 du projet). L'article 36 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 36.

§ 1er. L'auditeur général dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux.

Il contrôle l'activité des membres du bureau de coordination.

§ 2. Les membres de l'auditorat participent à l'instruction dans les deux sections. Ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la section d'administration. A cette section, ils donnent leur avis, en audience publique, à la fin des débats.

§ 3. Les membres du bureau de coordination ont notamment pour mission de coordonner les lois, les arrêtés royaux organiques et les divers textes réglementaires généraux en vigueur en Belgique.

La documentation réunie par ce bureau est tenue à la disposition des deux sections du Conseil d'Etat".

Article 15.-

rticle 13 u projet). L'article 38, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Le président, les présidents de chambre, les conseillers, les assesseurs de la section de législation,

./.

l'auditeur général, les premiers auditeurs, les auditeurs, les auditeurs adjoints, le référendaire-greffier en chef et les greffiers prêtent ce serment entre les mains du premier président".

Article 16.-

article nouveau proposé par le Conseil d'Etat).

L'article 39, alinéa ler, de la loi du 23 décembre 1946 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 39.

L'assemblée générale du Conseil d'Etat se compose du premier président, du président, des présidents de chambre et des conseillers. Elle est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat; à leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien des présidents de chambre ou, le cas échéant, des conseillers présents".

Article 17.-

article 14 du projet).

L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :
"Article 42.

Un arrêté royal prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe.

Le Roi règle la préséance et les honneurs".

Article 18.-

L'article 43, alinea ler, de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par les dispositions suivantes :
"Article 43.

rticle 15 u projet).

La section de législation est composée de six membres du Conseil d'Etat désignés par le Roi pour un terme de trois ans, et des assesseurs visés à l'article

./.

29. Elle comprend le premier président ou le président du Conseil d'Etat, et un président de chambre. Deux des membres du Conseil d'Etat doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales, deux autres de la connaissance de la langue française et deux autres de la connaissance de la langue néerlandaise. Le Roi désigne également pour un terme de trois ans, et pour suppléer les titulaires en cas d'empêchement, deux membres du Conseil d'Etat justifiant de la connaissance des deux langues nationales, deux autres justifiant de la connaissance de la langue française et deux autres justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise".

(1)

Article 19.-

rticle 16 projet).

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 44 de la même loi :

1°) Les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

" La section de législation est divisée en deux chambres. Chacune de celles-ci siège au nombre de trois membres du Conseil d'Etat et de deux assesseurs.

Une des chambres est présidée par le premier président ou le président du Conseil d'Etat, l'autre par le président de chambre désigné pour faire partie de la section de législation. A leur défaut,

./.

(1) Sous réserve de l'observation faite dans l'avis au sujet de l'article 15 du projet .

la présidence est exercée par le plus ancien membre présent du Conseil d'Etat".

2°) L'alinéa 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Une des chambres comprend les deux titulaires et les deux suppléants justifiant de la connaissance de la langue française. L'autre chambre comprend les deux titulaires et les deux titulaires et les deux suppléants justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise. Chaque chambre comprend, en outre, un titulaire et un suppléant justifiant de la connaissance des deux langues nationales. Les assesseurs doivent justifier de la connaissance de la langue employée par la chambre dans laquelle ils sont appelés à siéger".

- (1)

---

(1) Sous réserve de l'introduction de dispositions complétant l'article 44, alinéa 5, de la loi organique et de l'insertion d'un article 45bis suggérées à l'occasion de l'examen de l'article 2 du projet.

Article 20.-

article 17 du projet)

L'article 46, alinéas 2 et 3, de la même loi, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Prennent part à l'assemblée générale et y ont voix délibérative, les membres du Conseil d'Etat désignés comme titulaires ou comme suppléants pour faire partie de la section de législation ainsi que les assesseurs.

L'assemblée générale est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat; ils ont voix délibérative, même s'ils ne font pas partie de la section de législation.

A leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien des présidents de chambre ou, le cas échéant, des conseillers présents".

Article 21.-

L'article 47 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

ırticle 18 du ›rojet).

"Article 47. § 1er. La section d'administration est divisée en cinq chambres, dont deux chambres de langue française, deux chambres de langue néerlandaise et une chambre bilingue.

Le premier président peut constituer des chambres de complément si le nombre des affaires introduites le réclame.

.../...

§ 2. Les chambres de langue néerlandaise, composées de membres justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise, connaissent de toutes les affaires qui doivent être traitées en langue néerlandaise.

Les chambres de langue française, composées de membres justifiant de la connaissance de la langue française, connaissent de toutes les affaires qui doivent être traitées en langue française.

La chambre bilingue, composée de membres justifiant de la connaissance des deux langues nationales, connaît des affaires qui lui sont spécialement dévolues par l'article 25, §§ 2, 11 et 14.

§ 3. La chambre comprenant le membre du Conseil d'Etat qui justifie de la connaissance de la langue allemande connaît des affaires dans lesquelles il doit être fait usage de la langue allemande, et des affaires dans lesquelles il doit être fait usage à la fois de la langue allemande et d'une des deux langues nationales. Si celle-ci n'est pas la langue de la chambre comprenant le membre du Conseil d'Etat qui justifie de la connaissance de la langue allemande, l'affaire est déférée à la chambre bilingue instituée par le § 2, alinéa 3; toutefois, dans ce cas, le membre du Conseil d'Etat qui justifie de la connaissance de la langue allemande siège à la place du membre du Conseil d'Etat le moins ancien qui fait partie de la chambre bilingue.

.../...

§ 4. Les membres du Conseil d'Etat désignés pour faire partie de la section de législation peuvent être appelés à siéger dans la section d'administration chaque fois qu'il y a lieu, soit pour former la chambre bilingue, soit pour suppléer un membre d'une chambre de langue néerlandaise ou d'une chambre de langue française en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour constituer des chambres de complément".

Article 22.-

L'article 49 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

article 19 du projet)

"Article 49. L'assemblée générale est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat; à leur défaut, la présidence est exercée par le plus ancien des présidents de chambre ou, le cas échéant, des conseillers présents.

Le président de l'assemblée générale a voix délibérative, même s'il ne fait pas partie de la section d'administration ".

Article 23.-

L'article 52 de la même loi est complété par la disposition suivante :

rticle 21 du projet mendé le 9.11.1962)

"Pour l'application du présent article, il est tenu compte des périodes durant lesquelles un membre du Conseil d'Etat a été en congé pour cause de mission ou a été détaché conformément à l'article 54bis, § 2, alors qu'il était membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe. Le bénéfice de la présente disposition est subordonné à la condition que l'intéressé ait, pendant ces périodes, continué à percevoir le

/

traitement attaché à ses fonctions au Conseil d'Etat. Toutefois, il est également tenu compte des périodes durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions de juge dans un organisme supranational ou international".

Article 24.-

(article 22 du projet amendé le 19.11.1962)

Un article 52bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 52bis. L'auditeur général, les premiers auditeurs, les auditeurs et les auditeurs adjoints, ainsi que le référendaire-greffier en chef sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-dix ans.

Les articles 9, 10, 11, 14 et 15 de la loi du 25 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats leur sont applicables.

Pour l'application du présent article, il est tenu compte des périodes durant lesquelles le titulaire d'une des fonctions énumérées à l'alinéa 1er, ou a été détaché ou a été mis en congé pour cause de mission alors qu'il était membre du Conseil d'Etat. Le bénéfice de la présente disposition est subordonné à la condition que l'intéressé ait, pendant ces périodes, continué à percevoir le traitement attaché à ses fonctions au Conseil d'Etat. Il est également tenu compte des périodes durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions de juge dans un organisme supranational ou international".

.../...

Article 25.-

(article proposé par le Conseil d'Etat).

Un article 52ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 52ter. Lorsqu'un membre de l'auditorat ou du bureau de coordination, ou le référendaire-greffier en chef est, après avoir été nommé membre du Conseil d'Etat, mis à la retraite en cette qualité, les articles 10, alinéa 2, et 11 de la loi du 25 juillet 1867 lui restent applicables pour la prise en considération des années pendant lesquelles il a exercé les fonctions de membre de l'auditorat ou du bureau de coordination, ou de référendaire-greffier en chef".

Article 26.-

(article 23 du projet).

L'article 53 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 53. § 1er. Les greffiers et les employés sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans.

La loi générale sur les pensions civiles leur est applicable.

§ 2. Les greffiers et les employés qui, à l'âge de soixante-cinq ans révolus, ne réunissent pas les conditions légales de service pour obtenir une pension de retraite, sont placés dans la position de disponibilité selon le même régime que celui qui est prévu pour les agents de l'Etat.

.../...

Toutefois, dans le cas où ils ne compteraient pas dix années de service, ils sont maintenus en activité jusqu'à ce que le minimum légal du temps de service leur soit acquis.

§ 3. Les greffiers et les employés peuvent, sur la proposition du Conseil d'Etat, être exceptionnellement maintenus en activité au-delà des limites fixées à l'alinéa 1er, dans le cas où le Conseil d'Etat aurait un intérêt particulier à conserver leur concours, alors qu'ils devraient être remplacés s'ils étaient mis à la retraite.

Le Roi statue sur le maintien en activité des greffiers sur avis des Ministres réunis en Conseil. Il autorise, dans la même forme, le maintien en activité des employés.

Le maintien en activité n'a d'effet que pour un an; il peut être renouvelé".

Article 27.-

rticles 24 t 25 du rojet)

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 54 de la même loi, modifié par les lois des 15 février 1955 et 15 avril 1958 :

1° les alinéas 1er à 5 formeront le § 1er ;

.../...

2° l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante, qui formera le § 2 :

"§ 2. Les dispositions du § 1er s'appliquent aux membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe. Toutefois, le Roi ne peut les autoriser à exercer des fonctions dans l'enseignement supérieur que si ces fonctions ne comprennent pas plus de quatre heures de cours par semaine et si ces cours ne sont pas répartis sur plus de deux demi-journées par semaine";

3° l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante, qui formera un § 3 :

"§ 3. Les dispositions du § 1er s'appliquent aux employés. Toutefois des dérogations peuvent être autorisées ... (voir texte actuel) ...".

Article 28.-

article 26, §§ 1er à 3, du projet amendé le 19.11.62).

L'article 54bis, inséré dans la même loi par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 54bis. § 1er. Sans préjudice aux incompatibilités établies par l'article 54, les membres du Conseil d'Etat peuvent, de leur consentement, être chargés par le Roi d'accomplir des missions auprès d'institutions nationales, à la condition qu'ils les accomplissent gratuitement.

Ils peuvent également être autorisés par le Roi à accomplir des missions auprès d'institutions supranationales, internationales ou étrangères.

Au cas où les tâches qui leur sont ainsi dévolues ne leur permettent plus de s'acquitter de leurs fonctions, les membres du Conseil d'Etat sont mis en congé pour cause de mission.

§ 2. Sous réserve des incompatibilités particulières établies par l'article 54, les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe peuvent, de leur consentement, être chargés par le Roi d'accomplir des missions ou d'exercer des fonctions auprès d'institutions nationales. Ils peuvent également être autorisés par le Roi à accomplir des missions ou exercer des fonctions auprès d'institutions supranationales , internationales ou étrangères. Au cas où les tâches qui leur sont ainsi dévolues ne leur permettent plus de s'acquitter de leurs fonctions au Conseil d'Etat, ils font l'objet d'une mesure de détachement.

.../...

§ 3. Toutes les décisions et autorisations prévues par les §§ 1er et 2 sont prises sur avis conforme de l'assemblée générale du Conseil d'Etat si elles concernent des membres du Conseil d'Etat, sur avis conforme du premier président et de l'auditeur général si elles concernent des membres de l'auditorat ou du bureau de coordination; sur avis conforme du premier président et du référendaire-greffier en chef si elles concernent un greffier.

§ 4. Le congé pour cause de mission et le détachement ne peuvent excéder un an. Des prorogations peuvent toutefois être accordées aux conditions fixées par les §§ 1er à 3, pour des périodes d'un an au plus, sans que la durée totale du congé ou du détachement puisse excéder trois ans.

Aucun nouveau congé pour cause de mission ni aucun nouveau détachement n'est admis s'il ne s'est écoulé, depuis la fin du précédent, un délai minimum de trois ans; il ne peut être dérogé à cette disposition que sur avis conforme de l'assemblée générale du Conseil d'Etat statuant à la majorité des deux tiers.

.../...

Si, à l'expiration du congé ou du détachement, l'intéressé n'a pas repris ses fonctions au Conseil d'Etat, il est réputé démissionnaire.

§ 5. Les membres du Conseil d'Etat en congé pour cause de mission et les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe détachés conservent leur place sur la liste de rang. Au cours de leur congé ou de leur détachement, ils peuvent être nommés à d'autres fonctions au Conseil d'Etat.

§ 6. S'il s'agit de missions accomplies auprès d'institutions nationales ou de fonctions exercées auprès des mêmes institutions, les intéressés continuent à percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat. Aucune rétribution complémentaire ne peut être accordée, ni aucune indemnité en dehors de celles qui couvrent des charges réelles inhérentes aux missions ou aux fonctions confiées.

S'il s'agit de missions accomplies auprès d'institutions supranationales, internationales ou étrangères, les intéressés cessent de percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat".

.../...

Article 29.-

(article 26, § 4, du projet amendé le 19 novembre 1962)

Un article 54ter,rédigé comme suit,est inséré dans la même loi :

"Article 54ter. Les membres du Conseil d'Etat en congé pour cause de mission ainsi que les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe qui sont détachés peuvent être remplacés nonobstant le nombre de places fixé par l'article 28, sans qu'il puisse toutefois y avoir au-delà de ce nombre, plus de deux conseillers d'Etat, plus de quatre auditeurs ou auditeurs adjoints comptés ensemble, et plus d'un greffier.

Pour l'application de l'article 33, § 1er, alinéas 1er et 2, les nominations faites en vue d'assurer des remplacements sont considérées comme des nominations à des places nouvelles.

Les titulaires des fonctions conférées pour assurer des remplacements sont nommés définitivement. Ils accèdent de plein droit, au fur et à mesure des vacances, aux places prévues par l'article 28 pour autant qu'ils justifient des connaissances requises en matière de langues pour occuper la place devenue vacante".

Article 30.-

article 26, § 5, du projet amendé le 19 novembre 1962)

Un article 54quater,rédigé comme suit,est inséré dans la même loi :

"Article 54quater. Les employés du Conseil d'Etat peuvent faire l'objet de décisions de détachement dans les conditions déterminées par lui".

.../...

Article 31.-

(article proposé par le Conseil d'Etat).

A l'article 57 de la même loi modifiée par la loi du 15 avril 1958, les mots "et de l'auditorat" sont remplacés par les mots "de l'auditorat et du bureau de coordination".

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS A LA LOI DU 5 AVRIL 1955 RELATIVE AUX TRAITEMENTS DES TITULAIRES D'UNE FONCTION AU CONSEIL D'ETAT.

Article 32.-

(article 27 du projet)

L'article 1er de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. § 1er. Sans préjudice des mesures prises en application de l'article 5, les traitements du premier président, du président, des présidents de chambre, des conseillers d'Etat, de l'auditeur général, des premiers auditeurs, des auditeurs, des auditeurs adjoints, du référendaire-greffier en chef et des greffiers du Conseil d'Etat, sont fixés comme suit :

premier président	386.000 francs
président	376.000 francs
présidents de chambre	336.000 francs
conseillers	304.000 francs
auditeur général	359.000 francs
premiers auditeurs	304.000 francs
auditeurs	256.000 francs
auditeurs adjoints	193.000 francs
référendaire-greffier en chef	256.000 francs
greffiers	153.000 francs.

.../...

§ 2. Lorsqu'un membre du Conseil des mines est détaché au Conseil d'Etat au titre d'assesseur minier, son traitement est fixé à 188.000 francs".

Article 33.-

(article 28 du projet)

L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. Sans préjudice des mesures prises en application de l'article 5, l'indemnité annuelle pour les assesseurs de la section de législation du Conseil d'Etat est fixée à 152.000 francs".

Article 34.-

(article 29 du projet amendé le 19 novembre 1962)

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. § 1er. Les traitements et indemnités visés aux articles 1er et 2 sont majorés après chaque période de trois années de fonctions au Conseil d'Etat.

Ces majorations se répartissent comme suit :

1° en ce qui concerne le premier président, le président, les présidents de chambre, les conseillers d'Etat, l'auditeur général, les premiers auditeurs, les auditeurs, les auditeurs adjoints, le référendaire-greffier en chef et les greffiers : sept majorations successives d'un import total de 72.000 francs, les trois premières de 14.400 francs et les quatre autres de 7.200 francs;

2° en ce qui concerne les assesseurs de la section de législation : sept majorations successives d'un import total de 36.000 francs, les trois premières de 7.200 francs et les quatre autres de 3.600 francs.

.../...

§ 2. Les majorations prennent cours au premier jour du semestre civil qui suit l'expiration de chaque période de trois années.

§ 3. Le bénéfice de l'ancienneté reste acquis aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, quelles que soient les promotions dont ils puissent faire l'objet. Le cas échéant, il est tenu compte des années pendant lesquelles les intéressés ont été membres du personnel administratif du Conseil d'Etat.

Pour le calcul des augmentations périodiques, il est, en faveur de ceux des titulaires de fonctions au Conseil d'Etat qui, au moment de leur nomination, ont plus de dix années de barreau, d'administration générale, de magistrature ou d'enseignement supérieur, tenu compte de chaque année de barreau, de magistrature, d'enseignement ou d'administration dépassant ces dix années.

Dans le cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps pendant une ou plusieurs années, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations d'ancienneté et chacune de ces années ne peut être comptée que pour une seule unité.

Pour le calcul des augmentations périodiques, il est tenu compte des périodes durant lesquelles le titulaire d'une fonction au Conseil d'Etat est en congé pour cause de mission ou est détaché conformément à l'article 54bis de la loi du 23 décembre 1946.

.../...

§ 4. Pour le calcul des augmentations périodiques attribuées aux assesseurs miniers, il est tenu compte de leurs années de fonctions comme membres effectifs du Conseil des mines".

CHAPITRE III. - MODIFICATIONS APPORTEES A LA LOI DU 15 AVRIL 1958 MODIFIANT LA LOI DU 23 DECEMBRE 1946.

Article 35.-

(article 30 du projet)

L'article 17, § 2, de la loi du 15 avril 1958, modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Les greffiers adjoints et les docteurs en droit, membres du personnel administratif du Conseil d'Etat, nommés en l'une ou l'autre de ces qualités, au plus tard le 1er mai 1962, peuvent, sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et de l'auditeur général, être nommés auditeurs adjoints sans être soumis au concours prévu par l'article 31, § 1er, de la loi du 23 décembre 1946.

Ils devront toutefois, avant de pouvoir bénéficier d'une proposition en vertu de la présente disposition, avoir satisfait à une épreuve d'aptitude dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury; seront dispensés de cette épreuve les lauréats d'un concours organisé pour le recrutement de substituts ou d'auditeurs adjoints".

.../...

Article 36.-

article 31 du projet)

L'article 17, § 3, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Si l'auditeur général ne justifie pas de la connaissance de la langue nationale autre que celle de son diplôme, le Roi désigne parmi les premiers auditeurs, pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions, un premier auditeur qui a obtenu son diplôme dans la langue dont l'auditeur général n'a pas la connaissance ou qui est inscrit au rôle linguistique qui n'est pas celui auquel appartient l'auditeur général, conformément à l'arrêté royal visé au § 7 du présent article".

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS ABROGATOIRES.

Article 37.-

article 32 du projet)

Sont abrogés :

1° l'article 6, l'article 25, § 1er, et l'article 37 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

2° la deuxième phrase de l'article 17, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 avril 1958, modifiant celle du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

3° la loi du 24 juin 1960 autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat.

.../...

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 38.-

(article 33 du projet)

L'auditeur général adjoint, en fonctions en cette qualité en vertu de l'article 17, § 3, de la loi du 15 avril 1958, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, acquiert de plein droit la qualité de premier auditeur, sans préjudice de sa qualité d'auditeur général adjoint qu'il conserve avec les titre, devoirs et avantages y afférents.

Les membres du bureau de coordination qui, le 1er mai 1962, comptaient au moins cinq ans de fonctions en cette qualité ou en qualité de substitut de l'auditeur général, acquièrent de plein droit la qualité d'auditeur. Ils prennent rang en cette qualité à la suite des auditeurs déjà en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Les membres du bureau de coordination qui, le 1er mai 1962, comptaient moins de cinq ans de fonctions en cette qualité ou en qualité de substitut de l'auditeur général, acquièrent de plein droit la qualité d'auditeur adjoint. Ils prennent rang en cette qualité à la date de leur nomination en qualité de membre du bureau de coordination ou, le cas échéant, à la date de leur nomination en qualité de substitut de l'auditeur général.

Le greffier, les substituts de l'auditeur général et les greffiers adjoints en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi prennent respectivement les titres de référendaire-greffier en chef, d'auditeur adjoint et de greffier. Pour le calcul de leur ancienneté, les années pendant lesquelles

.../...

ils ont exercé leurs fonctions sous le titre établi avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à être prises en considération".

Article 39 -

(article 34 du projet amendé le 19 novembre 1962)

§ 1er. Nonobstant les articles 28, § 2, et 33, § 1er, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifiés par la présente loi, les auditeurs adjoints qui, le 1er mai 1962, étaient en fonctions comme membres du bureau de coordination ou comme substituts de l'auditeur général peuvent, après quinze ans de fonctions en qualité d'auditeur adjoint, de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général, être nommés auditeurs. Ces nominations ont lieu sur proposition conjointe de l'assemblée générale du Conseil d'Etat et de l'auditeur général.

Pour le calcul de l'ancienneté requise dans le chef des bénéficiaires du présent article, il est éventuellement tenu compte de la moitié de la durée des services qu'ils ont accomplis en qualité de greffier adjoint ou de membre du personnel administratif attaché au bureau de coordination.

Sous réserve de l'article 54ter de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi, l'application du présent article ne peut avoir pour effet de porter au delà de quarante-deux le nombre total des auditeurs et auditeurs adjoints.

.../...

Les auditeurs adjoints qui justifient de la connaissance de la seconde langue nationale et qui sont nommés auditeurs en vertu du présent article continuent à être comptés avec les auditeurs adjoints pour l'application de l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi.

§ 2. Les auditeurs nommés en application du présent article accèdent de plein droit, au fur et à mesure des vacances, aux places d'auditeurs prévues par l'article 28, § 2, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la présente loi, pour autant qu'ils justifient des connaissances requises en matière de langues pour occuper la place devenue vacante. Toutefois, les intéressés n'accèdent de plein droit qu'aux places devenant respectivement vacantes soit à l'auditorat, soit au bureau de coordination, selon qu'ils font partie de l'un ou de l'autre de ces organismes".

Article 40.-

(article 35 du projet)

Les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat qui ont été autorisés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi à exercer des fonctions dans l'enseignement supérieur, conservent le bénéfice des autorisations ainsi accordées.

Toutefois, s'il s'agit des membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe, leurs cours ne pourront être reportés sur plus de deux demi-journées par semaine, et le nombre de ces cours ne pourra être augmenté au-delà de la limite fixée à l'article 54, § 2, de la loi du 23 décembre 1946, telle qu'elle est modifiée par la présente loi.

Article 41.-

(article 36 du projet).

Sont assimilées à des périodes d'exercice effectif des fonctions au Conseil d'Etat, les périodes durant lesquelles un membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe a été détaché avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe détachés avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés démissionnaires le jour où leur détachement excède une durée de trois ans, et, au plus tôt, à l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi .

Article 42.-

(article 37 du projet).

Par dérogation à l'article 1er, § 1er, de la loi du 5 avril 1955, modifiée par l'article 27 de la présente loi, le référendaire-greffier en chef, qui est en fonctions en qualité de greffier à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, bénéficie d'un traitement de 304.000 francs.

Article 43.-

(article 38 du projet)

Continuent à bénéficier, à titre personnel, des traitements et des régimes de majorations d'ancienneté établis par la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat :

.../...

1° les auditeurs adjoints qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont en fonctions en qualité de membre du bureau de coordination ou de substitut de l'auditeur général;

2° les greffiers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont en fonctions en qualité de greffier adjoint.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN BETREFFENDE DE RAAD VAN STATE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

EERSTE HOOFDSTUK. - WIJZIGING VAN DE WET VAN 23 DECEMBER 1946 HOUDENDE INSTELLING VAN EEN RAAD VAN STATE.

Artikel 1.-

(nieuw artikel door de Raad van State voorgesteld)

In artikel 1 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi" geschrapt.

.../...

Artikel 2.-

(artikel 1 van het ontwerp).

Artikel 2, derde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Ministers kunnen het beredeneerd advies van de afdeling vragen over alle wetsvoorstellen en over alle amendementen op wetsontwerpen of -voorstellen".

Artikel 3.-

(artikel 2 van het ontwerp).

In dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 3bis.

De Ministers kunnen het advies van de afdeling wetgeving vragen in alle niet betwiste administratieve aangelegenheden. Zodanig advies mag echter alleen worden gevraagd over moeilijkheden die de uitvoerende macht dient op te lossen".

Artikel 4.-

(nieuw artikel door de Raad van State voorgesteld).

In artikel 7, § 1, eerste en tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "de gemeente of het gouvernement van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi" vervangen door de woorden "of de gemeente".

.../...

Artikel 5.-

(artikel 3 van het ontwerp, partim).

Artikel 9 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Wanneer een administratieve overheid verplicht is te beschikken maar dit niet doet binnen vier maanden nadat een belanghebbende een schriftelijke aanvraag heeft ingediend, wordt haar stilzwijgen geacht een afwijzende beslissing te zijn, waartegen beroep kan worden ingesteld. Nochtans wordt niet afgeweken van de bijzondere bepalingen die een andere termijn vaststellen of aan het stilzwijgen van de administratieve overheid andere rechtsgevolgen verbinden".

Artikel 6.-

(nieuw artikel door de Raad van State voorgesteld).

Artikel 16 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.

Is er aanleiding tot een onderzoek, dan beveelt de afdeling administratie dat het wordt ingesteld, hetzij op haar terechtzitting, hetzij door het lid van de Raad van State of van het auditoraat dat zij aanstelt.

De kamer kan bevelen, dat getuigen onder eed worden gehoord. In dat geval leggen dezen de volgende eed af : "Ik zweer dat ik de waarheid zal zeggen ; zo helpe mij God".

.../...

De getuigen worden bij een ter post aangetekende brief gedagvaard. Al wie gedagvaard wordt om als getuige te worden gehoord krachtens dit artikel, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding gevolg te geven. Hij die weigert te verschijnen, de eed af te leggen of te getuigen, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank.

Van het niet-verschijnen of van de weigering om onder eed te getuigen wordt proces-verbaal opgemaakt; dit wordt gezonden aan de procureur des Konings van het arrondissement waar de getuige moest worden gehoord.

De bepalingen van het Strafwetboek betreffende de valse getuigenis in burgerlijke zaken en betreffende de verleiding van getuigen zijn van toepassing op de in dit artikel bepaalde onderzoeksprocedure".

Artikel 7.-

(artikel 3 van het ontwerp, partim).

In dezelfde wet wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 21bis.- Voor het instellen van een beroep tot nietigverklaring van een impliciete afwijzende beslissing gaat de verjaringstermijn in daags na het verstrijken van de in artikel 9, tweede lid, bepaalde periode van vier maanden.

.../...

Indien de administratieve overheid na het verstrijken van de vier maanden een uitdrukkelijke beslissing neemt, staat daartegen in ieder geval beroep tot nietigverklaring open binnen de gewone, in de procedureregeling bepaalde termijn".

Artikel 8.-

Artikel 22, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

(nieuw artikel door de Raad van State voorgesteld) .

"Zij mogen evenmin kennis nemen van betwistingen in zaken waarin zij als lid van de afdeling wetgeving krachtens artikel 3bis advies hebben gegeven".

Artikel 9.-

Artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

artikel 4 an het ontwerp).

"Artikel 28.

§ 1. De Raad van State is samengesteld uit achttien leden die zijn een eerste voorzitter, een voorzitter, vier kamervoorzitters en twaalf staatsraden.

§ 2. De Raad van State telt bovendien :

1° een auditoraat, samengesteld uit een auditeur-generaal, vier eerste auditeurs, achttien auditeurs en achttien adjunct-auditeurs ;

.../...

2° een coördinatiebureau, samengesteld uit een eerste auditeur, drie auditeurs en drie adjunct-auditeurs ;

3° een griffie, samengesteld uit een referendaris-hoofdgriffier en zes griffiers".

Artikel 10.-

Artikel 31 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 31.

(artikel 5 van het ontwerp).

§ 1. Niemand kan tot adjunct-auditeur worden benoemd tenzij hij volle vijfentwintig jaar oud en doctor in de rechten is.

De adjunct-auditeurs worden door de Koning benoemd uit een lijst met vermelding van de orde van hun rangschikking in een vergelijkend examen, waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie aanstelt.

(amendement op 21 september 1962 voorgesteld voor artikel 5, § 1, derde lid, van het ontwerp).

De examencommissie moet bestaan uit ten minste één lid van de Raad van State, de auditeur-generaal of een door hem aangewezen eerste auditeur of auditeur, en een persoon die niet tot de Instelling behoort.

.../...

§ 2. De auditeurs worden gekozen uit de adjunct-auditeurs die ten minste vijf jaar hun ambt werkelijk hebben uitgeoefend.

De auditeurs worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, waarvan de ene door de algemene vergadering van de Raad van State, de andere door de auditeur-generaal wordt voorgedragen.

§ 3. De eerste auditeurs worden gekozen uit de auditeurs die gedurende ten minste tien jaar het ambt van auditeur of adjunct-auditeur werkelijk hebben uitgeoefend.

De eerste auditeurs worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van drie kandidaten, waarvan de ene door de algemene vergadering van de Raad van State, de andere door de auditeur-generaal wordt voorgedragen.

§ 4. De auditeur-generaal wordt gekozen uit de eerste auditeurs, of uit de auditeurs die voldoen aan de voorwaarden om tot eerste auditeur te worden benoemd ; hij kan ook worden gekozen uit de leden van de Raad van State of uit personen die voldoen aan de voorwaarden om tot lid van de Raad van State te worden benoemd.

De auditeur-generaal wordt door de Koning benoemd, de Raad van State gehoord.

.../...

§ 5. De auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs en de adjunct-auditeurs kunnen door de Koning worden ontslagen, de Raad van State gehoord".

(1)

Artikel 11.-

(artikel 6 van het ontwerp).

Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 32.

§ 1. Niemand kan tot griffier worden benoemd tenzij hij volle vijfentwintig jaar oud en doctor in de rechten is

De griffiers worden door de Koning benoemd uit een lijst met vermelding van hun rangschikking in een vergelijkend examen, waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie samenstelt.

Op voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State kan een ambt van griffier ook worden begeven door benoeming van een van de geslaagden van een sedert minder dan twee jaar georganiseerd vergelijkend examen voor werving van adjunct-auditeurs. Op die geslaagden wordt een beroep gedaan in de orde van hun rangschikking.

§ 2. De referendaris-hoofdgriffier wordt gekozen uit de auditeurs, adjunct-auditeurs of griffiers die ten minste vijf jaar hun ambt werkelijk hebben uitgeoefend.

De referendaris-hoofdgriffier wordt door de Koning benoemd, de Raad van State gehoord .

§ 3. De referendaris-hoofdgriffier en de griffiers kunnen door de Koning worden ontslagen, de Raad van State gehoord".

.../...

(1) Onder voorbehoud van de aanvullende bepalingen betreffende de aanwijzing van de eerste auditeurs, auditeurs en adjunct-auditeurs voor het auditoraat en het coördinatiebureau.

Artikel 12.-

In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958 en bij de wet van 8 februari 1962, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) Paragraaf 1, tweede lid, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

(artikel 7 van het ontwerp).

" De leden van de Raad van State moeten aan de hand van hun diploma bewijzen, de ene helft dat zij het examen van doctor in de rechten in het Nederlands, de andere helft dat zij dat examen in het Frans hebben afgelegd. Hetzelfde geldt voor de assessoren, voor de auditeur-generaal en de eerste auditeurs samen, voor de auditeurs, voor de adjunct-auditeurs en voor de griffiers. Is er voor één van die categorieën een oneven aantal betrekkingen vastgesteld, dan wordt een ambtsdrager uit die categorie voor de toepassing van deze bepaling niet medegerekend. Bij het benoemen van leden van het coördinatiebureau wordt een billijk taalevenwicht in acht genomen".

2°) Paragraaf 2, tweede lid, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

(artikel 8 van het ontwerp).

" Een kamervoorzitter en ten minste drie staatsraden, de auditeur-generaal, ten minste twee eerste auditeurs, vijf auditeurs en vijf adjunct-auditeurs, de referendaris-hoofdgriffier en ten minste twee griffiers dienen het bewijs te leveren dat zij de andere landstaal dan die van hun diploma machtig zijn".

.../...

3°) Paragraaf 2, laatste lid, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

(artikel 9 van het ontwerp).

" Het bewijs van de kennis van de tweede landstaal wordt geleverd overeenkomstig artikel 55 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

Ambtsdragers en leden van het administratief personeel van de Raad van State kunnen dat bewijs ook leveren door te slagen voor een bijzonder examen. Dat examen wordt afgelegd voor een commissie, die door een lid van de Raad van State wordt voorgezeten en voor het overige samengesteld is zoals bepaald in genoemd artikel 55. De Koning regelt de organisatie van het examen en bepaalt de examenstof met inachtneming van de eigen behoeften van de werkzaamheid van de Raad van State".

(artikel 10 van het ontwerp).

4°) In § 3 wordt het woord "raadsheer" vervangen door de woorden "lid van de Raad van State" en de woorden "een griffier of adjunct-griffier" door de woorden "een lid van de griffie".

Artikel 13.-

(artikel 11 van het ontwerp).

Artikel 34 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 34.

§ 1. De staatsraden worden door de Koning benoemd uit twee lijsten, elk met drie kandidaten, waarvan er een door de Raad van State en een beurtelings door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat wordt voorgedragen.

.../...

§ 2. De Raad van State kiest uit zijn leden zijn eerste voorzitter, voorzitter en kamervoorzitters.

§ 3. De eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters en de staatsraden worden voor het leven benoemd".

Artikel 14.-

(artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 36 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 36.

§ 1. De auditeur-generaal leidt het werk van de leden van het auditoraat en verdeelt de zaken onder hen.

Hij oefent toezicht uit op de werkzaamheden van de leden van het coördinatiebureau.

§ 2. De leden van het auditoraat nemen in beide afdelingen deel aan het onderzoek. Zij kunnen worden belast met de onderzoeksverrichtingen waartoe de afdeling administratie heeft besloten. In deze afdeling brengen zij in openbare vergadering, bij het eind van de debatten, advies uit.

§ 3. De leden van het coördinatiebureau hebben onder meer tot taak de wetten, de organieke koninklijke besluiten en de diverse algemene verordenende teksten, die in België van kracht zijn, te coördineren.

De door het bureau bijeengebrachte documentatie wordt ter beschikking van de twee afdelingen van de Raad van State gehouden".

.../...

Artikel 15.-

(artikel 13 van het ontwerp).

Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de assessoren van de afdeling wetgeving, de auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de adjunct-auditeurs, de referendaris-hoofdgriffier en de griffiers leggen die eed af in handen van de eerste voorzitter".

Artikel 16.-

(nieuw artikel door de Raad van State voorgesteld).

Artikel 39, eerste lid, van de wet van 23 december 1946 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39.

De algemene vergadering van de Raad van State is samengesteld uit de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters en de staatsraden. Zij wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of, bij zijn ontstentenis, door de voorzitter van de Raad van State; bij ontstentenis van beiden wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudstbenoemde onder de aanwezige kamervoorzitters of eventueel staatsraden".

Artikel 17.-

artikel 14 van het ontwerp).

Artikel 42 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 42.

Een koninklijk besluit bepaalt de ambtskledij die de leden van Raad van State, auditoraat, coördinatiebureau en griffie op terechtzittingen en bij officiële plechtigheden dragen.

.../...

De Koning regelt voorrang en eerbewijzen".

Artikel 18.-

(artikel 15 van het ontwerp).

Artikel 43, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 43.-

De afdeling wetgeving is samengesteld uit zes leden van de Raad van State, door de Koning aangewezen voor een termijn van drie jaar, en uit de assessoren bedoeld in artikel 29. De eerste voorzitter of de voorzitter van de Raad van State en een kamervoorzitter maken er deel van uit. Twee leden van de Raad van State moeten bewijzen dat zij beide landstalen, twee andere dat zij het Nederlands, en twee andere dat zij het Frans machtig zijn. De Koning wijst ook, voor een termijn van drie jaar, en opdat zij verhinderde titularissen kunnen vervangen, twee leden van de Raad van State aan die beide landstalen, twee andere die het Nederlands en twee andere die het Frans bewijzen machtig te zijn".

(1)

Artikel 19.-

(artikel 16 van het ontwerp).

In artikel 44 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) Het eerste en het tweede lid worden door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

---

(1) Onder voorbehoud van de opmerking in het advies gemaakt bij artikel 15 van het ontwerp.

" De afdeling wetgeving is ingedeeld in twee kamers. Iedere kamer houdt zitting met drie leden van de Raad van State en twee assessoren.

Een kamer wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of de voorzitter van de Raad van State, de andere door de kamervoorzitter die aangewezen is om van de afdeling wetgeving deel uit te maken. Bij hun ontstentenis wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudstbenoemde aanwezige lid van de Raad van State".

2°) Het vierde lid wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" Een van de kamers bestaat uit de twee titularissen en de twee plaatsvervangers die bewijzen het Nederlands machtig te zijn. De andere bestaat uit de twee titularissen en de twee plaatsvervangers die bewijzen het Frans machtig te zijn. Tot elke kamer behoren bovendien een titularis en een plaatsvervanger die bewijzen beide landstalen machtig te zijn. De assessoren moeten bewijzen de taal van de kamer waarin zij zitting moeten nemen machtig te zijn".

(1)

.../...

---

(1) Onder voorbehoud dat bepalingen tot aanvulling van artikel 44, vijfde lid, van de organieke wet en een artikel 45bis worden ingevoegd, zoals voorgesteld naar aanleiding van het onderzoek van artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 20.-

(artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 46, tweede en derde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Aan de algemene vergadering nemen met stemrecht deel de leden van de Raad van State die als titularis of als plaatsvervanger aangewezen zijn om deel uit te maken van de afdeling wetgeving, alsook de assessoren.

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of, bij zijn ontstentenis, door de voorzitter van de Raad van State. Zij zijn er stemgerechtigd, zelfs indien zij niet tot de afdeling wetgeving behoren.

Bij ontstentenis van beiden wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudstbenoemde onder de aanwezige kamervoorzitters of eventueel staatsraden".

Artikel 21.-

(artikel 18 van het ontwerp).

Artikel 47 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 47.-

§ 1. De afdeling administratie is ingedeeld in vijf kamers : twee Nederlandse, twee Franse en één tweetalige.

De eerste voorzitter kan aanvullende kamers samenstellen indien het aantal ingediende zaken dit vereist.

.../...

§ 2. De Nederlandse kamers, samengesteld uit leden die bewijzen het Nederlands machtig te zijn, nemen kennis van alle zaken die in het Nederlands moeten worden behandeld.

De Franse kamers, samengesteld uit leden die bewijzen het Frans machtig te zijn, nemen kennis van alle zaken die in het Frans moeten worden behandeld.

De tweetalige kamer, samengesteld uit leden die bewijzen beide landstalen machtig te zijn, neemt kennis van de zaken die artikel 25, §§ 2, 11 en 14, haar speciaal opdraagt.

§ 3. De kamer waarvan het lid van de Raad van State dat bewijst het Duits machtig te zijn, deel uitmaakt, neemt kennis van de zaken waarin het Duits moet worden gebruikt en van de zaken waarin het Duits en een van beide landstalen moeten worden gebruikt. Is die taal niet die van de kamer waartoe het lid van de Raad van State dat bewijst het Duits machtig te zijn, behoort, dan wordt de zaak verwezen naar de in § 2, derde lid, ingestelde tweetalige kamer; in dat geval echter neemt het lid van de Raad van State dat bewijst het Duits machtig te zijn, zitting in de plaats van het jongstbenoemde lid van de Raad van State dat van de tweetalige kamer deel uitmaakt.

.../...

§ 4. De leden van de Raad van State die aangewezen zijn om van de afdeling wetgeving deel uit te maken, kunnen worden opgeroepen om in de afdeling administratie zitting te nemen telkens als daartoe aanleiding bestaat, hetzij om de tweetalige kamer te vormen, hetzij om een verhinderd lid van een Nederlandse of van een Franse kamer te vervangen, hetzij om aanvullende kamers te vormen".

Artikel 22.-

(artikel 19 van het ontwerp).

Artikel 49 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 49.-

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de eerste voorzitter of, bij zijn ontstentenis, door de voorzitter van de Raad van State. Bij ontstentenis van beiden wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudstbenoemde onder de aanwezige kamervoorzitters of eventueel staatsraden.

De voorzitter van de algemene vergadering is stemgerechtigd, zelfs indien hij niet tot de afdeling administratie behoort".

Artikel 23.-

(artikel 21 van het ontwerp, geamendeerd op 19.11.1962)

Artikel 52 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Voor de toepassing van dit artikel wordt rekening gehouden met de periodes waarin een lid van de Raad van State met verlof wegens opdracht of gedetacheerd is geweest overeenkomstig artikel 54bis, § 2, terwijl

.../...

hij lid van het auditoraat, van het coördinatiebureau of van de griffie was. Om het voordeel van deze bepaling te genieten, moet de betrokkene gedurende die periodes de aan zijn ambt bij de Raad van State verbonden wedde hebben blijven ontvangen, Nochtans wordt ook rekening gehouden met de periodes waarin de betrokkene een rechtersambt in een supranationale of internationale instelling heeft uitgeoefend".

Artikel 24.-

artikel 22 van het ontwerp, geamendeerd op 19.11.1962)

In dezelfde wet wordt een artikel 52bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 52bis.

De auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de adjunct-auditeurs en de referendaris-hoofdgriffier worden in ruste gesteld wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkigheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen of wanneer zij volle zeventig jaar oud zijn.

De artikelen 9, 10, 11, 14 en 15 van de wet van 25 juli 1867 betreffende de inrustestelling van de magistraten zijn op hen van toepassing.

Voor de toepassing van dit artikel wordt rekening gehouden met de periodes waarin de titularis van een van de in het eerste lid genoemde ambten gedetacheerd of met verlof wegens bijzondere opdracht is geweest terwijl hij lid van de Raad van State was. Om het voordeel van deze bepaling te genieten, moet de betrokkene gedurende die periodes de aan zijn ambt bij de Raad van State verbonden

.../...

wedde hebben blijven ontvangen. Ook wordt rekening gehouden met de periodes waarin de betrokkene een rechtersambt in een supranationale of internationale instelling heeft uitgeoefend".

Artikel 25.-

(door de Raad van State voorgesteld artikel).

In dezelfde wet wordt een artikel 52ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 52ter.

Wanneer een lid van het auditoraat of van het coördinatiebureau of de referendaris-hoofdgriffier tot staatsraad is benoemd en als zodanig in ruste wordt gesteld, blijven de artikelen 10, tweede lid, en 11 van de wet van 25 juli 1867 op hem van toepassing voor de inaanmerkingneming van de jaren waarin hij het ambt van lid van het auditoraat of van het coördinatiebureau of van referendaris-hoofdgriffier heeft uitgeoefend".

Artikel 26.-

artikel 23 van het ontwerp).

Artikel 53 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 53.

§ 1. Griffiers en ambtenaren worden in ruste gesteld wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkigheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen of wanneer zij vijfenzestig jaar oud zijn.

De algemene wet op de burgerlijke pensioenen is op hen toepasselijk.

.../...

§ 2. Griffiers en ambtenaren die bij het bereiken van de leeftijd van volle vijfenzestig jaar niet de wettelijke voorwaarden inzake dienst vervullen om een rustpensioen te verkrijgen, worden in de toestand van terbeschikkingstelling geplaatst, volgens de regelen die voor het Rijkspersoneel gelden.

Zij die geen tien jaar dienst tellen, worden echter in dienst gehouden tot zij de wettelijke minimumdiensttijd hebben.

§ 3. Griffiers en ambtenaren kunnen, op voorstel van de Raad van State, bij uitzondering in dienst worden gehouden boven de in het eerste lid gestelde grens, ingeval de Raad bij hun verdere medewerking bijzonder belang heeft en zij zelf, als zij in ruste werden gesteld, vervangen zouden moeten worden.

De Koning beslist over het in dienst houden van griffiers, op advies van de in Raad vergaderde Ministers. Hij machtigt in dezelfde vorm tot het in dienst houden van ambtenaren.

De indiensthouding geldt slechts voor een jaar; zij kan worden vernieuwd".

Artikel 27.-

artikelen 24 en 25 van het ontwerp).

In artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 februari 1955 en 15 april 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° de eerste vijf leden van het artikel vormen § 1;

2° het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling, die § 2 vormt;

"§ 2. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing op de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie. De Koning kan hun echter slechts in zover vergunning tot het uitoefenen van ambten in het hoger onderwijs geven, als die ambten niet meer dan vier lesuren en niet meer dan twee halve dagen per week beslaan";

3° het zevende lid wordt vervangen door de volgende bepaling, die § 3 vormt :

"§ 3. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing op de bedienden-ambtenaren. Afwijkingen kunnen echter worden toegestaan ... (zie bestaande tekst) ...".

Artikel 28.-

artikel 26, §§ 1 tot 3, van het ontwerp, geamendeerd op 19.11.1962).

Artikel 54bis, in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 54bis.

§ 1. Onverminderd de in artikel 54 gestelde onverenigbaarheidsregelen kunnen de leden van de Raad van State die daarin toestemmen, door de

.../...

Koning worden belast met opdrachten bij nationale instellingen, op voorwaarde dat zij die onbezoldigd vervullen.

Zij kunnen door de Koning ook worden gemachtigd tot het vervullen van opdrachten bij supranationale, internationale of buitenlandse instellingen.

Ingeval zulk een taak hen in de onmogelijkheid stelt hun ambt uit te oefenen, worden de leden van de Raad van State met verlof wegens opdracht geplaatst.

§ 2. Onverminderd de in artikel 54 gestelde bijzondere onverenigbaarheidsregelen, kunnen de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die daarin toestemmen, door de Koning worden belast met opdrachten of ambten bij nationale instellingen. Zij kunnen door de Koning ook worden gemachtigd tot het vervullen van opdrachten of tot het uitoefenen van ambten bij supranationale, internationale of buitenlandse instellingen.Ingeval zulk een taak hen in de onmogelijkheid stelt, hun ambt bij de Raad van State uit te oefenen, worden zij gedetacheerd.

.../...

§ 3. Alle beslissingen en machtigingen als bedoeld in de §§ 1 en 2 worden vastgesteld op eensluidend advies van de algemene vergadering van de Raad van State indien zij leden van de Raad van State betreffen; op eensluidend advies van de eerste voorzitter en van de auditeur-generaal indien zij leden van auditoraat of coördinatiebureau betreffen; op eensluidend advies van de eerste voorzitter en van de referendaris-hoofdgriffier indien zij een griffier betreffen.

§ 4. Het verlof wegens opdracht noch de detachering mogen langer dan een jaar duren. Verlengingen kunnen echter, onder de voorwaarden welke de §§ 1 tot 3 bepalen, toegestaan worden voor periodes van ten hoogste één jaar en zonder dat de totale duur van het verlof of de detachering drie jaar mag overschrijden.

Verlof wegens opdracht of detachering mag niet opnieuw worden toegestaan, tenzij sedert het einde van het vorige verlof of van de vorige detachering ten minste drie jaren zijn verstreken; van deze bepaling mag alleen worden afgeweken op eensluidend advies van de algemene vergadering van de Raad van State, die beslist met een twee derde meerderheid.

De betrokkene die zijn ambt in de Raad van State bij het verstrijken van het verlof of de detachering niet weder heeft opgenomen, wordt geacht ontslag te nemen.

.../...

§ 5. De leden van de Raad van State die met verlof zijn wegens opdracht en de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die gedetacheerd zijn, behouden hun plaats op de ranglijst. Tijdens hun verlof of hun detachering kunnen zij in andere ambten bij de Raad van State worden benoemd.

§ 6. Gaat het om opdrachten of ambten bij nationale instellingen, dan blijven de betrokkenen de aan hun ambt bij de Raad van State verbonden wedde ontvangen. Bijkomende bezoldiging mag niet worden verleend, evenmin als enige andere vergoeding dan wegens de werkelijke lasten die onafscheidelijk aan de toegewezen opdrachten of ambten verbonden zijn.

Gaat het om opdrachten bij supranationale, internationale of buitenlandse instellingen, dan ontvangen de betrokkenen niet langer de aan hun ambt bij de Raad van State verbonden wedde".

Artikel 29.-

artikel 26, § 4, van het ontwerp, geamendeerd op 19.11.1962).

In dezelfde wet wordt een artikel 54ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 54ter.

De leden van de Raad van State die met verlof zijn wegens opdracht, en de leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die gedetacheerd

.../...

zijn, kunnen ondanks het in artikel 28 bepaalde aantal plaatsen worden vervangen, maar dan tot ten hoogste twee staatsraden, vier auditeurs of adjunct-auditeurs samen en één griffier boven dat aantal.

Voor de toepassing van artikel 33, § 1, eerste en tweede lid, worden benoemingen om in een vervanging te voorzien als benoemingen in nieuwe plaatsen beschouwd.

Zij aan wie een ambt wordt begeven om in een vervanging te voorzien, worden vast benoemd. Van rechtswege bezetten zij de in artikel 28 bedoelde plaatsen naargelang deze vrijkomen en voor zover zij het bewijs leveren van de talenkennis die voor het bekleden van de vrijgekomen plaats vereist is".

Artikel 30.-

artikel 26, § 5, van het ontwerp, geamendeerd op 19.11.1962).

In dezelfde wet wordt een artikel 54quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 54quater.

Ambtenaren van de Raad van State kunnen worden gedetacheerd onder door de Raad gestelde voorwaarden".

.../...

Artikel 31.-

(artikel door de Raad van State voorgesteld).

In artikel 57 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "en van het auditoraat" vervangen door "van het auditoraat en van het coördinatiebureau".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGING VAN DE WET VAN 5 APRIL 1955 INZAKE DE WEDDEN VAN DE AMBTSDRAGERS VAN DE RAAD VAN STATE.

Artikel 32.-

(artikel 27 van het ontwerp).

Artikel 1 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.-

§ 1. Onverminderd de maatregelen genomen op grond van artikel 5 worden de wedden van de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de adjunct-auditeurs, de referendaris-hoofdgriffier en de griffiers van de Raad van State als volgt vastgesteld :

eerste voorzitter	386.000 frank
voorzitter	376.000 frank
kamervoorzitters	336.000 frank
staatsraden	304.000 frank
auditeur-generaal	359.000 frank
eerste auditeurs	304.000 frank
auditeurs	256.000 frank
adjunct-auditeurs	193.000 frank
referendaris-hoofdgriffier	256.000 frank
griffiers	153.000 frank .

.../...

§ 2. Wanneer een lid van de Mijnraad als mijnassessor bij de Raad van State wordt gedetacheerd, bedraagt zijn wedde 188.000 frank".

Artikel 33.-

(artikel 28 van het ontwerp).

Artikel 2 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.-

Onverminderd de maatregelen genomen op grond van artikel 5, wordt de jaarvergoeding voor assessoren van de afdeling wetgeving van de Raad van State vastgesteld op 152.000 frank".

Artikel 34.-

(artikel 29 van het ontwerp, geamendeerd op 19 november 1962).

Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.-

§ 1. De wedden en vergoedingen, bepaald in de artikelen 1 en 2, worden na iedere periode van drie jaar ambtsuitoefening bij de Raad van State verhoogd.

Die verhogingen worden als volgt gespreid :

1° voor de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitters, de staatsraden, de auditeur-generaal, de eerste auditeurs, de auditeurs, de adjunct-auditeurs, de referendaris-hoofdgriffier en de griffiers : zeven opeenvolgende verhogingen tot 72.000 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 14.400 frank, de overige vier 7.200 frank bedragen ;

.../ ...

2° voor de assessoren van de afdeling wetgeving : zeven opeenvolgende verhogingen tot 36.000 frank in het geheel, waarvan de eerste drie 7.200 frank, de overige vier 3.600 frank bedragen.

§ 2. De verhogingen gaan in op de eerste dag van het kalenderhalfjaar dat volgt op het verstrijken van iedere periode van drie jaar.

§ 3. De ambtsdragers bij de Raad van State behouden de verkregen anciënniteit ongeacht eventuele bevorderingen. In voorkomend geval wordt rekening gehouden met de jaren dat de betrokkenen tot het administratief personeel van de Raad van State hebben behoord.

Voor ambtsdragers van de Raad van State die bij hun benoeming meer dan tien jaar balie, algemeen bestuur, magistratuur of hoger onderwijs tellen, wordt in de berekening van de periodieke verhogingen rekening gehouden met ieder jaar balie, magistratuur, onderwijs of bestuur boven die tien jaar.

Zijn die beroepen één of meer jaren tegelijk uitgeoefend, dan is cumulatie ervan voor de berekening van de anciënniteitsverhogingen niet geoorloofd en mag ieder van die jaren slechts éénmaal worden aangerekend.

Voor de berekening van de periodieke verhogingen wordt rekening gehouden met de periodes waarin de ambtsdrager van de Raad van State met verlof wegens opdracht of gedetacheerd is overeenkomstig artikel 54bis van de wet van 23 december 1946.

.../...

§ 4. Voor de berekening van de periodieke weddeverhogingen van mijnassessoren wordt rekening gehouden met hun dienstjaren als werkelijk lid van de Mijnraad".

HOOFDSTUK III.- WIJZIGING VAN DE WET VAN 15 APRIL 1958 TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 23 DECEMBER 1946.

Artikel 35.-

(artikel 30 van het ontwerp).

Artikel 17, § 2, van de wet van 15 april 1958 tot wijziging van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Adjunct-griffiers en tot het administratief personeel van de Raad van State behorende doctors in de rechten, die uiterlijk op 1 mei 1962 in een van die hoedanigheden zijn benoemd, kunnen op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de auditeur-generaal tot adjunct-auditeur worden benoemd zonder het vergelijkend examen, voorgeschreven in artikel 31, § 1, van de wet van 23 december 1946, te moeten afleggen.

.../...

Zij moeten echter, alvorens te kunnen worden voorgesteld krachtens deze bepaling, geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen, waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie samenstelt ; van dat examen zijn vrijgesteld de geslaagden van een vergelijkend examen dat voor de aanwerving van substituten of adjunct-auditeurs werd uitgeschreven".

Artikel 36.-

(artikel 31 van het ontwerp).

Artikel 17, § 3, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien de auditeur-generaal niet bewijst de andere landstaal dan die van zijn diploma machtig te zijn, stelt de Koning onder de eerste auditeurs, om de auditeur-generaal in zijn ambtsuitoefening bij te staan, een eerste auditeur aan die zijn diploma behaald heeft in de taal welke de auditeur-generaal niet machtig is, of die tot de andere taalrol dan de auditeur-generaal behoort, overeenkomstig het koninklijk besluit waarvan sprake in § 7 van dit artikel".

HOOFDSTUK IV. - OPHEFFINGSBEPALINGEN.

Artikel 37.-

artikel 32 an het ontwerp).

Opgeheven worden :

1° artikel 6, artikel 25, § 1, en artikel 37 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State ;

.../...

2° de tweede volzin van artikel 17, § 4, tweede lid, van de wet van 15 april 1958 tot wijziging van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State ;

3° de wet van 24 juni 1960 waarbij de Koning gemachtigd wordt benoemingen te doen voor aanvullende plaatsen bij de Raad van State.

HOOFDSTUK V.- OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 38.-

artikel 33 an het ont- erp).

De adjunct-auditeur-generaal die bij de inwerkingtreding van deze wet als zodanig in dienst is op grond van artikel 17, § 3, van de wet van 15 april 1958, verkrijgt van rechtswege de hoedanigheid van eerste auditeur, onverminderd zijn hoedanigheid van adjunct-auditeur-generaal, die hij behoudt met de eraan verbonden titel, plichten en voordelen.

Leden van het coördinatiebureau die op 1 mei 1962 als zodanig of als substituut-auditeur-generaal ten minste vijf jaar dienst telden, worden van rechtswege auditeur. Zij nemen in die hoedanigheid hun rang in na de auditeurs die reeds in dienst zijn de dag waarop deze wet in werking treedt.

.../...

Leden van het coördinatiebureau die op 1 mei 1962 als zodanig of als substituut-auditeur-generaal minder dan vijf jaar dienst telden, worden van rechtswege adjunct-auditeur. Zij nemen in die hoedanigheid hun rang in op de dag van hun benoeming tot lid van het coördinatiebureau of, in voorkomend geval, de dag van hun benoeming tot substituut-auditeur-generaal.

De griffier, de substituut-auditeurs-generaal en de adjunct-griffiers die in dienst zijn de dag waarop deze wet in werking treedt, verkrijgen onderscheidenlijk de titels van referendaris-hoofdgriffier, adjunct-auditeur en griffier. Voor het berekenen van hun anciënniteit blijven in aanmerking komen de jaren dat zij hun ambt hebben uitgeoefend onder de titel die zij vóór de inwerkingtreding van deze wet hadden".

Artikel 39.-

(artikel 34 van het ontwerp, geamendeerd op 19 november 1962)

§ 1. Ondanks de artikelen 28, § 2, en 33, § 1, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, kunnen de adjunct-auditeurs die op 1 mei 1962 als lid van het coördinatiebureau of als substituut-auditeur-generaal in dienst waren, na vijftien jaren dienst als adjunct-auditeur, lid van het coördinatiebureau of substituut-auditeur-generaal, tot auditeur worden benoemd. Die benoemingen geschieden op gezamenlijk voorstel van de algemene vergadering van de Raad van State en van de auditeur-generaal.

.../...

Voor de berekening van de anciënniteit van de betrokkenen wordt eventueel rekening gehouden met de helft van de duur der diensten die zij als adjunct-griffier of als lid van het aan het coördinatiebureau verbonden administratief personeel hebben verricht.

Onder voorbehoud van artikel 54ter van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, mag de toepassing van dit artikel er niet toe leiden, dat er in totaal meer dan tweeënveertig auditeurs en adjunct-auditeurs zijn.

De adjunct-auditeurs die bewijzen de tweede landstaal machtig te zijn en krachtens dit artikel tot auditeur zijn benoemd, worden verder onder de adjunct-auditeurs gerekend voor de toepassing van artikel 33, § 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet.

§ 2. De krachtens dit artikel benoemde auditeurs bezetten van rechtswege de plaatsen van auditeur bedoeld in artikel 28, § 2, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij deze wet, naargelang deze vrijkomen, en voor zover zij het bewijs leveren van de talenkennis die voor het bekleden van de vrijgekomen plaats vereist is. De betrokkenen bezetten echter van rechtswege alleen de plaatsen die onderscheidenlijk vrijkomen hetzij bij het auditoraat, hetzij bij het coördinatiebureau, naargelang zij tot het ene dan wel tot het andere lichaam behoren.

.../...

Artikel 40.-

(artikel 35 van het ontwerp).

Ambtsdragers van de Raad van State die vóór de inwerkingtreding van deze wet vergunning hebben verkregen om een ambt in het hoger onderwijs uit te oefenen, behouden het voordeel van de aldus toegestane vergunningen.

Leden van auditoraat, coördinatiebureau of griffie echter mogen hun cursussen over niet meer dan twee halve dagen per week spreiden ; het getal van die cursussen mag niet verhoogd worden tot boven de grens, gesteld bij artikel 54, § 2, van de wet van 23 december 1946, zoals ze bij deze wet gewijzigd is.

Artikel 41.-

(artikel 36 van het ontwerp).

Met periodes van werkelijke ambtsuitoefening bij de Raad van State worden gelijkgesteld de periodes waarin een lid van auditoraat, coördinatiebureau of griffie vóór de inwerkingtreding van deze wet gedetacheerd is geweest.

De leden van auditoraat, coördinatiebureau en griffie die vóór de inwerkingtreding van deze wet gedetacheerd werden, worden geacht ontslag te nemen de dag dat hun detachering drie jaar overschrijdt en, ten vroegste, bij het verstrijken van een termijn van zes maanden, die ingaat de dag waarop deze wet in werking treedt".

.../...

Artikel 42.-

(artikel 37 van het ontwerp).

In afwijking van artikel 1, § 1, van de wet van 5 april 1955, gewijzigd bij artikel 27 van deze wet, geniet de referendaris-hoofdgriffier die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet als griffier in dienst is, een wedde van 304.000 frank.

Artikel 43.-

(artikel 38 van het ontwerp).

De wedden en de regelingen inzake anciënniteitsverhogingen, vastgesteld in de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, blijven persoonlijk genieten :

1° de adjunct-auditeurs die, de dag waarop deze wet in werking treedt, als lid van het coördinatiebureau of als substituut-auditeur-generaal in dienst zijn ;

2° de griffiers die, de dag waarop deze wet in werking treedt, als adjunct-griffier in dienst zijn " .
